

Personnes, Santé et Nature:

Un programme de
transformation de
l'Afrique subsaharienne



The
Food and Land Use
Coalition

Table des matières

Avant-propos	4
Résumé exécutif	6
Section 1: Une décennie cruciale pour l'alimentation et l'utilisation des terres en Afrique subsaharienne	13
Section 2: Quatre transitions critiques pour des systèmes alimentaires et d'utilisation des terres durables en Afrique subsaharienne	21
Transition critique 1: Donner aux agriculteurs les moyens d'accroître durablement les rendements agricoles nutritifs	21
Transition critique 2: Renforcer les marchés locaux pour des aliments nutritifs, produits de façon durable, destinés aux consommateurs nationaux et internationaux	29
Transition critique 3: Travailler à l'échelle du paysage pour préserver et faire croître le capital naturel	37
Transition critique 4: Tirer profit des droits égaux	44
Section 3: Adopter une approche ciblée des systèmes d'alimentation et d'utilisation des terres de l'Afrique subsaharienne	51
Accélérer la transition démographique vers des taux de fécondité stables	52
Mise en œuvre d'une réforme foncière globale	53
Financement d'améliorations spectaculaires des infrastructures	54
Supprimer les obstacles à l'investissement dans les systèmes d'alimentation et d'utilisation des terres	57
Section 4: Conclusion	62
Références	63

Auteurs

Les Personnes, la Santé et la Nature : Un rapport sur le programme de transformation de l'Afrique subsaharienne a été élaboré par SYSTEMIQ et l'Alliance pour une révolution verte en Afrique (AGRA) dans le cadre de la Coalition pour l'alimentation et l'utilisation des terres (Food and Land Use Coalition, FOLU). Les auteurs sont Assan N'gombe (AGRA) et Julia Turner (SYSTEMIQ). Il s'appuie sur la modélisation et les estimations réalisées pour FOLU dans le cadre du rapport mondial, avec des contributions diverses de l'Institut international d'analyse des systèmes appliqués (IIASA), le laboratoire de recherche The Global Burden of Disease research à l'Université de Washington, le modèle des ondes de choc de la Banque mondiale et le Blended Finance Taskforce (groupe de travail pour le financement mixte). (Voir l'Annexe technique pour plus de détails sur la modélisation.)

Remerciements

L'équipe du rapport mondial sur l'Afrique subsaharienne de FOLU est profondément reconnaissante des idées et des études de cas partagées par les membres des partenaires principaux de FOLU : l'Alliance pour une révolution verte en Afrique (AGRA), la Fondation EAT, l'Alliance mondiale pour une meilleure nutrition (GAIN), l'Institut international d'analyse des systèmes appliqués (IIASA), The Sustainable Development Solutions Network (SDSN), SYSTEMIQ, World Business Council for Sustainable Development et The World Resources Institute (WRI). De même aux partisans de FOLU : La Fondation Gordon et Betty Moore, la Fondation MAVA et l'Initiative internationale sur le climat et les forêts de Norvège (ICNIF).

Au-delà de la communauté FOLU, un grand nombre de personnes et d'institutions ont généreusement donné de leur temps et de leur énergie pour commenter diverses ébauches du présent rapport. Nous tenons à remercier les personnes suivantes : Assefa Admassie, Directrice, Ethiopian Policy Studies Institute et Professeur en économie, Addis Ababa University ; Sofia Ahmed, Directeur national, FOLU Éthiopie ; Margarita Astralaga, Directeur de l'environnement, du climat, de l'égalité des sexes et de l'inclusion sociale, Fonds international pour le développement agricole ; Belay Begashaw, Directeur général, SDG Center for Africa ; Sebsebe Demissew, Directeur exécutif, Gullele Botanic Garden et Professeur de Plant Systematics and Biodiversity, Addis-Abeba University ; Ntiokam Divine, Fondateur et Directeur général, Climate Smart Agriculture Youth Network ; Annabel Farr, ancien Associée et Conseillère, SYSTEMIQ ; Agnes Kalibata, Présidente, Alliance pour une révolution verte en Afrique (AGRA) ; Maria Marealle, Principale Responsable foncier, Groupe Banque africaine de développement ; Ndidi Nwuneli, cofondateur, Sahel Consulting, Co-fondateur, AACE Food Processing & Distribution, Fondateur, Leadership, Effectiveness, Accountability and Professionalism (LEAP) Africa ; Jeremy Oppenheim, Co-président, Coalition de l'alimentation et des terres ; Per Pharo, Auteur principal du FOLU Global Report ; Camilla Toulmin, Directeur international, Institut international pour l'environnement et le développement ; Sudhir Shetty, ancien Économiste en chef, Asie de l'Est et Pacifique, et ancien Directeur, Lutte contre la pauvreté et gestion économique, Afrique, pour la Banque mondiale ; Ishmael Sunga, PDG, Southern Agricultural Federation of Agricultural Unions

Le présent rapport constitue une vision collective de la Coalition pour l'alimentation et l'utilisation des terres. Les partenaires principaux de FOLU et ceux qui ont examiné le document approuvent l'orientation générale des arguments présentés dans ce rapport, mais ne doivent pas être considérés comme étant d'accord avec chaque conclusion ou recommandation. Les institutions auxquelles la Coalition pour l'alimentation et l'utilisation des terres est affiliée n'ont pas été invitées à approuver officiellement le rapport.

Contact

Bureau de gestion de projet de la Coalition pour l'alimentation et l'utilisation des terres
c/o SYSTEMIQ
69 Carter Lane
London EC4V 5EQ
www.foodandlandusecoalition.org

© Droits d'auteur : Coalition pour l'alimentation et l'utilisation des terres (septembre 2019)



Personnes, Santé et Nature:

Un programme de transformation
de l'Afrique subsaharienne



The
Food and Land Use
Coalition

Avant-propos



Agnes Kalibata

Présidente, Alliance pour une révolution verte en Afrique (AGRA)

L'Afrique est en marche. Je suis optimiste quant au développement de l'Afrique après deux décennies de croissance et d'amélioration de l'économie et du niveau de vie. Cela est dû en partie à la croissance soutenue du secteur agricole, stimulée par des technologies novatrices comme les semences améliorées et la digitalisation.

Une transformation agricole soutenue en Afrique est au cœur de la croissance et de la stabilité persistantes de la région. En plus d'assurer la sécurité alimentaire pour tous, le secteur agricole est une source d'emploi pour la majorité des populations, à travers les nombreuses chaînes de valeur. C'est une source de matières premières pour de nombreuses industries et elle autonomise les plus démunis et marginalisés à travers ses multiples et diverses plateformes locales. Au fil des années, l'Alliance pour une révolution verte en Afrique (AGRA) a investi en vue d'équiper les agriculteurs pour leur donner les moyens d'accroître durablement leur production et d'accéder à des marchés en croissance rapide, en mettant l'accent sur l'augmentation des revenus et l'amélioration de la sécurité alimentaire, tout en favorisant une croissance économique plus large.

L'amélioration de l'efficacité et de la sécurité dans l'ensemble des chaînes de valeur, y compris la planification intégrée des terres et des autres ressources, accroît la valeur des produits africains et crée des emplois pour les jeunes. Nous pouvons constater que notre travail et celui de nos partenaires, y compris FOLU, ont allégé les pressions sans cesse croissantes qui s'exercent sur les systèmes agricoles pour assurer une croissance rapide de la population.

En ce moment crucial où nous sommes aux prises avec les conséquences du réchauffement planétaire et des urgences climatiques, **nous devons adopter une vision axée sur le climat en ce qui concerne cette transformation agricole.** Au moins, cela doit être fait pour renforcer la résilience des économies africaines, améliorer les niveaux de vie, créer des opportunités pour les agriculteurs et garantir les résultats nutritionnels de la

région. La prospérité des écosystèmes peut contribuer à réduire les risques liés au climat, tels que les effets des inondations, de la sécheresse et de l'érosion des sols, qui sont appelés à augmenter'. Mettre un terme à la déforestation, promouvoir le reboisement et promouvoir les activités de régénération peuvent jouer un rôle crucial dans la régénération des terres, l'augmentation des rendements et l'amélioration des niveaux de vie. En outre, nous devrions adopter cette approche parce que c'est la bonne chose à faire, pour stimuler la résilience, certes, mais surtout pour accélérer le développement agricole durable en général.

Nous n'avons jamais été aussi bien dotés pour réaliser une telle transformation. La croissance et l'adoption sans précédent des technologies numériques, ainsi que la convergence des programmes de bien-être des populations et de la planète, aux niveaux mondial et local, offrent de nombreuses possibilités d'adopter des pratiques agricoles durables, d'accroître la transparence de la chaîne de valeur et de soutenir les efforts de régénération. Par exemple, AGRA, par l'intermédiaire de son réseau de partenaires, a encouragé une approche du secteur privé qui a vu la transformation des systèmes semenciers au niveau national. Cela rend les semences adaptées localement accessibles, renforce les économies rurales, renforce la sécurité alimentaire et accroît la résilience des communautés et des pays.

Au cours des dernières années, l'AGRA a aidé les gouvernements africains à mettre en œuvre leurs plans de développement agricole par des initiatives ciblées de renforcement des capacités.

Celles-ci ont ciblé des politiques et des stratégies qui, à leur tour, sont mises en œuvre pour stimuler les investissements dans le secteur.

Le travail de la Coalition pour l'alimentation et l'utilisation des terres galvanise les partenaires et les intervenants afin qu'ils convergent autour de cet important programme d'alimentation et d'utilisation des

terres dans le but de contribuer à un système alimentaire durable partout dans le monde. **Le présent document arrive donc à un moment opportun. Il donne un aperçu critique d'un cadre pour une transformation intégrée et inclusive et décrit ce qui est nécessaire pour que l'ambition devienne réalité.** En mettant en œuvre les recommandations présentées dans le document, les décideurs, les chefs d'entreprise, les agriculteurs, les investisseurs et les groupes de la société civile peuvent élargir l'espace d'action, maximiser les investissements et atteindre l'échelle nécessaire pour obtenir un impact significatif.

Le moment est venu de le faire - nous avons le savoir-faire, les gens et l'ambition de travailler ensemble pour construire un avenir durable pour tous. La résilience des petites exploitations agricoles africaines est essentielle pour accélérer notre progression vers la prospérité. Avec des politiques, des programmes, des instruments financiers, des investissements et des compétences appropriés, les petites exploitations agricoles augmenteront leurs rendements, régénéreront le capital naturel et prospéreront. Nos systèmes alimentaires deviendront plus durables et plus nutritifs et nous pouvons réaliser notre grande ambition d'une Afrique prospère capable de se nourrir et de nourrir le monde.



Agnes Kalibata

Présidente, Alliance pour une révolution verte en Afrique (AGRA)

Résumé exécutif

Partout dans le monde, les grandes économies ont démontré les avantages qui sont dégagés lorsque les systèmes d'utilisation des terres et des aliments prospèrent. Le secteur agricole brésilien a été le moteur d'une forte croissance économique et a transformé le pays en un exportateur net et un acteur mondial de l'agro-industrie.¹ La « Révolution verte » en Inde a vu les rendements céréaliers plus que doubler et la pauvreté rurale diminuer de plus de 25 pour cent en trente ans.² Aujourd'hui, l'Afrique subsaharienne a une occasion unique de reproduire cette croissance, tout en évitant les écueils tels que la dégradation massive de l'environnement et les inégalités croissantes qui ont toujours accompagné ces transitions.

Les systèmes d'alimentation et d'utilisation des terres font partie intégrante de l'économie de l'Afrique subsaharienne. Ils représentent 70 pour cent des moyens de subsistance et près d'un quart du PIB des pays de la région (jusqu'à 60 pour cent dans certains pays).³ Pourtant, les rendements des cultures en Afrique ne représentent que 25 % de leur potentiel, ce qui indique que des gains massifs à l'échelle de la société pourraient être obtenus si l'on parvenait à les augmenter durablement.⁴ Une grande partie de la valeur créée par le secteur ne reste pas dans la région et les producteurs primaires ne reçoivent pas non plus leur juste part : les producteurs de cacao en Côte d'Ivoire et au Ghana gagnent environ 0,75 USD par jour⁵ malgré une production cumulative de 60 pour cent du cacao, soit 50 milliards USD / an pour le secteur du chocolat.⁶

Il existe d'énormes opportunités économiques dans un avenir durable et équitable en matière d'alimentation et d'utilisation des terres. Une composante essentielle est la réduction des « coûts cachés » pour l'économie de l'Afrique subsaharienne, estimés à 680 milliards USD (1,9 milliards USD si l'on utilise les chiffres du PIB mondial) par an.⁷ (Voir Annexe RE-1.) En outre, ils entravent les efforts visant à atteindre les Objectifs

du développement durable et l'Accord de Paris sur le climat. Ces coûts cachés comprennent les dommages environnementaux, le coût d'une mauvaise santé de la population liée à l'alimentation et les répercussions de l'enracinement et de l'aggravation des inégalités et de la pauvreté rurale.

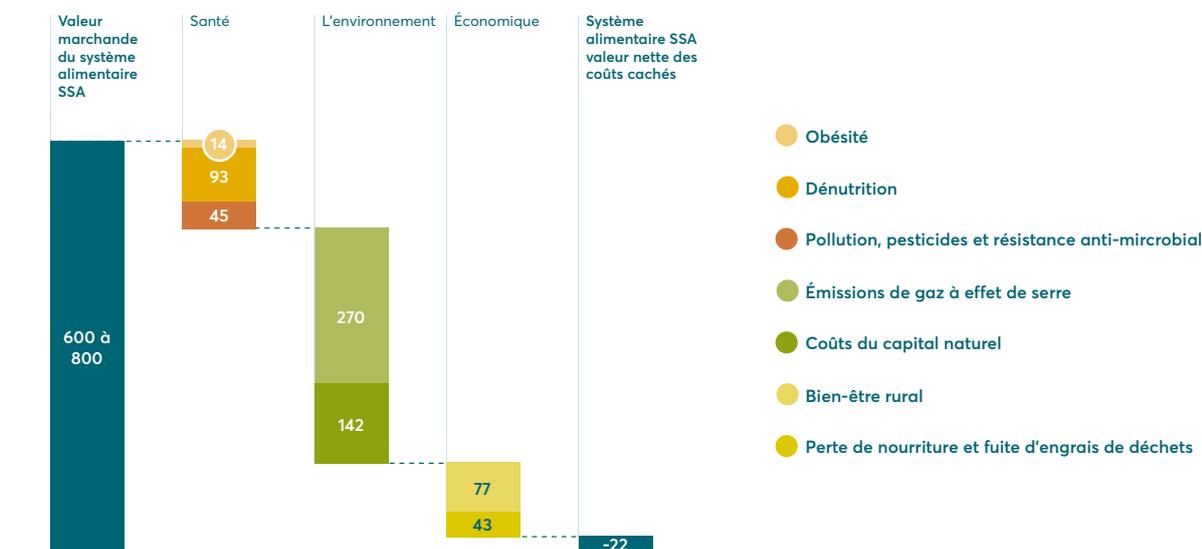
L'analyse de ce rapport estime que les coûts les plus élevés sont aujourd'hui:

- **270 milliards USD** au titre du coût des gaz à effet de serre (GES) émis par les secteurs de l'alimentation et de l'utilisation des terres en Afrique subsaharienne.⁸ Le principal moteur de ce phénomène est la déforestation : aujourd'hui, l'Afrique subsaharienne perd 2,7 millions d'hectares de forêt chaque année, contribuant plus de 1 600 TCO₂e aux émissions mondiales de GES.^{9*}
- **140 milliards USD** suite à une dégradation irréversible de l'environnement. La dégradation des terres cause des dommages aux sols et à l'eau, compromettant les rendements agricoles et érodant la capacité de l'Afrique subsaharienne à bénéficier de services écosystémiques vitaux. Les coûts associés à la rareté de l'eau sont également importants.
- **90 milliards USD** de coûts lié à la sous-nutrition. La sous-alimentation infantile contribue à un peu moins de 700 000 décès chaque année, entraînant une baisse de la productivité due aux maladies et aux problèmes de développement.
- **80 milliards USD** dans le coût des moyens d'existence inadéquats en milieu rural. En n'assurant pas un niveau de vie décent à 350 millions de personnes travaillant dans les zones rurales, les systèmes non durables d'alimentation et d'utilisation des terres les enferment dans la pauvreté.

* Le scénario FOLU Hidden Costs est modélisé à l'aide des données de la FAO sur le couvert forestier qui ont été calibrées avec l'ensemble de données de Hansen Forest Cover (Hansen et al., Science 2013). Il en résulte des prévisions d'émissions totales de l'AFOLU qui sont plus élevées que d'autres estimations couramment citées (IIASA, IPCC), en raison de la méthode de l'ensemble des données de Hansen pour estimer la perte du couvert forestier. De plus amples informations sont disponibles dans l'annexe technique FOLU, publiée en septembre 2019

Les coûts cachés des systèmes d'alimentation et d'utilisation des terres en Afrique subsaharienne, 2018

Milliards USD, prix 2018



Il s'agit d'une estimation prudente, qui représente le coût caché pour l'économie de l'Afrique subsaharienne en se servant des chiffres du PIB par habitant en Afrique subsaharienne. Si l'on utilise plutôt un chiffre du PIB mondial, cela signifie que les coûts cachés augmentent jusqu'à 1.9 trillion USD. Dans ce scénario, les coûts de la dénutrition sont ~10 fois plus élevés, ce qui témoigne de l'énorme opportunité économique que la réduction de la malnutrition dans la région aura pour l'Afrique subsaharienne et le monde.

Sans intervention, ces coûts cachés monteront en flèche au cours des prochaines décennies. La population de l'Afrique subsaharienne devrait doubler pour atteindre plus de deux milliards d'habitants d'ici 2050.¹⁰ Bien qu'il s'agisse d'une opportunité de croissance massive, elle se traduira par une demande croissante de nourriture, de combustible (souvent du bois), de terres et d'emplois, ce qui accroîtra la pression sur des ressources naturelles déjà vulnérables. La modélisation pour ce rapport suggère que l'Afrique subsaharienne pourrait perdre plus de 70 millions d'hectares de forêts d'ici 2050, soit un tiers de la superficie de la RDC.¹¹ Le coût de cette perte de capital naturel pourrait atteindre jusqu'à 170 milliards USD par an.¹²

Les coûts du changement climatique pèseront plus lourdement sur les pays de la région que sur presque n'importe où ailleurs dans le monde : des pertes de récoltes allant jusqu'à 30 pour cent sont possibles avec un réchauffement de 2°C d'ici 2050, une insécurité alimentaire croissante et le risque de conflits et de migrations.¹³ L'expansion de la classe moyenne et l'urbanisation entraînent des changements dans l'alimentation et le mode de vie, ajoutant les coûts de santé de l'obésité au fardeau de la malnutrition dans de nombreux pays. L'augmentation de la population entraînera une augmentation considérable des coûts de la pauvreté rurale : d'ici à 2030, l'Afrique subsaharienne pourrait abriter 90 pour cent des personnes extrêmement pauvres du monde, du fait à la fois de sa lente réduction de la pauvreté et de son rapide accroissement démographique par rapport au reste du monde.¹⁴

De toute évidence, il est urgent de s'attaquer à ces coûts cachés croissants. Pourtant, ceci ne constitue qu'une partie de l'histoire. Le passage à des systèmes d'alimentation et d'utilisation des terres plus durables en Afrique subsaharienne représente également une opportunité économique importante avec le potentiel de nouveaux marchés énormes dans la région.

Les nouvelles opportunités d'affaires dans les systèmes d'alimentation et d'utilisation des terres durables ont été estimées à 320 milliards USD par an d'ici 2030 en Afrique subsaharienne.¹⁵ Ces possibilités offrent de multiples avantages connexes, allant de la réduction de la pauvreté rurale à la protection et à la régénération du capital naturel, en passant par l'amélioration de la sécurité alimentaire et de la santé de la population et la protection et la régénération du capital naturel.

Ces opportunités sont les suivantes:

- **120 milliards USD**¹⁶ en services écosystémiques forestiers (approches de gestion durable des forêts et mécanismes de paiement pour les services écosystémiques) et restauration des terres dégradées (pratiques agricoles régénératives et interventions paysagères telles que le terrassement et le remplacement des sols arables).
- **100 milliards USD**¹⁷ au titre de l'augmentation des rendements agricoles: des intrants de haute qualité, de l'innovation, de la technologie et des améliorations infrastructurelles pour les petites comme les grandes exploitations agricoles de la région.
- **100 milliards USD**¹⁸ au titre de l'amélioration de l'efficacité de la chaîne d'approvisionnement (amélioration du transport, du stockage et de la réfrigération des aliments pour réduire les pertes et déchets alimentaires) et renforcement des capacités à valeur ajoutée (augmentation des capacités de traitement, de conditionnement et de vente au détail).

Le potentiel de création d'emplois de meilleure qualité sur ces nouveaux marchés est considérable. La modélisation réalisée pour ce rapport montre que les systèmes durables d'alimentation et d'utilisation des terres en Afrique subsaharienne pourraient créer 40 millions d'emplois décents supplémentaires dans la région et entraîner une hausse des revenus ruraux de 3 pour cent. Cela contribuerait dans une certaine mesure à répondre à la demande d'emploi de 375 millions d'Africains qui devraient atteindre l'âge de travailler entre 2015 et 2030 - moins d'un quart d'entre eux devraient trouver un emploi salarié formel.¹⁹

L'expansion du commerce intra-régional permettra d'accélérer ces débouchés dans toute l'Afrique subsaharienne, tout en réduisant le déficit commercial agricole net de la région. Aujourd'hui, le commerce intra-régional en Afrique subsaharienne (par exemple, entre la Tanzanie et l'Ouganda) ne représente que 23 pour cent des importations alimentaires et 26 pour cent des exportations alimentaires, contre 35 pour cent et 57 pour cent dans les économies asiatiques en développement.²⁰

Les innovations technologiques sont au cœur de tous les nouveaux marchés. Il y aura près de 700 millions de connexions de smartphones dans la région d'ici 2025, soit 400 millions de plus qu'à la fin 2017.²¹ Les entrepreneurs trouvent de nouveaux modèles d'affaires et de nouvelles façons de partager les connaissances qui répondent aux besoins d'une population de plus en plus connectée et résolvent certains des plus grands défis de la région : augmenter les rendements agricoles, relier les acteurs de la chaîne de valeur aux marchés et améliorer la capacité de suivi (Voir Annexe RE-2).

Progrès technologiques dans les systèmes d'alimentation et d'utilisation des terres

Accès aux informations	Services d'extension	Accès aux machines	Améliorer les pratiques à la ferme	Accès aux marchés et à la finance	Suivi des chaînes de valeur
<p>Esoko envoie des SMS avec les prix du marché aux producteurs de cacao en Afrique de l'Ouest</p> <p>En Éthiopie, CommonSense offre aux agriculteurs des prévisions météorologiques via SMS</p>	<p>Farmerline exploite la technologie numérique pour augmenter la portée des services d'extension</p> <p>AgTube est une plateforme en ligne pour les chercheurs et les organisations agricoles</p>	<p>Hello Tractor l'« Uber de l'agriculture en Afrique »</p> <p>iProcure relie les fermiers aux fabricants pour acheter des intrants agricoles avec des coupons mobiles</p>	<p>SunCulture fournit un système d'irrigation goutte à goutte alimenté à l'énergie solaire</p> <p>Fresh Direct utilise la culture hydroponique et une agriculture verticale pour développer les cultures dans les zones urbaines</p>	<p>mPesa élargit l'inclusion financière au Kenya</p> <p>La startup nigériane FarmCrowdy connecte les agriculteurs aux investisseurs potentiels</p>	<p>Global Forest Watch Pro fait le lien entre des milliers de points de données représentant les investissements des utilisateurs dans la chaîne d'approvisionnement et des données sur la déforestation récente et historique pour réduire les risques</p>

Toutefois, la mise en œuvre de la réforme et de l'innovation nécessaires pour réduire les coûts cachés et saisir de nouvelles opportunités commerciales dans les systèmes d'alimentation et d'utilisation des terres ne va pas être facile. Les accords et règlements commerciaux doivent être intégrés dans les plans d'utilisation des terres afin d'équilibrer les demandes sur le capital naturel de la région et de prendre en compte les impacts de la politique commerciale sur la nutrition, tout en garantissant que les pays d'Afrique subsaharienne obtiennent un accord équitable dans les négociations commerciales.²² Au cours des deux dernières décennies, les échanges commerciaux de l'Afrique avec la Chine, l'Inde et d'autres partenaires émergents ont triplé (passant d'environ 250 milliards USD à environ 800 milliards USD par an entre 2000 et 2016).²³ Malgré les opportunités énormes qui se sont ouvertes, la pression sur les ressources naturelles de la région s'est accrue à mesure que la demande de produits et de terres a augmenté.

Les subventions agricoles non durables doivent être réorientées. Par exemple, le Malawi consacre 70 pour cent de son budget agricole à des subventions qui n'atteignent pas les agriculteurs les plus pauvres, décourage l'utilisation de matières organiques,²⁴ évince des parties essentielles du marché privé des engrais et détourne les dépenses d'autres programmes clés, notamment les routes et les services de vulgarisation.²⁵

L'amélioration de l'infrastructure qui soutient les activités d'utilisation durable des terres et des aliments est une autre mesure essentielle. Il s'agit notamment de réduire les pertes après récolte, d'améliorer la productivité à grande échelle et de développer les marchés alimentaires intérieurs (qui nécessitent de meilleures routes, des infrastructures d'électrification et de stockage, ainsi que des services de communication et de santé). L'accès limité à l'électricité renforce la dépendance à l'égard du bois de chauffage, l'un des principaux moteurs de la déforestation dans de nombreux pays de la région. Atteindre la qualité et la quantité des infrastructures du reste du monde en voie de développement pourrait augmenter la croissance du PIB par habitant de 1,7 à 2,6 pour cent par an.²⁶

L'amélioration de la capacité institutionnelle est essentielle pour mettre en œuvre les réformes et attirer les investissements dans la région et en provenance de celle-ci. Historiquement, la faible capacité institutionnelle - en particulier au niveau local - a découragé les investisseurs, affaibli l'environnement favorable aux entreprises et a entravé l'application cohérente des lois et des politiques. Il faut également s'attaquer aux inégalités profondément enracinées. L'insécurité foncière - en particulier pour les femmes - limite l'accès des agriculteurs et des communautés rurales au financement et augmente les risques d'investir dans la terre ou d'adopter des pratiques de gestion durable.

L'analyse de ce rapport montre que l'investissement supplémentaire requis pour les réformes clés à l'horizon 2030 est modeste par rapport aux avantages escomptés: environ 85-100 milliards USD par an.* La majeure partie de cette somme sera consacrée aux infrastructures rurales, qui permettront aux agriculteurs d'améliorer leurs rendements et de reconstituer leur capital naturel (y compris les forêts et autres écosystèmes, y compris les savanes et les zones humides). Bien qu'un investissement supplémentaire de 85-100 milliards USD soit modeste par rapport à la taille de l'économie mondiale, il équivaut à 5 pour cent du PIB²⁷ de l'Afrique subsaharienne et représente un peu moins de trois fois le montant des investissements étrangers directs annuels dans la région, dans tous les secteurs, qui ont atteint en moyenne 36 milliards USD durant la dernière décennie.²⁸

Étant l'une des régions du monde les moins investies, l'augmentation des investissements en provenance de l'Afrique subsaharienne et d'ailleurs n'est pas sans difficultés. Les capitaux concessionnels devront être utilisés de manière plus catalytique pour atténuer les risques de crédit et les risques politiques et technologiques afin d'inciter rapidement les investissements privés à investir dans des actifs alimentaires et fonciers prioritaires et durables dans la région. La capitalisation des intermédiaires tels que les institutions de microfinance et les autres acteurs de la chaîne de valeur sera également essentielle pour soutenir les petits exploitants difficiles à atteindre. L'agrégation de projets à petite échelle dans de plus grands véhicules de financement mixte avec une plus grande liquidité, une protection possible contre les risques de baisse et une assistance technique peut aider à attirer les capitaux ordinaires des grands investisseurs. Enfin, il sera essentiel d'accroître le financement en monnaie locale et de mobiliser des ressources sur les marchés de capitaux nationaux, car ils amélioreront leur compréhension des risques dans ce secteur.

Comment les pays d'Afrique subsaharienne peuvent-ils relever ces défis pour saisir l'opportunité d'un avenir durable en matière d'alimentation et d'utilisation des terres? Notre travail a identifié quatre transitions critiques dans les systèmes d'alimentation et d'utilisation des terres qui ont le potentiel d'avoir un impact démesuré en Afrique subsaharienne et dans le monde. La section 2 du présent rapport traite de la façon de rapidement conduire ces transitions à grande échelle.

Les transitions sont les suivantes:

1

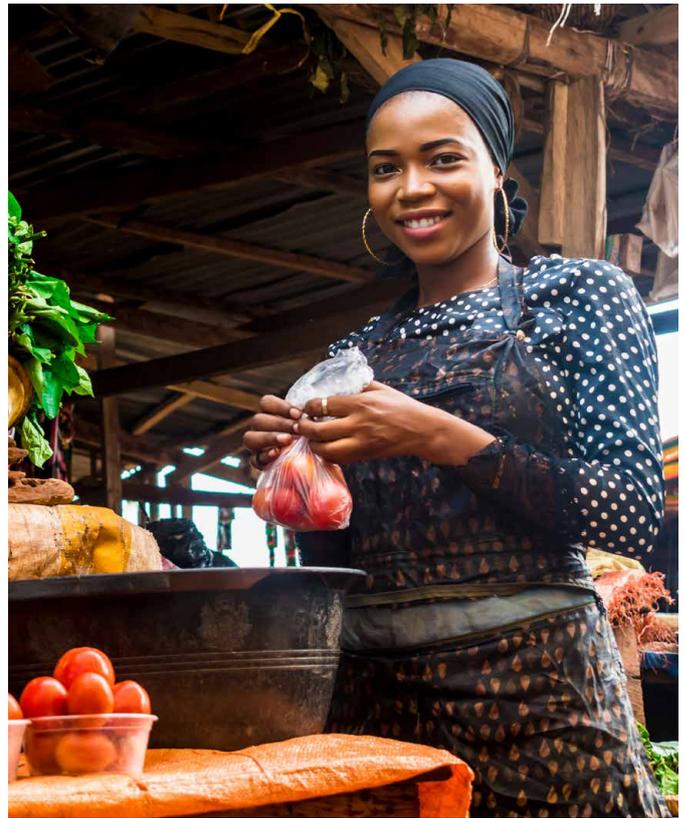
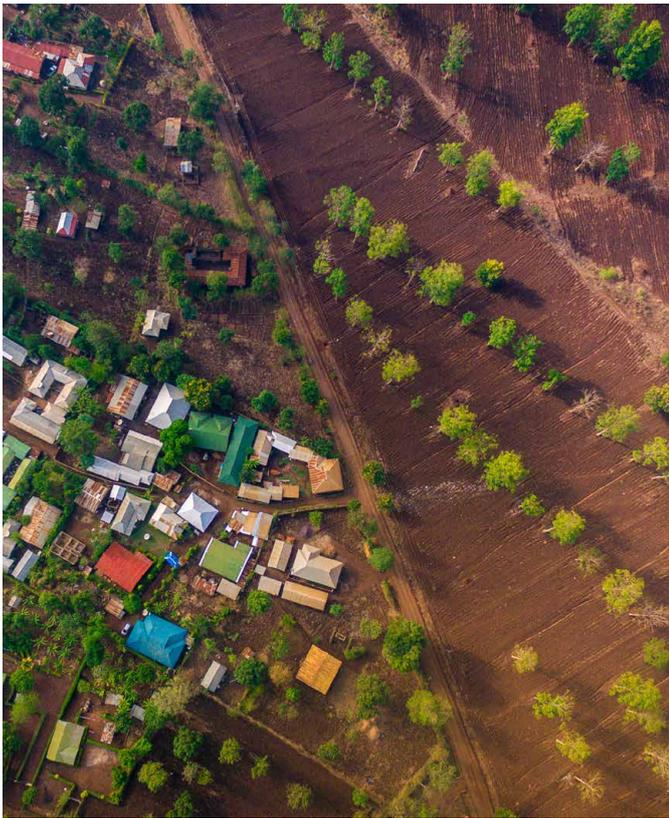
Donner aux agriculteurs les moyens d'accroître durablement les rendements agricoles nutritifs.

Fournir aux agriculteurs l'accès à des intrants de haute qualité, une formation et des capitaux abordables pour investir dans leurs terres pourrait contribuer à accroître considérablement les rendements agricoles, à améliorer la disponibilité et l'accessibilité des aliments et à augmenter les revenus et les moyens de subsistance des agriculteurs. Des pratiques agricoles durables et une agriculture basée sur la technologie peuvent réduire les émissions agricoles et stimuler la biodiversité dans les exploitations agricoles tout en augmentant les rendements nutritifs. Par exemple, Technoserve, une organisation à but non lucratif, s'est associée à Equator Seeds pour utiliser des drones en Ouganda afin de surveiller et d'optimiser les pratiques agricoles dans 270 exploitations agricoles pour obtenir des augmentations de rendement de 100 pour cent, une diminution de 60 pour cent des pesticides utilisés et un profit accru tant pour les producteurs que pour le fournisseur des semences.

2

Renforcer les marchés locaux pour des aliments nutritifs et produits de façon durable pour les consommateurs nationaux et internationaux.

Les marchés africains de l'alimentation et des boissons pourraient valoir 1 billion USD d'ici 2030.²⁹ En investissant dans l'amélioration de la chaîne d'approvisionnement et en débloquent la technologie afin d'accroître l'efficacité et de stimuler les débouchés commerciaux à valeur ajoutée et intra-régionaux, les pays peuvent répondre à la demande alimentaire croissante, améliorer les revenus des agriculteurs, créer de nouveaux emplois, remplacer les importations alimentaires et soutenir la santé de la population. Investir dans le capital humain aidera à préparer une nouvelle génération d'entrepreneurs à entrer dans l'agriculture. Des progrès ont déjà été réalisés. Par exemple, le Rwanda s'est hissé au 29e rang sur 190 pays dans l'indice « Doing Business » - et les investissements ont augmenté en conséquence.³⁰



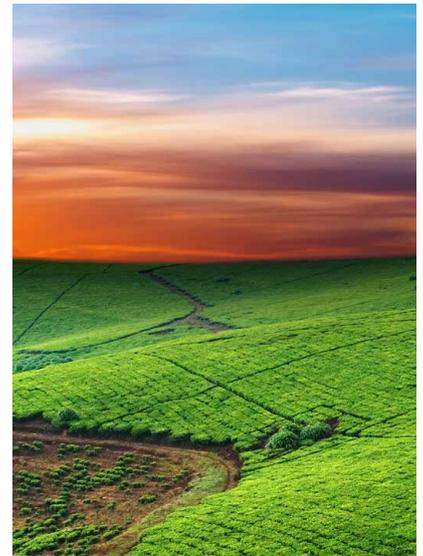
* Ce chiffre est basé sur la modélisation et les estimations réalisées pour le rapport mondial de la Coalition pour l'alimentation et l'utilisation des terres. Il s'agit d'une estimation prudente parce qu'elle est fondée sur des catégories de coûts qui sont prioritaires pour la transformation mondiale. La nécessité d'accorder une attention disproportionnée à l'Afrique subsaharienne a été reconnue dans certaines régions – par exemple, l'investissement dans l'infrastructure rurale – mais des investissements supplémentaires devront être réalisés dans la région qui ne sont pas inclus dans ces estimations, comme les activités locales de transformation. En outre, les coûts sont basés sur des hypothèses concernant l'ampleur de la transformation qui peut être réalisée d'ici 2030 : des investissements supplémentaires seront nécessaires pour réaliser la transformation d'ici 2050. Voir Annexe technique pour plus de détails.

3

Travailler à l'échelle du paysage pour préserver et faire croître le capital naturel. Mettre un terme à la déforestation et inverser la tendance actuelle à la perte de capital naturel pourrait accroître la résilience au changement climatique, réduire les émissions annuelles de GES de ces sources de [2 000] MTCO₂e d'ici 2050 et aider des millions de personnes à améliorer leurs moyens de subsistance.³¹ Les interventions au niveau du paysage peuvent avoir de multiples bénéfices connexes, comme l'Initiative de la Grande Muraille Verte, une initiative africaine visant à restaurer 100 millions d'hectares de terres actuellement dégradées dans le Sahel. Elle vise à créer 10 millions d'emplois, à renforcer la sécurité alimentaire et à capter 250 millions de tonnes de carbone d'ici 2030.

4

Tirer profit de l'égalité des droits. Une transition vers des systèmes d'alimentation et d'utilisation des terres égaux et inclusifs exigera des efforts sur de multiples fronts pour faire face aux inégalités actuelles. Une telle transition éliminerait les obstacles qui empêchent les jeunes d'entrer dans l'industrie agricole et permettrait aux agriculteurs de capter une part accrue de la valeur générée par leurs produits, récoltant ainsi les bénéfices d'une production agricole plus élevée et de marchés plus forts émergeant dans des pays comme le Ghana. Elle garantirait aux femmes un accès égal aux ressources, y compris la propriété, le financement et l'éducation, afin qu'elles puissent réaliser leur plein potentiel productif et soutenir les résultats nutritionnels et sanitaires. Cette transition s'attaque également aux inégalités entre les acteurs de l'alimentation et de l'utilisation des terres en Afrique subsaharienne et leurs partenaires à l'étranger, ce qui accroît les avantages de la participation aux marchés internationaux.



Un ensemble d'actions spécifiques aidera à faire progresser ces quatre transitions individuelles vers des systèmes alimentaires et d'utilisation des terres durables. Toutefois, certains changements ont une portée beaucoup plus large, avec la possibilité de réaliser des gains dans les quatre transitions. La section 3 du présent rapport traite de ces changements plus larges, notamment : l'accélération de la transition démographique vers des taux de fécondité stables ; la reconnaissance et la promotion des droits et responsabilités des agriculteurs et des communautés sur les terres ; l'amélioration des infrastructures, en particulier dans les zones rurales ; et la suppression des obstacles aux investissements dans les systèmes alimentaires et fonciers.

Des progrès ont déjà été réalisés dans chaque transition critique. Les acteurs du gouvernement, du monde des affaires, du développement et des finances privées, de la société civile et des agriculteurs eux-mêmes montrent déjà au monde à quoi ressemble le succès. Par exemple, dans le cadre de son Initiative pour une économie verte et résiliente au climat, le gouvernement éthiopien vise à stimuler la croissance économique pour atteindre le statut de pays à revenu intermédiaire en 2025 et à limiter ses émissions de GES à environ 150 MtCO₂e en 2030 - moins de la moitié des émissions prévues dans une trajectoire de développement conventionnelle. (Voir 1 dans le Catalogue d'études de cas.) Le Catalogue d'études de cas présente une myriade d'autres exemples de ces progrès.

Aujourd'hui, des changements fondamentaux dans les politiques, les niveaux d'investissement et la capacité de mise en œuvre doivent élargir l'espace pour que davantage de personnes et de projets puissent prospérer. Les gouvernements doivent créer un environnement favorable, mais le secteur privé, la communauté financière et la société civile ont tous un rôle à jouer. Il est essentiel que ce travail soit conduit par les Africains eux-mêmes et s'appuie sur leur expertise et leur expérience. Les entrepreneurs, les agriculteurs et les communautés de l'Afrique subsaharienne peuvent travailler avec des partenaires dans leur pays et à l'étranger pour développer des solutions, renforcer les capacités, mettre en œuvre des actions et mettre la région sur la voie d'un développement économique fort et durable.

La prochaine décennie est essentielle. Les tendances mondiales et régionales exercent de nouvelles pressions sur les systèmes d'utilisation des terres et des aliments. Mais le potentiel de transformation n'a jamais été aussi grand. L'innovation technologique est en plein essor, en particulier compte tenu de la connectivité croissante de la région. De nouveaux partenariats prometteurs se forgent entre les pays d'Afrique subsaharienne et le reste du monde. Ce rapport démontre que, pour tous les acteurs, les possibilités offertes par les systèmes d'alimentation et d'utilisation des terres représentent certains des meilleurs investissements pour assurer une croissance durable et équitable dans la région, avec des implications pour le reste du monde. Ils sont également essentiels à la réalisation des Objectifs de développement durable et de l'Accord de Paris sur le climat. Il est temps d'agir maintenant.

Section 1:

Une décennie cruciale pour l'alimentation et l'utilisation des terres en Afrique subsaharienne



Les systèmes d'alimentation et d'utilisation des terres* font partie intégrante de l'économie de l'Afrique subsaharienne. Cependant, ces coûts cachés sont importants, estimés à 680 milliards USD..

Les coûts cachés comprennent les coûts liés à la mauvaise santé de la population, aux dommages causés à l'environnement et aux effets de l'enracinement et de l'aggravation des inégalités et de la pauvreté rurale. Ces coûts augmentent avec les tendances environnementales et socio-économiques mondiales et régionales. Par exemple, les pratiques agricoles non durables et le changement climatique nuisent à la productivité et à la résilience des paysages ruraux et causent une détérioration qui pourrait devenir irréversible. S'attaquer aux coûts cachés par le biais d'une transition vers des systèmes durables d'alimentation et d'utilisation des terres est une énorme opportunité économique. De plus, il est essentiel d'atteindre les Objectifs de développement durable (ODD) et l'Accord de Paris sur le climat.

Il y a aussi de nombreuses raisons pour lesquelles une telle transition pourrait être plus possible que jamais - la diffusion des technologies existantes, le potentiel d'innovation, la collaboration régionale et mondiale accrue, pour n'en nommer que quelques-unes. Par ailleurs, ces développements indiquent de nouvelles opportunités commerciales dans les systèmes d'alimentation et d'utilisation des terres durables, estimées à 320 milliards USD par an d'ici 2030 en Afrique subsaharienne.³²

C'est un moment unique. Les gouvernements locaux et internationaux avant-gardistes, les investisseurs, les entreprises et les communautés locales relèveront le défi avant que cette fenêtre d'opportunité ne se ferme pour de bon.

* Les systèmes d'alimentation et d'utilisation des terres comprennent tout ce qui a trait à l'utilisation des terres et à la production, au stockage, au conditionnement, à la transformation, au commerce, à la distribution, à la commercialisation, à la consommation et à l'élimination des aliments terrestres et marins. Cela comprend les systèmes sociaux, politiques, économiques et environnementaux qui influencent et sont influencés par ces activités.

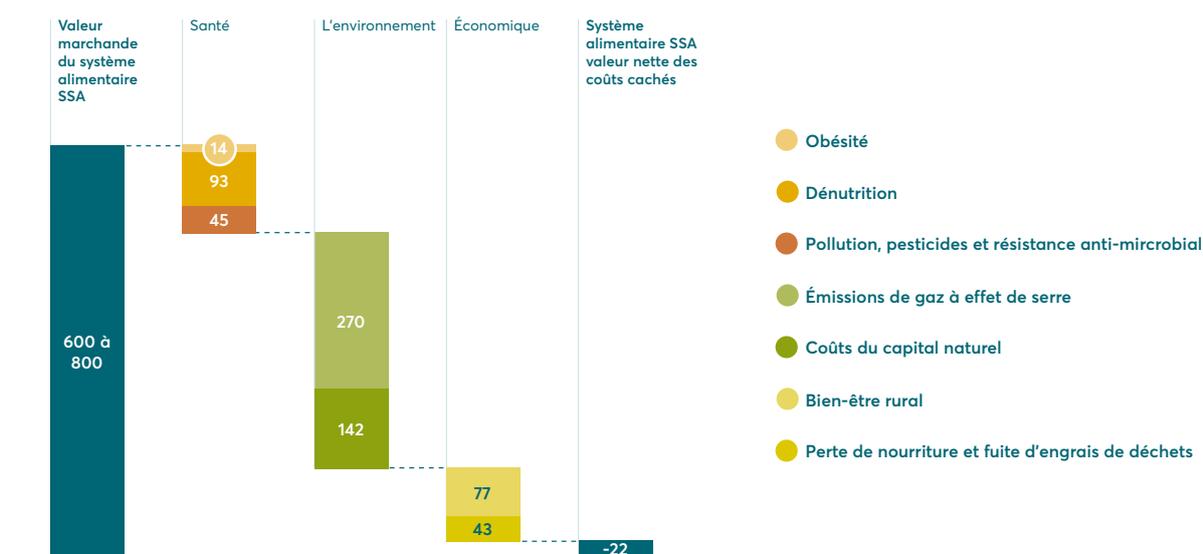
Les coûts cachés des systèmes d'alimentation et d'utilisation des terres en Afrique subsaharienne

Les coûts cachés des systèmes d'alimentation et d'utilisation des terres en Afrique subsaharienne sont dominés par l'impact des dommages environnementaux - dont on estime qu'ils ont coûté à la région plus de 410 milliards USD (en valeurs locales) en 2018.³³ (Voir Annexe 1.) Le plus important des coûts environnementaux cachés de la région est le dommage global causé par le changement climatique en raison des émissions de gaz à effet de serre (GES) (dioxyde de carbone, mais aussi méthane). Les systèmes d'alimentation et d'utilisation des terres contribuent aux émissions de GES par le changement d'affectation des terres (déforestation, perte d'autres biomes précieux et boisement), l'agriculture (utilisation d'engrais et émissions de méthane par les bovins) et la chaîne d'approvisionnement agricole.

ANNEXE 1

Les coûts cachés des systèmes d'alimentation et d'utilisation des terres en Afrique subsaharienne en 2018

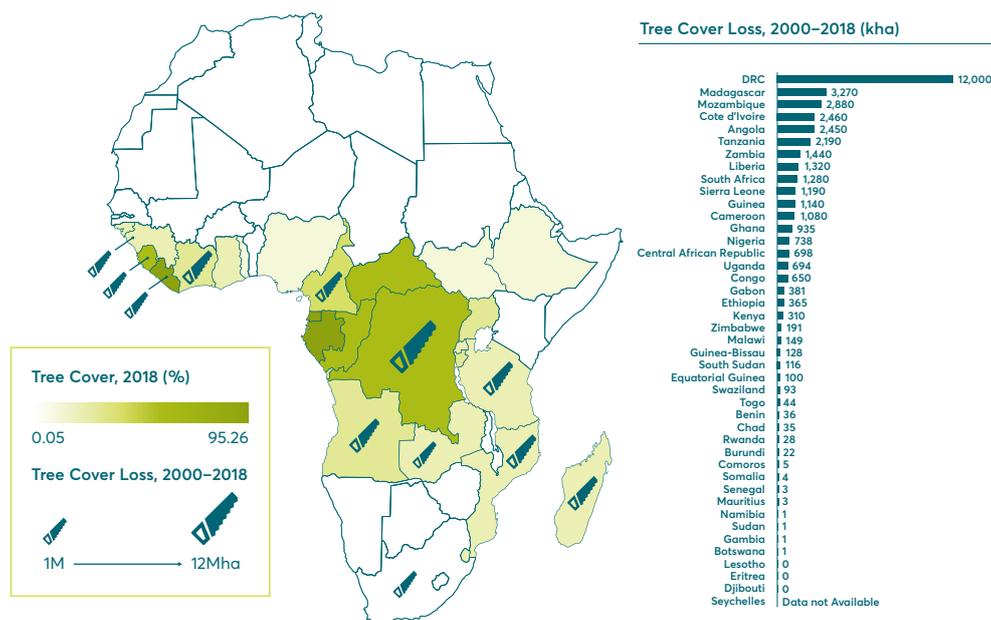
Milliards USD, prix 2018



Il s'agit d'une estimation prudente, qui représente le coût caché pour l'économie de l'Afrique subsaharienne en se servant des chiffres du PIB par habitant en Afrique subsaharienne. Si l'on utilise plutôt un chiffre du PIB mondial, cela signifie que les coûts cachés augmentent jusqu'à 1.9 trillion USD. Dans ce scénario, les coûts de la dénutrition sont ~10 fois plus élevés, ce qui témoigne de l'énorme opportunité économique que la réduction de la malnutrition dans la région aura pour l'Afrique subsaharienne et le monde.

Les émissions de l'Afrique subsaharienne devraient augmenter. La région abrite 20 pour cent des forêts tropicales du monde et leur protection est essentielle pour réduire les émissions de GES. Pourtant, les taux de déforestation sont élevés et en augmentation. (Voir Annexe 2.) Si les tendances se poursuivent, l'Afrique subsaharienne pourrait perdre plus de 70 millions d'hectares de forêts d'ici 2050, soit un tiers de la superficie de la RDC.³⁴ L'évolution de l'agriculture - tant à petite échelle, « de subsistance » et commerciale que axée sur les produits de base - est l'un des principaux moteurs de la déforestation dans cette région.³⁵ Le secteur cacaoyer a été le principal moteur de la déforestation au Ghana et en Côte d'Ivoire, où le pourcentage des pertes primaires a le plus augmenté entre 2017 et 2018, passant à 60 pour cent et à 27 pour cent respectivement.³⁶ En outre, à mesure que la demande de produits alimentaires augmente, la modélisation utilisée dans le présent rapport indique que les émissions agricoles annuelles directes dans la région augmenteront de près de 25 pour cent, pour atteindre plus de 500 MtCO₂e en 2050.³⁷

Couverture arborescente et perte de couverture arborescente, Afrique subsaharienne, 2000-2018



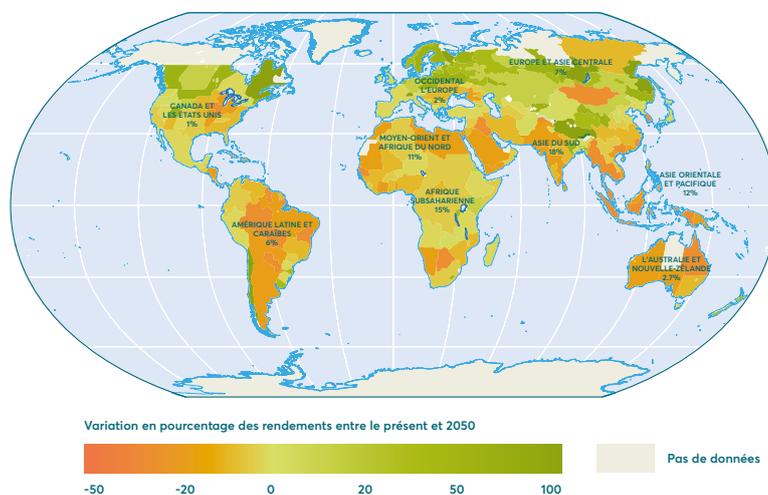
Source: Global Forest Watch, 2018. Available at: <https://www.globalforestwatch.org/>

La dégradation du capital naturel (pénurie d'eau, dégradation des terres, perte de biodiversité et surexploitation) coûte 140 milliards USD par an à l'Afrique subsaharienne.³⁸ Ces coûts représentent les pertes de rendement dues à l'érosion des sols et à la perte de valeur des services écosystémiques due à la réduction de la biodiversité ; le coût de la rareté de l'eau et la perte connexe des services écosystémiques ; et le coût de la surexploitation des ressources alimentaires naturelles, notamment les services des pollinisateurs et les stocks mondiaux de poisson.

Avec l'augmentation du réchauffement climatique, ces coûts ne feront qu'augmenter. Les effets du changement climatique sur les risques d'inondation et de sécheresse, la productivité agricole et la propagation des maladies devraient être profonds en Afrique subsaharienne, en particulier dans les pays sahéliens arides et semi-arides, comme le Mali, le Tchad et le Niger. Des pertes de récolte pouvant atteindre 30 % sont possibles avec un réchauffement de 2 °C d'ici le milieu du siècle (sans compter les effets des progrès technologiques).³⁹ (Voir Annexe 3.). Ces dynamiques augmentent le risque d'insécurité alimentaire, de conflit et de migration, à mesure que la concurrence pour les ressources s'intensifie.

ANNEXE 3

Changements prévus en 2050 dans la production alimentaire par rapport au scénario de référence du GIEC du SSP3



Source: Müller, C. et al. (2010) Climate Change Impacts on Agricultural Yields, Background Paper. Potsdam: Potsdam Institute for Climate Research (PIK). Available online at: Sources: https://siteresources.worldbank.org/INTWDR2010/Resources/5287678-1255547194560/WDR2010_BG_Note_Mueller.pdf

Les coûts de santé liés aux pratiques de consommation et de production coûtent à l'Afrique subsaharienne plus de 150 milliards USD par an en perte de vie productive. Non seulement la sous-nutrition – qui représente 90 milliards USD de ces coûts – entraîne d'importantes souffrances humaines, mais elle entraîne également une perte importante de productivité chaque année, en raison des effets de l'émaciation, du retard de croissance et de l'insuffisance pondérale chez les enfants sur la santé et l'espérance de vie des populations.

D'autres impacts relatifs à la santé imputables au secteur agricole de l'Afrique subsaharienne ont coûté à la région 60 milliards USD par an.⁴⁰ Cela comprend 35 milliards USD provenant des coûts émergents liés aux processus de production (y compris les résidus de pesticides dans les grandes cultures) et 11 milliards USD provenant de maladies associées à la pollution atmosphérique, principalement dues à l'impact des combustibles solides sur la pollution atmosphérique des ménages, ce qui montre combien il importe de réduire la dépendance à l'égard du bois comme combustible énergétique. Enfin, l'obésité coûte à la région plus de 14 milliards USD, avec des coûts particulièrement élevés là où les taux sont les plus élevés, comme en Afrique du Sud, Namibie, Botswana et Gabon.

Les coûts cachés liés à la santé de la population sur le plan de l'alimentation sont appelés à augmenter. Alors que la malnutrition globale* a diminué dans toute la région depuis 2000, elle a recommencé à augmenter au cours des années qui ont suivi 2015, tendance liée aux phénomènes météorologiques extrêmes et aux conflits liés au climat.⁴¹ L'insécurité alimentaire grave et modérée (qui a un impact significatif sur la malnutrition et le retard de croissance des enfants) est passée de 55 pour cent à plus de 58 pour cent au cours des cinq dernières années.⁴²

En outre, l'expansion de la classe moyenne, l'urbanisation et l'afflux d'aliments malsains et bon marché entraînent des changements dans l'alimentation et le mode de vie qui ajoutent le coût de l'obésité au fardeau de la malnutrition. Les coûts du diabète de Type II - liés à une alimentation déséquilibrée et à une surcharge pondérale croissante - pourraient atteindre 35-59 milliards USD d'ici 2030.⁴³ Le Gabon, le Botswana, le Swaziland et la Namibie connaissent tous une augmentation du surpoids et de l'obésité, ainsi que des taux élevés de sous-nutrition. Il sera essentiel d'accroître la disponibilité, l'abordabilité et l'attrait des aliments nutritifs pour freiner cette tendance.

Les coûts économiques des systèmes d'alimentation et d'utilisation des terres en Afrique subsaharienne s'élèvent à 120 milliards USD par an.⁴⁴ Un peu moins des deux tiers de ces coûts représentent l'impact de moyens de subsistance ruraux inadéquats : en n'assurant pas un niveau de vie décent à 350 millions de personnes travaillant dans les zones rurales, les systèmes non durables d'alimentation et d'utilisation des terres les maintiennent dans la pauvreté. Les 40 milliards USD restants représentent la valeur des aliments perdus et gaspillés, ainsi que les bio-nutriments gaspillés chaque année en raison de la fuite d'engrais dans la région.

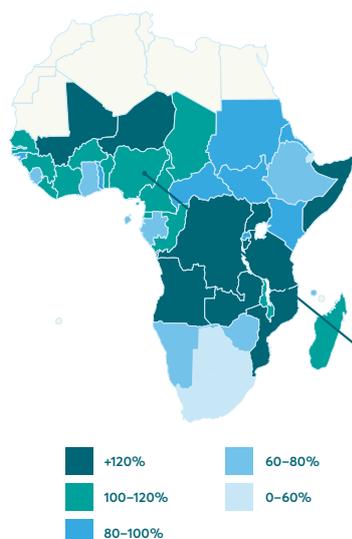
Ces coûts sont amplifiés par le sous-financement chronique des infrastructures rurales en Afrique subsaharienne. Aujourd'hui, les habitants des zones rurales de la région n'ont qu'un accès limité aux infrastructures essentielles comme les routes, l'électricité et Internet. Il y a 600 millions d'Africains subsahariens qui n'ont pas un accès fiable à l'électricité malgré les énormes avantages qu'elle apporte.⁴⁵ On estime que 30-36 milliards USD sont nécessaires chaque année pour améliorer les infrastructures dans la région d'ici 2030 – y compris l'accès à l'électricité pour tous et un meilleur accès aux routes et à l'internet.⁴⁶ D'autres investissements seront nécessaires pour garantir l'accès universel aux routes et à l'internet d'ici 2050.

Tous les coûts cachés liés aux systèmes d'alimentation et d'utilisation des terres seront affectés par la croissance démographique rapide. La population de l'Afrique subsaharienne devrait doubler pour atteindre plus de deux milliards d'habitants d'ici 2050 – soit plus de la moitié de l'augmentation mondiale prévue.⁴⁷ La région a également le taux d'urbanisation le plus élevé du monde, ce qui entraîne des changements massifs dans les régimes alimentaires, les modes de vie et les pressions sur les ressources.⁴⁸ Plus de la moitié de la population - 800 millions de personnes - devrait vivre en milieu urbain d'ici 2050, souvent concentrée dans une « mégalopole » massive par pays. (Voir Annexe 4.)

* La malnutrition résulte d'un régime alimentaire dans lequel un ou plusieurs éléments nutritifs ne suffisent pas ou sont trop abondants au point de causer des problèmes de santé. Cela peut inclure la sous-nutrition, la surcharge pondérale, l'obésité et les carences en micronutriments.

Prévisions des changements démographiques totaux et urbains, 2018-2050

% de croissance de la population jusqu'en 2050



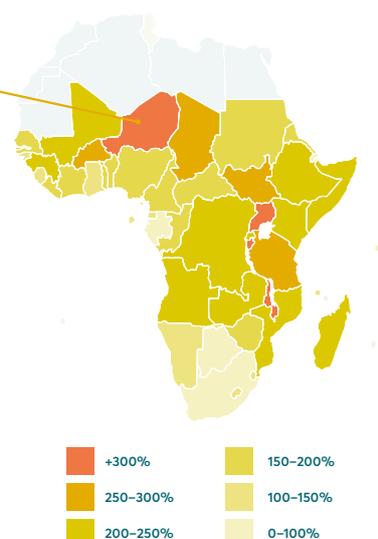
D'ici 2050, la population urbaine du Niger devrait quintupler, tandis que sa population totale fera plus que tripler. Cela nécessite :

- D'énormes investissements dans l'infrastructure au service d'une population dynamique et dense
- Gérer la menace de la « fuite des cerveaux » et du déplacement des investissements hors des zones rurales

La population du Nigeria devrait atteindre 400 millions d'habitants d'ici 2050 - la troisième au monde, derrière l'Inde et la Chine seulement. Cela implique :

- Pression sur les ressources naturelles
- De nombreuses personnes à nourrir
- Une population jeune à la recherche d'un emploi
- Une énorme opportunité de marché

% de croissance de la population urbaine jusqu'en 2050



Source: UN World Population Division, 2019. Available online at: <https://population.un.org/wpp/Graphs/Probabilistic/947>

Bien qu'une population croissante représente une occasion de croissance massive, la demande accrue de nourriture, de combustible (souvent du bois) et de terres exercera des pressions sans précédent sur les ressources naturelles, ce qui entraînera une hausse des coûts environnementaux et de santé de la population.

En même temps, la croissance démographique génère une plus grande demande d'emplois de qualité. Il est essentiel de créer des moyens de subsistance prospères dans les systèmes d'alimentation et d'utilisation des terres pour inverser la tendance actuelle à l'augmentation du nombre de personnes vivant dans la pauvreté et des coûts associés à la pauvreté rurale : si les tendances actuelles se poursuivent, la région abritera 90 % des personnes vivant dans l'extrême pauvreté d'ici 2030.⁴⁹ Moins d'un quart des 375 millions d'Africains qui entreront sur le marché du travail d'ici 2035 devraient trouver un emploi salarié formel, ce qui ajoutera des millions au coût de la pauvreté rurale.⁵⁰

La croissance démographique sera rapide dans toute l'Afrique subsaharienne. Pourtant, seuls six pays - le Nigeria, la RDC, l'Éthiopie, la Tanzanie, l'Ouganda et le Kenya - représenteront la moitié des prévisions de croissance de la région d'ici 2050.⁵¹ Dans ces pays, les coûts cachés de l'environnement, de la pauvreté rurale et de la santé de la population seront les plus élevés. En outre, lorsque les effets de la croissance démographique, de la sécurité alimentaire et du changement climatique se conjuguent, leurs effets sont amplifiés. (Voir l'Encadré 1.)

ENCADRÉ 1

Le déficit commercial agricole croissant de l'Afrique subsaharienne

L'augmentation de la demande alimentaire est actuellement non comblée par l'amélioration de la productivité ou de la capacité de création de valeur ajoutée des pays d'Afrique subsaharienne. Cela entraîne une augmentation rapide du déficit commercial agricole de la région, d'où une sensibilité extrêmement élevée aux prix des denrées alimentaires.⁵² Tout choc sur ces prix, tel qu'un déclin soudain des exportations alimentaires des partenaires commerciaux de la région, signifie que des centaines de millions de personnes pourraient avoir du mal à se procurer la nourriture dont elles ont besoin pour survivre. Malheureusement, un tel scénario de « choc des prix » est de plus en plus probable étant donné les impacts du changement climatique sur la productivité agricole à travers le monde.

Les capacités institutionnelles limitées - en particulier au niveau local - ont découragé les investisseurs, affaibli l'environnement commercial favorable et compromis l'application des lois et politiques, ce qui, autrement, pourrait réduire les coûts cachés. En leur absence, ces coûts augmenteront. Par exemple, même avec une planification avancée de l'utilisation des terres et l'expansion des zones de conservation, les taux de déboisement peuvent continuer à s'accroître en raison de la capacité limitée d'appliquer les lois sur le terrain.

Les politiques et réglementations favorables aux entreprises au Rwanda, au Kenya et au Malawi font l'objet d'améliorations indispensables. (Voir 2 dans le Catalogue d'études de cas.) Pourtant, trente des cinquante pays qui ont obtenu les scores les plus bas de la Banque mondiale dans la catégorie « Doing Business » se trouvent en Afrique subsaharienne.⁵³ Cela signifie que la région ne bénéficie pas de l'expertise du secteur privé en matière de développement de la chaîne de valeur et de reformulation des produits, qui - si elle est associée aux bonnes politiques - pourrait favoriser de meilleurs résultats nutritionnels.

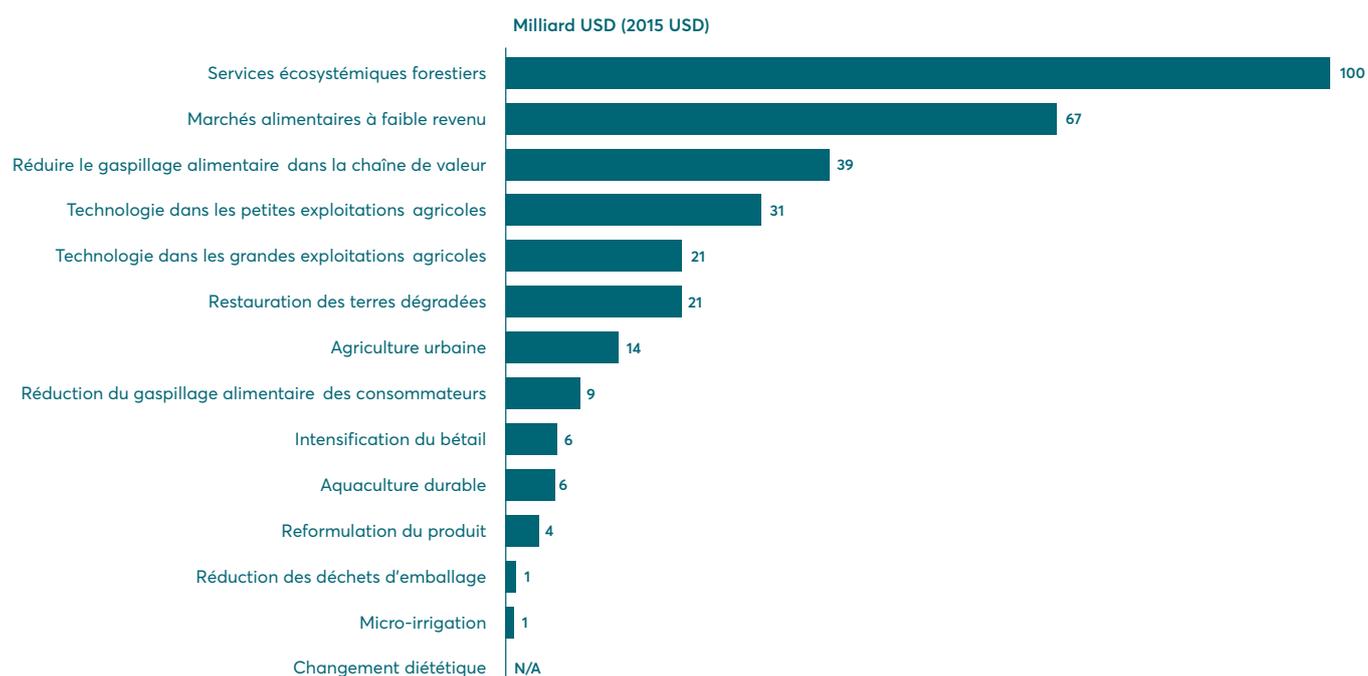
L'insécurité foncière - en particulier pour les femmes - limite l'accès des agriculteurs au financement et augmente les risques d'investir dans la terre ou d'adopter des pratiques de gestion durable. Sans les moyens d'investir dans la valeur future de leur production agricole et de leurs terres, les agriculteurs sont pris au piège de la pauvreté, ce qui contribue aux coûts cachés de la pauvreté rurale dans la région.

Opportunité émergente

De toute évidence, il est urgent de s'attaquer à ces coûts cachés croissants. Pourtant, ceci ne constitue qu'une partie de l'histoire. Le passage à des systèmes d'alimentation et d'utilisation des terres plus durables en Afrique subsaharienne représente également une opportunité économique importante, avec un potentiel pour de nouveaux marchés immenses à travers la région.

ANNEXE 5

Les estimations de la Commission des affaires et du développement durable (CEMD) concernant les possibilités d'affaires liées au système d'utilisation des terres et des aliments



Les nouvelles opportunités commerciales dans les systèmes d'alimentation et d'utilisation des terres durables en Afrique subsaharienne ont été estimées à 320 milliards USD par an d'ici 2030.⁵⁴ (Voir Annexe 5.) La plus importante d'entre elles est la possibilité d'adopter des approches de gestion durable des forêts. Associés à de nouveaux mécanismes de paiement pour les services écosystémiques (y compris l'atténuation du changement climatique mondial, les services des bassins versants et la conservation de la biodiversité), ils pourraient représenter environ 100 milliards USD par an d'ici 2030. Les marchés alimentaires à faible revenu (près de 70 milliards USD par an d'ici à 2030) constituent une autre opportunité importante. En investissant dans l'augmentation de la productivité, l'amélioration de la chaîne d'approvisionnement et l'innovation alimentaire, les entreprises de biens de consommation pourraient offrir des produits alimentaires plus nutritifs et accessibles à une population croissante.

Ces opportunités se présentent pour une multitude de raisons. D'une part, un marché de 850 millions de nouveaux consommateurs d'ici 2030 crée des opportunités remarquables pour les entrepreneurs ambitieux, les acteurs locaux établis et les entreprises internationales.⁵⁵ En outre, l'investissement accru dans l'infrastructure rurale nécessaire pour réduire le coût caché de la pauvreté rurale ouvre aux entreprises des débouchés auxquels elles n'avaient pas accès auparavant, notamment de nouveaux marchés et une meilleure capacité à soutenir des activités à valeur ajoutée. Une autre raison importante est l'émergence de politiques et de réglementations favorables aux entreprises dans des pays comme le Ghana et la Zambie, comme mentionné ci-dessus.

Maintenant est aussi une période critique pour façonner les tendances socio-économiques. Par exemple, les réorientations alimentaires vers des aliments moins diversifiés et moins sains ne font que commencer. Les entreprises qui développent des marques alimentaires saines et produites de façon durable peuvent empêcher l'évolution des changements alimentaires, avant que les habitudes et les marchés ne soient bien ancrés. La résurgence des aliments indigènes - comme le fonio, le grain sahélien ancien super nutritif cultivé par Yolélé Foods pour les marchés intérieurs et extérieurs - ouvre la voie au développement de marques alimentaires destinées à la consommation intérieure et à l'exportation.

De plus, les innovations technologiques transformeront les secteurs de l'alimentation et de l'utilisation des terres dans toute l'Afrique subsaharienne. Ils créent déjà une capacité sans précédent pour accroître les rendements agricoles, relier les acteurs de la chaîne de valeur aux marchés et améliorer la capacité de suivi.⁵⁶ Les entrepreneurs déploient de nouvelles technologies pour soutenir des modèles d'affaires novateurs et des façons de partager des connaissances qui peuvent répondre aux besoins d'une population de plus en plus connectée (Voir Annexe 6). Ces leaders du marché bénéficieront de nouvelles avancées : on prévoit 700 millions de connexions de smartphones dans la région d'ici 2025, soit 400 millions de plus qu'à la fin 2017.⁵⁷

ANNEXE 6

Progrès technologiques dans les systèmes d'alimentation et d'utilisation

Accès aux informations	Services d'extension	Accès aux machines	Améliorer les pratiques à la ferme	Accès aux marchés et à la finance	Suivi des chaînes de valeur
<p>Esoko envoie des SMS avec les prix du marché aux producteurs de cacao en Afrique de l'Ouest</p> <p>En Éthiopie, CommonSense offre aux agriculteurs des prévisions météorologiques via SMS</p>	<p>Farmerline exploite la technologie numérique pour augmenter la portée des services d'extension</p> <p>AgTube est une plateforme en ligne pour les chercheurs et les organisations agricoles</p>	<p>Hello Tractor l'« Uber de l'agriculture en Afrique »</p> <p>iProcure relie les fermiers aux fabricants pour acheter des intrants agricoles avec des coupons mobiles</p>	<p>SunCulture fournit un système d'irrigation goutte à goutte alimenté à l'énergie solaire</p> <p>Fresh Direct utilise la culture hydroponique et une agriculture verticale pour développer les cultures dans les zones urbaines</p>	<p>mPesa élargit l'inclusion financière au Kenya</p> <p>La startup nigériane FarmCrowdy connecte les agriculteurs aux investisseurs potentiels</p>	<p>Global Forest Watch Pro fait le lien entre des milliers de points de données représentant les investissements des utilisateurs dans la chaîne d'approvisionnement et des données sur la déforestation récente et historique pour réduire les risques</p>

Enfin, le renforcement de la coopération locale et mondiale au sein de l'Afrique subsaharienne et avec des partenaires étrangers est un signe de progrès significatifs. Au niveau régional, les mécanismes de collaboration régionale - y compris l'Agenda 2063 de l'Union africaine, le Plan détaillé pour le développement de l'agriculture en Afrique (PDDAA) et la Zone continentale de libre-échange (ZLE) - offrent la possibilité de relever collectivement les ambitions, d'accroître le pouvoir de négociation et de prendre des mesures au-delà des frontières nationales. Des partenariats sont en train d'émerger qui engagent des niveaux d'investissement et d'engagement sans précédent dans la région - notamment le Plan Marshall avec l'Afrique. (Voir l'Encadré 2.)

ENCADRÉ 2

Plan Marshall avec l'Afrique

Le Plan Marshall avec l'Afrique est une initiative politique menée par le gouvernement allemand, qui cherche à aider les gouvernements africains à mettre en œuvre l'Agenda 2063. (Voir 3 dans le Catalogue d'études de cas) Le Plan vise à développer une vision commune pour l'avenir entre l'Europe et l'Afrique, avec des accords et des investissements à l'appui. Parmi les priorités figurent la création d'emplois et d'opportunités pour les jeunes, l'investissement dans l'entrepreneuriat, le renforcement des activités à valeur ajoutée dans la région et la réforme du commerce au niveau international pour créer des résultats équitables pour tous.

Le Plan souligne la nécessité de solutions africaines pour relever les défis de l'Afrique, tout en reconnaissant la nécessité d'une action et d'investissements internationaux sans précédent pour assurer la prospérité et la stabilité futures de l'Afrique et du monde en général.⁵⁸

La prochaine décennie est essentielle. Le défi consiste à exploiter les nouvelles opportunités que les tendances mondiales et locales créent et à les combiner avec un « environnement favorable » approprié - les réformes fondamentales, les politiques, les incitations et les investissements accrus qui permettent de passer à des systèmes d'utilisation des terres et des aliments durables à l'échelle continentale.

La section suivante présente quatre transitions critiques en Afrique subsaharienne fin d'obtenir des gains pour l'économie, l'environnement et la santé humaine, et un retour sur investissement. Chaque transition s'accompagne d'un ensemble d'actions destinées aux gouvernements nationaux et internationaux, aux entreprises, aux entrepreneurs, à la société civile et aux citoyens engagés

Section 2:

Quatre transitions critiques pour des systèmes alimentaires et d'utilisation des terres durables en Afrique subsaharienne



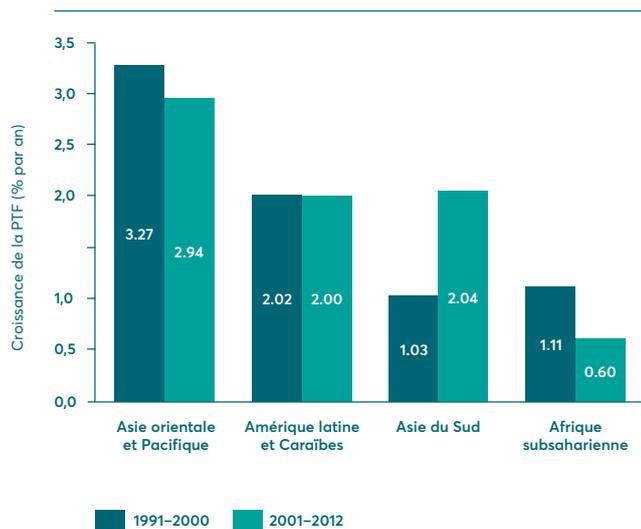
Transition critique 1:

Donner aux agriculteurs les moyens d'accroître durablement les rendements agricoles nutritifs

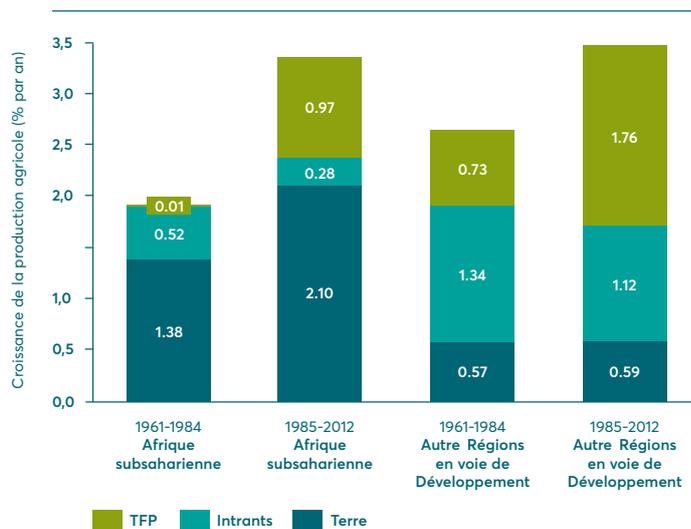
Accroître durablement la productivité agricole en Afrique subsaharienne est une énorme opportunité. Comme le montre la section 1, il existe un prix de 50 milliards USD pour l'optimisation de la technologie afin d'accroître les rendements des petites et grandes exploitations agricoles.⁵⁹ De même, il existe une opportunité de réduire les 150 milliards USD de coûts cachés annuels liés à la sous-nutrition et aux pratiques agricoles non durables.⁶⁰ Aujourd'hui, les rendements des principales cultures céréalières ne représentent que 15 à 30 pour cent de leur potentiel et l'augmentation de la production a été largement due à l'expansion agricole.⁶¹ (Voir Annexe 7.) La transition vers des pratiques agricoles régénératrices couplée à l'innovation technologique peut accroître les rendements et régénérer le capital naturel en augmentant la biodiversité, en enrichissant les sols, en séquestrant le carbone, en soutenant les bassins versants et en améliorant les services écosystémiques.

Croissance de la productivité en Afrique subsaharienne

La croissance de la productivité totale des facteurs en Afrique accuse un retard par rapport aux autres régions – et l'écart se creuse



L'augmentation de la production en Afrique provient en grande partie de l'expansion des superficies cultivées plutôt que de l'intensification des intrants ou de la croissance de la PTF



Cette transition vise à fournir aux agriculteurs les intrants et la formation nécessaires pour augmenter considérablement les rendements tout en améliorant leur empreinte écologique. Cela nécessite l'intégration d'intrants et de technologies de haute qualité pour augmenter les rendements tout en réduisant les intrants – comme les semences de haute qualité et les systèmes d'irrigation améliorés et plus efficaces et durables – ainsi que la formation et les interventions pour soutenir des pratiques agricoles durables. Les nouvelles technologies telles que l'agriculture de précision réduisent considérablement l'utilisation des ressources. L'agroforesterie peut accroître le recyclage des nutriments, améliorer la fertilité des sols et fournir des sources de revenus supplémentaires avec peu de capitaux nécessaires. Ces pratiques permettent de répondre à une série de priorités dans la région : répondre à la demande alimentaire croissante, soutenir les moyens de subsistance, réduire la dégradation de l'environnement et atténuer les effets du changement climatique et s'y adapter. (Voir Annexe 8.)

ANNEXE 8

Principaux aspects de la Transition critique 1



Des rendements agricoles plus élevés et plus diversifiés augmentent la disponibilité d'aliments nutritifs, aidant à répondre à la demande croissante et à améliorer les résultats nutritionnels. Critique dans un contexte de croissance rapide Nigeria.



L'intensification agricole permet de compenser les émissions de GES en évitant l'expansion dans les forêts – si elle est associée aux bonnes politiques – sans compromettre la production alimentaire. Une énorme opportunité dans les pays riches en forêt comme la RDC.



Les pratiques durables renforcent la résilience en tirant parti des services écosystémiques, en améliorant la biodiversité dans les exploitations agricoles et en évitant les dommages environnementaux dans les zones environnantes. Cela est essentiel dans les pays vulnérables au climat comme le Mali, le Tchad et le Niger.



L'amélioration de la productivité et les nouvelles sources de revenus améliorent les revenus des agriculteurs et réduisent la pauvreté rurale, en particulier dans les pays vulnérables au climat comme le Niger. Pour chaque augmentation de 10 % des rendements, il y a une réduction de 7 % de la pauvreté.

Une telle transition entraînerait:

- **Une production locale durable et nutritive qui répondrait à une demande croissante.**⁶² Si les taux de croissance des rendements des pays les plus performants pouvaient être atteints dans toute l'Afrique subsaharienne, la région serait autosuffisante à 60 pour cent en céréales en 2050 au lieu de 40 pour cent.⁶³ Si l'autosuffisance alimentaire dans tous les groupes alimentaires n'est ni nécessaire ni souhaitable, l'importance des céréales dans l'alimentation de l'Afrique subsaharienne, combinée au déficit commercial agricole net de la région, accroît le risque d'insécurité alimentaire. Cette transition prévoit que les grandes et les petites exploitations agricoles joueront un rôle dans l'augmentation durable des rendements. (Voir l'Encadré 3.)
- **Des innovations qui augmentent la disponibilité et l'abordabilité des cultures nutritives.** Des entrepreneurs ambitieux, soutenus par des politiques, auront un rôle clé à jouer dans l'obtention de gains de rendement à l'échelle et dans le soutien au déploiement de pratiques régénératives dans la région.

*L'association à but non lucratif Technoserve s'est associée à Equator Seeds pour utiliser des drones en Ouganda afin de surveiller et d'optimiser les pratiques agricoles dans 270 exploitations agricoles pour obtenir des augmentations de rendement de 100 pour cent, une diminution de 60 pour cent de l'utilisation des pesticides et des profits plus importants pour les agriculteurs et la société semencière.*⁶⁴ (Voir 4 dans le Catalogue d'études de cas.)

- **Augmentation de la diversité agricole.** Des techniques telles que la culture intercalaire et la culture de variétés indigènes résistantes permettraient de renforcer la biodiversité et la résilience des systèmes agricoles. En soutenant des régimes alimentaires plus diversifiés, une gamme plus large de cultures permettrait également d'obtenir de meilleurs résultats nutritionnels dans les pays où les taux de surpoids et d'obésité augmentent, par exemple en Afrique du Sud. Déjà, les projets de permaculture au Malawi fournissent tout au long de l'année des récoltes nutritives, diversifiées et résistantes aux sécheresses, aux vagues de chaleur, aux inondations et aux infestations d'insectes.⁶⁵
- **Réduction de la pauvreté, emplois décents et nouvelles sources de revenus.** Pour chaque augmentation de 10 pour cent des rendements agricoles dans la région, il y a une réduction de 7 pour cent de la pauvreté.⁶⁶ Les pratiques qui augmentent durablement les rendements fourniront des revenus et des emplois à une population croissante. Par exemple, l'agroforesterie peut améliorer les rendements des cultures existantes et fournir des produits supplémentaires pour la vente ou la consommation dans les foyers.

*Le projet Novella utilise l'agroforesterie au Ghana et en Tanzanie pour générer de nouvelles sources de revenus et accroître la productivité du cacao. Si elle est mise à l'échelle, elle pourrait générer 2 milliards USD supplémentaires par an pour les petits exploitants, soit la moitié de la valeur de la récolte de cacao de l'Afrique de l'Ouest.*⁶⁷ (Voir 5 dans le Catalogue d'études de cas.)

- **Une plus grande résilience à la ferme et au-delà.** Huit des dix pays les plus vulnérables au changement climatique se trouvent en Afrique subsaharienne, selon l'indice Notre Dame Global Adaptation Initiative.⁶⁸ Cela menace la productivité et la stabilité politique des pays, en particulier ceux de la région sahélienne, comme le Tchad et le Niger. Cette transition se traduirait par des projets et des pratiques qui favorisent la santé des sols, limitent la pollution des cours d'eau et stimulent la biodiversité agricole pour maintenir les services écosystémiques essentiels et accroître la résilience.

Le fonds Upper-Tana Nairobi Water Fund au Kenya déploie des contributions de donateurs publics et privés qui dépendent du fleuve Tana pour fournir à 15 000 agriculteurs une formation et des ressources pour conserver l'eau, protéger la santé du fleuve et augmenter les rendements. Un investissement de 10 millions USD pourrait rapporter 21,5 millions USD d'avantages économiques sur 30 ans.⁶⁹ (Voir 6 dans le Catalogue d'études de cas.)

- **Accroissement de l'atténuation climatique.** L'agriculture, la foresterie et le changement d'affectation des terres contribuent à 60 pour cent des émissions de GES en Afrique subsaharienne.⁷⁰ Dans le cadre de cette transition, une attention particulière serait accordée à l'amélioration de la durabilité du secteur de l'élevage à fortes émissions, qui génère des émissions importantes mais joue également un rôle essentiel dans le soutien des moyens de subsistance - le bétail fournissant du fumier et de la traction pour l'agriculture et servant de réserve de valeur aux propriétaires, en plus d'être une source de viande et de lait. (Voir l'Encadré 4.)

Le Projet régional d'appui au pastoralisme au Sahel vise à améliorer la productivité et la résilience des moyens de subsistance pastoraux en améliorant l'accès aux intrants, services et marchés essentiels. Le projet vise à bénéficier directement à plus de deux millions de personnes.⁷¹ (Voir 7 dans le Catalogue d'études de cas.)

- **Protection des forêts.** Il est essentiel de veiller à ce que l'agriculture ne s'étende pas aux forêts dans les pays à forte superficie forestière, notamment en Zambie et au Mozambique. L'agriculture à petite échelle et l'agriculture commerciale contribuent respectivement jusqu'à 54 pour cent et 35 pour cent de la déforestation dans la région aujourd'hui.⁷² Une productivité agricole accrue, associée à des politiques et des mécanismes d'application appropriés, permettra d'alléger la pression sur la frontière forestière face à l'augmentation de la demande. Ceci est particulièrement important dans les pays dont la population augmente rapidement et dont la superficie forestière est importante comme la RDC et la République du Congo.
- **Utilisation accrue de la technologie, de l'irrigation goutte à goutte à la modification génétique.** Cela permettrait de réaliser d'importants gains de productivité tout en réduisant le besoin d'intrants. Par exemple, la start-up kenyane Illuminum Greenhouses construit des serres modernes et abordables et installe des kits d'irrigation goutte à goutte automatisés pour les petits exploitants agricoles. L'entreprise fournit également des capteurs solaires pour surveiller la température, l'humidité, l'humidité du sol et l'approvisionnement en eau.⁷³

ENCADRÉ 3

Taille de l'exploitation

Les systèmes durables de l'avenir peuvent s'adapter aussi bien aux grandes qu'aux petites exploitations. A mesure que les populations de l'Afrique subsaharienne s'urbanisent, des opportunités de consolider les exploitations rurales peuvent se présenter. Dans certaines régions et dans certaines cultures, on a constaté que les grandes exploitations agricoles intensifient la production agricole. Les agriculteurs commerciaux à grande échelle peuvent également travailler avec des agriculteurs à plus petite échelle, encourager l'intégration verticale et profiter d'économies d'échelle. D'autres études ont montré que les petites exploitations peuvent égaler les plus grandes en termes de productivité et de profits, tout en contribuant à un paysage plus diversifié génétiquement, plus nutritif et plus résistant. Quoi qu'il en soit, les efforts visant à soutenir les petits exploitants agricoles ne devraient pas décourager ceux qui souhaitent quitter l'agriculture et les zones rurales pour des emplois alternatifs et productifs s'ils existent.⁷⁴

Bétail en Afrique subsaharienne

Des pratiques inefficaces signifient que l'élevage contribue à plus d'émissions par unité en Afrique subsaharienne que partout ailleurs dans le monde. Neuf tonnes de CO₂e sont émises par tonne de lait produit dans la région, soit plus de quatre fois les émissions pour la même quantité de lait produite en Europe ou en Amérique du Nord.⁷⁵ Alors que la demande de viande va augmenter et que le bétail continue à jouer un rôle important pour des millions de personnes en tant que source de fumier et de traction pour l'agriculture et réserve de valeur pour les propriétaires, l'amélioration de l'efficacité de l'élevage est une priorité essentielle.

L'impact environnemental de l'élevage peut être considérablement réduit en améliorant les pratiques et en réduisant l'expansion dans les forêts. Les possibilités de réduire l'intensité des émissions comprennent l'abaissement de l'âge des bovins de boucherie à l'abattage, l'élevage d'animaux reproducteurs qui produisent moins d'émissions, l'amélioration de la santé et donc de la mortalité par troupeau et la vaccination ou d'autres méthodes pour réduire la fermentation entérique.

Les pratiques qui augmentent les rendements comprennent la sélection de bovins qui produisent plus de viande et de lait, ainsi que moins d'émissions de méthane. En fournissant aux animaux un fourrage plus nutritif grâce au pâturage en rotation, on augmente les rendements et on diminue la fermentation entérique par rapport au gain de poids.

Doter les agriculteurs des outils, de la formation et de l'accès au financement nécessaires pour investir dans des pratiques durables pourrait donc simultanément accroître l'offre de viande disponible, réduire les pressions sur les forêts et les émissions de la production animale et améliorer les moyens de subsistance des agriculteurs.

Dans le même temps, des efforts peuvent être faits pour faire en sorte que l'augmentation de la consommation de viande dans la région ne dépasse pas les niveaux recommandés dans le régime alimentaire de santé planétaire décrit par la EAT Lancet Commission. Dans de nombreux cas, on a constaté que les enfants et les femmes en âge de procréer dans la région ont besoin de plus de viande rouge pour satisfaire leurs besoins nutritionnels. Ailleurs, les efforts devraient se concentrer sur la mise au point de substituts de viande nutritive abordables et accessibles pour répondre à la demande croissante sans causer de dommages à l'environnement.

Investir dans cette transition critique

L'analyse réalisée pour ce document estime que 12-14 milliards USD devront être investis dans les exploitations agricoles chaque année jusqu'en 2030 pour améliorer durablement les rendements agricoles en Afrique subsaharienne.⁷⁷ Il s'agit de mettre en œuvre des pratiques régénératives, de former les agriculteurs et d'étendre l'irrigation tout en améliorant son efficacité et son empreinte environnementale. Cela aidera dans une certaine mesure la région à s'adapter au changement climatique, dont d'autres études ont estimé que cela pourrait coûter à la région 50 milliards USD par an d'ici 2050.⁷⁸ Ailleurs, des études ont estimé qu'il faudrait 4,3 milliards USD supplémentaires pour augmenter les dépenses afin de mettre en œuvre des stratégies de gouvernance foncière, ce qui commence à se produire dans des pays comme le Rwanda, le Kenya et la Zambie.⁷⁹

Obstacles

Les interventions réussies montrent qu'il est possible d'augmenter les rendements et d'améliorer les moyens d'existence. Pourtant, un ensemble d'obstacles empêche ces initiatives de prendre de l'ampleur.

Ces obstacles comprennent:

Il peut être difficile d'obtenir du financement pour les agriculteurs. Beaucoup d'agriculteurs n'ont pas un régime foncier sûr - en particulier les femmes. Cela signifie qu'elles n'ont pas les garanties nécessaires pour obtenir des crédits pour investir dans la terre et qu'elles n'ont pas la certitude qu'elles récolteront les fruits de leurs investissements. De plus, il peut être coûteux de desservir des collectivités éloignées, où les agriculteurs vivent et travaillent souvent. Cela limite la capacité des agriculteurs d'investir dans des pratiques agricoles durables qui améliorent la productivité. Les obstacles auxquels se heurtent les agriculteurs pour accéder au financement sont examinés plus en détail à la Section 3.

Les agriculteurs n'ont souvent pas accès aux intrants et à l'information agricoles. Les semences, les engrais et les outils de récolte de haute qualité ne sont souvent pas disponibles en raison de la faiblesse des marchés intérieurs des intrants et des services de vulgarisation limités. Les agriculteurs des régions isolées peuvent avoir du mal à accéder aux marchés, au financement et à l'éducation sur l'amélioration des pratiques agricoles.

Contraintes physiques et technologiques. La faiblesse de l'infrastructure réduit le potentiel et la valeur des améliorations de la productivité. Sans électricité, les agriculteurs ne peuvent pas faire fonctionner des machines ou recharger des téléphones pour accéder à l'information. Une irrigation bien gérée pourrait accroître les rendements, mais elle ne couvre que moins de 4 pour cent des terres agricoles.⁸⁰ La faible densité routière signifie que les marchés des intrants et des extrants sont hors de portée pour beaucoup, ce qui réduit à la fois la capacité et l'incitation à augmenter les rendements.

La faiblesse des investissements en R&D agricole limite le rythme de l'innovation. Cela contraste avec le rôle central de la recherche sur les semences dans la Révolution verte en Asie.⁸¹ En outre, les investissements en R&D ne sont pas toujours orientés vers des fins commerciales, ce qui fait que les innovations ont du mal à atteindre le marché, ce qui dilapide les possibilités d'extension et affaiblit le rendement des investissements.

Inégalités profondes dans les chaînes de valeur. Celles-ci piègent les agriculteurs dans la pauvreté, limitant leur capacité d'investir dans leurs terres. Souvent, les agriculteurs ne se voient pas offrir des prix équitables ou des accords à long terme pour leurs produits, ce qui les empêche d'obtenir un revenu décent et limite leur capacité à planifier à l'avance. Cette question est examinée plus en détail dans la section Transition critique 4.

Actions clés

Que peuvent faire les acteurs économiques pour encourager cette transition critique? Ils peuvent réorienter les incitations économiques, investir dans l'infrastructure, habiliter les agriculteurs et les collectivités, et repenser les stratégies commerciales et les concepts de productivité. Ci-dessous, un ensemble d'étapes concrètes fournit aux acteurs une première feuille de route.

L'amélioration des infrastructures et la réforme agraire sont également des actions essentielles. Toutefois, étant donné leur pertinence dans les transitions critiques multiples, elles sont abordées à la Section 3.

Renforcer l'autonomie des petits exploitants agricoles et des communautés rurales

- **Les agro-entreprises (multinationales et nationales) et la société civile peuvent révolutionner les services de vulgarisation** pour améliorer la productivité et atteindre les objectifs commerciaux. L'amélioration de l'accès des agriculteurs à des intrants de haute qualité, y compris les semences, les engrais, les services de lutte antiparasitaire et les technologies agricoles, est essentielle pour accroître les rendements. Offrir la formation appropriée peut aider à accroître l'efficacité et à instaurer des pratiques durables.

Le One Acre Fund adopte une approche holistique des services de vulgarisation dans six pays de la région. (Voir 8 dans le Catalogue d'études de cas.) La start-up ghanéenne Farmerline déploie la technologie numérique pour étendre la portée des services de vulgarisation à moindre coût. (Voir 9 dans le Catalogue d'études de cas.)

- **Les gouvernements nationaux peuvent reconnaître et promouvoir la valeur des pratiques traditionnelles** pour tirer parti des connaissances existantes sur les pratiques durables qui répondent aux environnements locaux. Par exemple, Yacouba Sawadogo a déployé des savoir-faire autochtones et locaux pour régénérer les sols dégradés dans son Burkina Faso natal. L'agriculteur a créé une forêt de près de 40 hectares sur des terres autrefois stériles et abandonnées, qui abrite aujourd'hui 60 espèces d'arbres et de buissons. Sawadogo, surnommé « l'homme qui a arrêté le désert », a reçu la récompense Right Livelihood en 2018 en reconnaissance de son travail et de son impact.⁸²
- **Les entrepreneurs peuvent tirer parti de la technologie pour aider les agriculteurs à gérer les risques sur leurs terres.** Les prévisions météorologiques permettent aux agriculteurs de se préparer aux changements climatiques et de gérer leurs cultures en conséquence. Par exemple, le service de profilage agricole et de messagerie, Esoko, utilise une plateforme numérique et mobile pour fournir aux agriculteurs des informations sur les prix du marché, les prévisions météorologiques et des conseils sur les cultures afin d'atténuer les risques.

Catalyser l'innovation et intégrer la durabilité dans le secteur de l'alimentation et de l'aménagement du territoire

- **Les entreprises peuvent intégrer la durabilité dans leur stratégie** afin d'accroître les rendements, de réduire les risques et d'exploiter des marchés durables en pleine croissance. Serendipalm, producteur ghanéen d'huile de palme, forme les agriculteurs à l'agriculture biologique et investit dans des services pour accroître la productivité, réduire leur empreinte écologique et soutenir leurs moyens de subsistance. L'entreprise négocie un prix équitable avec les agriculteurs et assure un accès fiable aux marchés en tant que fournisseur de Dr Bronner's, la plus grande marque de savon naturel des États-Unis.⁸³ (Voir 10 dans le Catalogue d'études de cas.)
- **Les gouvernements nationaux et les entreprises multinationales peuvent accroître les investissements dans la R&D agricole à vocation commerciale.** L'investissement dans la R&D - y compris la technologie agricole, les variétés de cultures et les types de semences - pourrait conduire au développement de systèmes alimentaires plus productifs, nutritifs et résistants.⁸⁴ Les gouvernements peuvent promouvoir une recherche pertinente et axée sur la demande et le marché. Les entreprises peuvent investir dans la R&D pour renforcer leur portefeuille et acquérir un avantage concurrentiel grâce à l'innovation. Le travail du Centre international de la pomme de terre (CIP) dans le développement de la patate douce à chair orange biofortifiée - une source nutritive de vitamine A - promet de profiter à des millions de ménages dans la région.⁸⁵

Améliorer l'accès au financement

- **Les banques commerciales et d'autres fournisseurs de financement peuvent créer des solutions financières** qui lient les obligations de remboursement d'un agriculteur aux performances agricoles cycliques ou dépendantes des conditions météorologiques. Il s'agit notamment des ajustements de la structure d'assurance et de paiement des prêts (par exemple, les conditions de paiement liées au cycle de la culture). F3 Life offre aux agriculteurs

d’Afrique de l’Est des taux d’intérêt plus bas pour le crédit s’ils utilisent des pratiques agricoles respectueuses du climat qui renforcent la résilience aux changements climatiques.⁸⁶

- **Les banques commerciales, les assureurs et les autres fournisseurs de financement peuvent offrir des produits financiers novateurs** qui incitent les agriculteurs à atteindre des résultats prédéterminés en matière de durabilité, notamment des prêts et des polices d’assurance liés à la durabilité. Par exemple, la plus grande entreprise agroalimentaire chinoise, Cofco, vient de conclure un prêt de 2,1 milliards USD lié au développement durable avec un consortium composé de 20 banques. Parmi les objectifs figurent l’amélioration d’une année sur l’autre de la performance ESG et l’amélioration de la traçabilité des produits agricoles, avec un accent particulier sur le soja provenant directement du Brésil. Si l’entreprise atteint les objectifs convenus, Cofco investira les rabais dans l’amélioration de son approvisionnement durable, de sa santé et de sa sécurité, des communautés locales et des normes de durabilité.
- **Les entrepreneurs et les entreprises peuvent fournir aux agriculteurs et aux investisseurs des outils de gestion des risques** pour accroître l’attrait des investissements agricoles. Par exemple, l’Alliance pour la révolution verte en Afrique (AGRA) et Atlas AI ont créé des « analyses prédictives » par satellite pour les récoltes dans 11 pays africains. Grâce à un meilleur accès aux données sur le rendement des cultures, les infrastructures et les marchés, les investisseurs peuvent évaluer plus efficacement les risques d’investissement et les agriculteurs peuvent adopter des pratiques pour atténuer les risques.⁸⁷
- **Les fonds agricoles, de développement et climatiques peuvent agréger, standardiser et sécuriser des projets à petite échelle** pour en faire des véhicules de taille, de liquidité et de protection contre les risques à la baisse adéquates afin de mobiliser des capitaux à grande échelle pour l’agenda alimentaire et l’aménagement du territoire en Afrique subsaharienne.
- **Les banques privées et les entrepreneurs peuvent accroître l’utilisation de la technologie numérique** pour faciliter l’accès des agriculteurs au financement, en créant des profils de crédit grâce à l’historique des paiements mobiles, en vérifiant les reçus d’entreposage à utiliser comme garantie ou en recueillant des données sur l’utilisation et la localisation des terres grâce aux services GPS sur téléphones portables. Des solutions technologiques et novatrices peuvent relier les agriculteurs aux investisseurs.

FarmCrowdy, la première plateforme agricole numérique du Nigeria, met en relation les petits agriculteurs avec des sponsors, renforçant ainsi les capacités des agriculteurs locaux et améliorant la production et la sécurité alimentaire au Nigeria.⁸⁸ (Voir 11 dans le Catalogue d’études de cas.)

Réorienter les incitations économiques

- **Les gouvernements nationaux peuvent réformer les subventions économiquement inefficaces et nuisibles à l’environnement.** Les politiques peuvent réorienter les subventions qui profitent aux agriculteurs et aux entreprises les plus riches ou qui encouragent des pratiques et des intrants non durables (y compris les subventions sur les engrais qui ne sont pas associées à une formation sur le dosage approprié et le soutien financier pour les combustibles fossiles) vers des outils, des intrants et une formation pour les agriculteurs plus pauvres.
- **Les gouvernements nationaux peuvent introduire des incitations économiques pour promouvoir l’élevage durable du bétail et les alternatives alimentaires d’origine animale** afin de réduire les émissions de GES. L’intégration des évaluations de l’impact social et des consultations des agriculteurs dans ces interventions est essentielle étant donné l’importance de l’élevage dans les économies et les cultures locales.

Le gouvernement éthiopien vise à doubler la part de la volaille dans la consommation nationale de viande grâce à des subventions de 10 millions USD pour soutenir les usines de transformation des aliments pour volailles, les couvoirs et les unités de transformation, ainsi qu’un programme d’extension pour encourager la production et la consommation de volaille.⁸⁹



Transition critique 2:

Renforcer les marchés locaux pour des aliments nutritifs, produits de façon durable, destinés aux consommateurs nationaux et internationaux

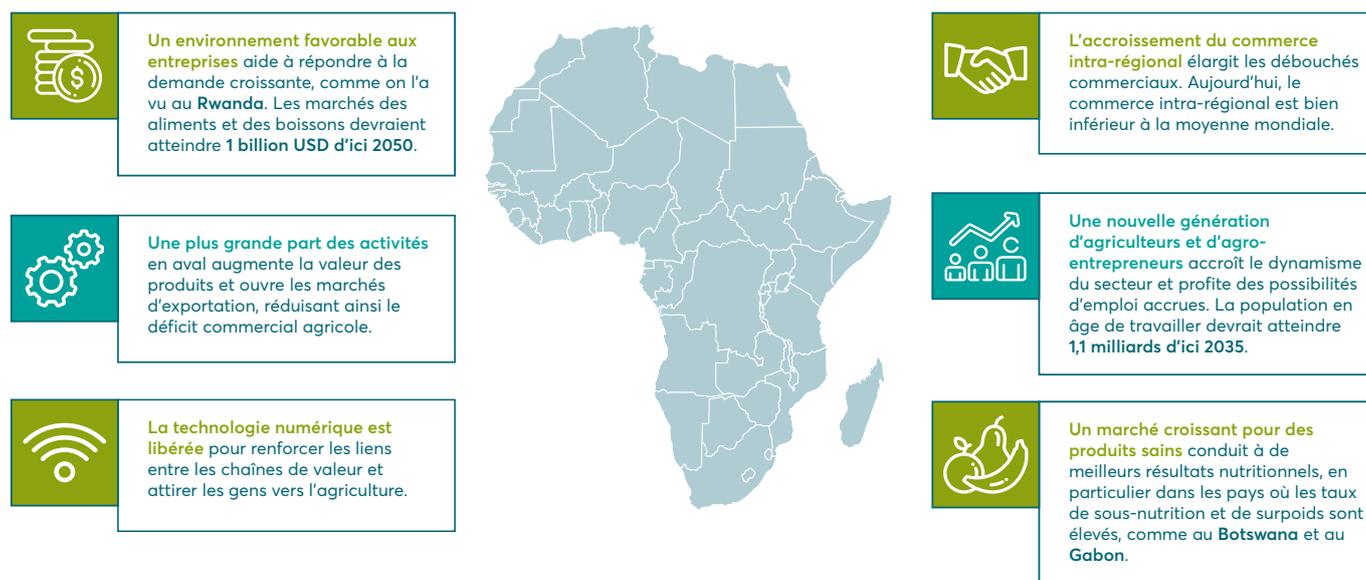
Répondre aux besoins d'une population croissante avec des revenus croissants signifie que la demande alimentaire monte en flèche. Les marchés africains de l'alimentation et des boissons pourraient atteindre 1 billion USD d'ici 2030 si les agriculteurs et les agro-industries sont équipés pour exploiter cette opportunité.⁹⁰ La section 1 a exposé les coûts cachés de la sous-nutrition et de l'obésité, qui, ensemble, dépassent 100 milliards USD⁹¹ et a présenté des opportunités commerciales liées aux marchés alimentaires à faible revenu et à une efficacité accrue des chaînes de valeur qui atteindront 100 USD en 2030.⁹² En encourageant les marchés intérieurs à prospérer, les pays d'Afrique subsaharienne peuvent accroître l'efficacité de la chaîne de valeur, répondre à la demande alimentaire croissante, améliorer les régimes alimentaires, améliorer les moyens de subsistance et stimuler la croissance économique.

Cette transition implique la mise en place d'un marché alimentaire intérieur d'envergure mondiale qui comble la demande croissante d'aliments et d'emplois et stimule la croissance économique. (Voir Annexe 9.) Pour ce faire, les pays doivent accroître leur capacité de produire et de distribuer des produits prêts à consommer pour une population croissante en soutenant des activités à valeur ajoutée et en renforçant les maillons de la chaîne de valeur pour acheminer les aliments de la ferme à la table. En même temps, ils peuvent libérer le potentiel entrepreneurial d'une génération à venir ambitieuse en s'attaquant aux obstacles qui empêchent les jeunes d'entrer sur le marché du travail agricole. Cela nécessite d'équiper et d'encourager ceux qui entrent sur le marché du travail à entrer dans l'agriculture (à la ferme et en dehors) et d'aider les acteurs du secteur à étendre leurs activités, à accéder à un marché alimentaire en pleine croissance et à stimuler la demande de produits nutritifs.

Les pays de la région ont déjà entamé cette démarche. Par exemple, les politiques et les réformes favorables aux entreprises ont permis au Rwanda de se hisser au 29^e rang sur 190 pays de l'indice « Doing Business » de la Banque mondiale. L'investissement étranger a suivi : les entrées nettes sont passées de 10,5 millions USD à un peu moins de 300 millions USD entre 2005 et 2017.⁹³ Encourager et soutenir un tel développement dans toute la région est une énorme opportunité pour les gouvernements, les entreprises et les citoyens d'Afrique subsaharienne.

ANNEXE 9

Principaux aspects de la Transition critique



Une telle transition dans toute la région entraînerait:

- **Une nouvelle génération d'agriculteurs et d'entrepreneurs agroalimentaires.** L'agriculteur moyen est âgé de 60 ans. L'agriculture dispose d'une marge de manœuvre importante pour attirer les jeunes agriculteurs afin qu'ils revitalisent le secteur.⁹⁴ TCe groupe bénéficierait à la fois d'une augmentation des possibilités d'emploi (qualifié et non qualifié) et en créerait de nouvelles.

Génération Afrique vise à attirer les entrepreneurs vers l'agriculture et à renforcer l'écosystème qui soutient la croissance des « agri-entrepreneurs », en s'appuyant sur un réseau de partenaires pour réduire les obstacles et libérer le potentiel des jeunes hommes et femmes de la région, ambitieux dans ce domaine. (Voir 12 dans le Catalogue d'études de cas.)

- **Une économie rurale revitalisée avec moins de migrations forcées à l'intérieur et entre les pays et vers les zones urbaines.** La migration n'est pas une mauvaise chose en soi : elle peut générer des bénéfices significatifs pour les individus et les communautés rurales, notamment le travail saisonnier, l'échange d'idées et d'expériences, et les transferts de fonds payés aux communautés rurales par ceux qui sont partis. Toutefois, si l'on veillait à ce qu'il existe des possibilités d'emploi de qualité dans les zones rurales, on réduirait le nombre de personnes contraintes d'émigrer, on augmenterait la productivité rurale et on réduirait la pression sur les villes de la région, qui connaissent une croissance rapide.
- **Une plus grande part des activités en aval se déroulant dans la région.** Cela permettrait d'accroître la valeur des produits agricoles et de réduire la dépendance à l'égard des importations. La valeur de la transformation agricole par rapport à la production agricole est nettement plus faible en Afrique subsaharienne que dans les autres régions développées et en développement. Cela réduit la valeur nette de la production agricole étant donné que les activités en aval comme le tri, l'emballage, la transformation et la vente au détail occupent une plus grande part de la chaîne de valeur que les activités en amont comme la production de matières premières.
- **Réduction des pertes après récolte.** L'amélioration des infrastructures réduirait la quantité d'aliments qui périssent le long de la chaîne de valeur. En améliorant les installations de transport et d'entreposage frigorifique, une plus grande quantité de denrées alimentaires parviendrait jusqu'aux marchés et la qualité nutritionnelle des aliments qui parviendrait aux consommateurs ne serait pas compromise. Les activités à valeur ajoutée mentionnées ci-dessus, telles que la transformation et l'emballage, contribueraient également à limiter les pertes en prolongeant la durée de vie des produits.

ARCH Emerging Markets Partners est une organisation de capital-investissement qui collecte actuellement des fonds pour un fonds de 100 millions USD destiné aux solutions de chaîne du froid en Afrique de l'Est. Grâce à cette initiative, ARCH vise à empêcher que les produits frais ne périssent, à augmenter les revenus ruraux et à améliorer la sécurité alimentaire dans la région tout en ouvrant la possibilité d'exportations mondiales pour les clients de stockage. D'un point de vue commercial, ARCH cherche à exploiter la croissance rapide de la demande alimentaire et de l'activité agroalimentaire dans la région. (Voir 13 dans le Catalogue d'études de cas.)

- **Une technologie numérique qui attire les gens et les investissements dans l'agriculture.** Les services et plateformes numériques peuvent fournir aux agriculteurs et aux entrepreneurs actuels et potentiels l'accès aux marchés des intrants et des extrants et au financement, des informations sur les pratiques agricoles, les prévisions météorologiques et les prix du marché et des liens avec les investisseurs.

La start-up kenyane iProcure est une plateforme d'intrants agricoles qui cherche à renforcer les chaînes d'approvisionnement agricoles en Afrique rurale. Les agriculteurs peuvent utiliser la plateforme pour acheter des intrants agricoles de haute qualité, qui sont livrés même dans des régions isolées. La plateforme assure la transparence de la chaîne d'approvisionnement pour les agriculteurs et les fournisseurs de produits agricoles. De plus, iProcure offre aux fournisseurs d'approvisionnement agricole de l'information sur la façon dont leur produit est acheté et utilisé pour informer la stratégie et les services à la clientèle, en fonction des données recueillies sur la plateforme.

- **Une émergence soigneusement gérée de supermarchés et de détaillants innovateurs en commerce électronique.** Cela offre l'occasion d'améliorer les possibilités de création de valeur ajoutée, de rationaliser les chaînes d'approvisionnement, d'élargir l'offre de produits - en particulier dans les zones urbaines - et de faire baisser les prix à la consommation (voir l'Encadré 5).
- **Un marché en pleine croissance pour les produits sains, soutenu par des réglementations gouvernementales en matière de santé alimentaire.** La croissance démographique, l'urbanisation et la croissance de la classe moyenne signifient que le marché pour des gammes abordables d'aliments de base nutritifs est en croissance. Les entrepreneurs du secteur alimentaire voient des opportunités dans le développement et la commercialisation de produits sains et abordables - en particulier dans les pays qui cherchent à gérer un « double fardeau » que représentent la sous-alimentation et le surpoids, dont le Zimbabwe, le Cameroun et les Seychelles plus riches.

Supermarchés et commerce électronique

Les supermarchés ne représentent aujourd'hui qu'une faible part des ventes au détail de produits alimentaires en Afrique subsaharienne - seulement 16 pour cent au Kenya et 9 pour cent en Zambie - mais ils sont en croissance. Les principaux détaillants déjà présents dans la région sont les détaillants sud-africains Shoprite et Massmart, ainsi que les chaînes françaises Carrefour et Auchan. Associés à une réglementation appropriée, les supermarchés pourraient profiter aux producteurs et aux consommateurs en fournissant aux agriculteurs une demande stable et croissante, une formation et des débouchés de plus grande valeur, en améliorant l'efficacité des marchés et en offrant un choix et des prix compétitifs aux consommateurs.⁹⁵ Le développement des chaînes nationales de supermarchés représente également une importante opportunité de croissance pour les entrepreneurs de la région.

L'essor du supermarché en Afrique subsaharienne doit être géré avec prudence. Les systèmes d'approvisionnement des grandes chaînes constituent une menace pour les petits producteurs et les PME, qui doivent être gérés de manière à créer des conditions de concurrence équitables et à éviter que les vendeurs de denrées alimentaires déjà vulnérables ne souffrent. Entre-temps, les marchés locaux et informels resteront une part importante des systèmes alimentaires, en particulier dans les zones rurales et isolées.

Les plateformes de commerce électronique ouvrent également des possibilités d'améliorer les chaînes d'approvisionnement dans la région. Par exemple, la start-up agro-technologique Twiga Foods fournit des fruits et légumes frais de petits agriculteurs kenyans à des petits et moyens vendeurs, des points de vente et des kiosques dans la capitale, Nairobi. (Voir 14 dans le Catalogue d'études de cas.) Les agriculteurs livrent leurs produits aux centres de collecte de Twiga Foods et reçoivent leur paiement par argent mobile dans les 24 heures. Lancée en 2014, la plateforme dessert plus de 8 000 agriculteurs et plus de 5 000 fournisseurs.

La plateforme mobile sans numéraire permet à Twiga Foods d'offrir des prix plus élevés et un marché garanti pour les agriculteurs, ainsi que des prix plus bas et un approvisionnement fiable aux fournisseurs. En faisant concorder la demande et l'offre, la plateforme réduit les pertes et les déchets après récolte. Les consommateurs bénéficient également d'un accès à des produits plus frais à des prix plus bas grâce à une chaîne d'approvisionnement plus efficace.⁹⁶

L'accent mis par les plateformes de commerce électronique sur la logistique représente une occasion importante d'améliorer la connectivité des agriculteurs et l'efficacité de la chaîne de valeur à mesure que des entreprises comme Twiga Foods se développent dans la région.

- **Réduction de la « fraude alimentaire »**, dont les niveaux sont élevés parmi les importations dans la région. On estime que 50 % de toutes les marchandises importées en Tanzanie, y compris les aliments, les médicaments et les matériaux de construction, sont des contrefaçons.⁹⁷ Les systèmes alimentaires qui peuvent déplacer ces importations et identifier les problèmes de sécurité sanitaire des aliments lorsqu'ils surviennent contribueraient à réduire les risques sanitaires liés aux aliments.

La société nigériane AACE Foods transforme, conditionne et distribue des aliments nutritifs pour répondre à la demande croissante de la classe moyenne, améliorer la nutrition et les moyens de subsistance des agriculteurs, déplacer les importations et augmenter la valeur des exportations.⁹⁸ L'entreprise cherche à inverser les tendances diététiques en faveur d'aliments malsains (souvent importés). (Voir 15 dans le Catalogue d'études de cas.)

- **Nouvelles opportunités d'exportation.** Une résurgence des produits alimentaires locaux réduirait non seulement la demande d'aliments importés, souvent malsains, mais créerait également des possibilités de développer des marques alimentaires destinées à la consommation dans la région et à l'exportation.

Yolélé Foods cherche à créer un marché d'exportation pour le fonio - le grain indigène super nutritif du Sahel - en l'introduisant sur les marchés d'Afrique de l'Ouest et occidentaux. Cela contribuerait à créer des emplois et à stimuler la croissance dans la région du Sahel.⁹⁹ (Voir 16 dans le Catalogue d'études de cas.)

- **Accroissement du commerce intra-régional formel.** Malgré une croissance significative depuis les années 1990, le commerce intra-africain est inférieur à la moyenne mondiale. Le commerce intra-régional ne représente que 23 pour cent des importations alimentaires et 26 pour cent des exportations alimentaires des pays de la région - contre 35 pour cent et 57 pour cent respectivement dans les économies asiatiques en développement.¹⁰⁰ En renforçant les liens de la chaîne de valeur et les marchés pour les produits nationaux, les pays élimineraient les obstacles au commerce intra-régional. Cela ouvrirait des possibilités d'achat et de vente de produits, stimulerait la croissance des entreprises et réduirait le déficit commercial agricole de la région. S'appuyer sur la Zone continentale de libre-échange (ZLE), signée par 54 pays en 2018, représente une occasion sans précédent de faciliter le commerce et de stimuler la croissance.
- **Économies d'échelle atteintes.** De plus grandes opportunités commerciales justifieraient la création de centres d'agrégation, générant des opportunités d'investissement et améliorant la compétitivité des prix des produits de la région.

Investir dans cette transition critique

L'analyse réalisée pour ce document estime qu'un investissement annuel de xx-xx milliards USD est nécessaire pour accroître l'efficacité de la chaîne de valeur, améliorer la nutrition et soutenir une nouvelle génération d'entrepreneurs en Afrique subsaharienne.¹⁰¹ De cet investissement, 22 milliards USD sont nécessaires pour réduire les pertes après récolte et les déchets de la chaîne d'approvisionnement. Un montant supplémentaire de 4 milliards USD aiderait à atteindre les objectifs nutritionnels et à soutenir les programmes alimentaires scolaires. Le reste serait consacré à la formation des entrepreneurs du secteur alimentaire de la région. Ces coûts sont conservateurs. Premièrement, ils ne comprennent pas les investissements plus larges dans l'infrastructure, la connectivité, l'accès au financement et l'éducation, qui sont abordés à la section 3. Deuxièmement, elles ne couvrent pas les dépenses supplémentaires requises pour approfondir les marchés intérieurs, qu'il s'agisse de l'expansion des installations de transformation locales (dont d'autres études estiment qu'elles nécessitent 7,7 milliards USD supplémentaires chaque année) ou de l'amélioration des installations rurales et des marchés de gros (investissement annuel supplémentaire de 6 milliards USD).¹⁰²

Obstacles

Les réussites locales montrent que la création de marchés intérieurs et le fait d'en tirer profit constituent une grande victoire. Pourtant, un ensemble d'obstacles empêche ces initiatives de prendre de l'ampleur. Notamment:

Le risque politique, l'incertitude et la corruption créent un environnement peu propice. Cela entrave la capacité des entreprises de lancer et d'opérer dans la région et augmente les risques pour les investisseurs privés. Une bureaucratie lourde, des réglementations appliquées de manière incohérente, des politiques imprévisibles, l'absence d'un régime foncier sûr et la corruption peuvent collectivement créer un environnement difficile pour les nouvelles entreprises et les investisseurs potentiels.

La faiblesse de l'infrastructure limite les possibilités pour les agriculteurs de tirer parti de la demande croissante. Le manque de fiabilité de l'accès aux routes, à l'électricité et à d'autres infrastructures accroît l'inefficacité de la chaîne de valeur et limite la possibilité de soutenir les activités à valeur ajoutée et de participer au commerce intra-régional. La faiblesse des liens entre les zones urbaines et rurales représente une occasion manquée : les agriculteurs ne

peuvent pas accéder aux marchés urbains pour acheter des intrants ou vendre leurs produits, ni profiter des points de regroupement et des installations de transformation que les centres urbains pourraient soutenir.

La faiblesse des infrastructures accroît inutilement la dépendance à l'égard des importations et le coût du commerce. Sans les moyens d'acheminer efficacement les produits nationaux vers les centres urbains, les populations urbaines sont contraintes d'acheter des produits importés. Au niveau régional, les faiblesses des infrastructures augmentent les coûts du commerce, y compris le commerce intra-régional : on estime que les coûts du commerce agricole en Afrique subsaharienne sont plus de 50 pour cent supérieurs à ceux de l'Asie orientale et du Pacifique, de l'Amérique latine et des Caraïbes.¹⁰³

Incohérence des canaux d'approvisionnement. Celles-ci augmentent le risque de disparition des cultures en prolongeant le délai entre la récolte des produits frais et leur vente aux acheteurs. Sans preneurs ou acheteurs garantis, les petits exploitants agricoles ne peuvent pas planifier les récoltes pour qu'elles aient lieu immédiatement avant une vente, ce qui entraîne des pertes. Cela dégrade le contenu nutritionnel des cultures et accapare des terres qui pourraient autrement être consacrées à une deuxième culture.

Les agriculteurs, les jeunes et les entrepreneurs ont un accès limité à la terre, au financement et à la formation commerciale. La croissance rapide de la population a accru la demande de terres, ce qui a entraîné une diminution de la taille moyenne des exploitations agricoles dans les pays de la région. En conséquence, de nombreux habitants des zones rurales sont contraints de chercher du travail hors des fermes. Le faible accès au financement et à la formation commerciale limite également les possibilités des agriculteurs et des entrepreneurs d'élargir leurs activités et leurs idées et de passer à des modes d'exploitation plus commerciaux.

L'augmentation des importations alimentaires crée des défis complexes pour les producteurs locaux. L'afflux d'aliments prêts à consommer en provenance de l'étranger mine la demande de produits nationaux. Les entreprises internationales considèrent de plus en plus l'Afrique subsaharienne comme un marché en pleine croissance. Cela fait pencher la demande en faveur des importations alimentaires, étant donné les limites historiques de la région en matière de transformation.

Actions clés

Que peuvent faire les acteurs économiques pour encourager cette transition critique? Ils peuvent renforcer les capacités locales des marchés par le biais de politiques et de réglementations favorables aux entreprises, en investissant dans le capital humain, en façonnant la demande et en aidant les agriculteurs et les entrepreneurs à prospérer. Les forces du marché peuvent être utilisées et amplifiées pour encourager la production de produits nationaux nutritifs et durables. Les principales mesures à prendre par divers acteurs sont décrites ci-dessous.

L'amélioration des infrastructures et la réforme agraire sont essentielles pour débloquer cette transition critique. Leur importance dans de multiples transitions signifie qu'elles sont abordées à la section 3.

Créer un environnement favorable à la création de nouveaux et plus grands marchés intérieurs

- **Les gouvernements peuvent mettre en place des politiques qui favorisent la stabilité, normalisent la réglementation et la gouvernance et dynamisent les marchés** afin de créer les conditions propices à l'essor de l'entreprise privée dans le secteur agro-alimentaire. La stabilité économique, politique et réglementaire est essentielle pour faciliter les affaires des entrepreneurs nationaux et des investisseurs internationaux.
- **Les gouvernements nationaux peuvent adopter des réglementations en matière de qualité et de sécurité sanitaire des aliments et exiger la transparence** pour protéger la santé des consommateurs, concurrencer les

aliments importés et accéder aux marchés d'exportation. L'adoption de réglementations concernant l'étiquetage et les normes alimentaires, ainsi qu'une plus grande transparence des chaînes de valeur nationales peuvent aider à identifier les problèmes de sécurité alimentaire et renforcer la confiance des consommateurs dans les produits locaux.

- **Les gouvernements nationaux, les entreprises et les partenaires du développement peuvent renforcer les capacités humaines afin d'équiper la prochaine génération** pour développer et faire évoluer les idées entrepreneuriales. Les investissements devraient viser : l'amélioration de l'accès à un enseignement primaire, secondaire et supérieur de haute qualité et à des écoles de commerce, l'accent étant mis sur l'agro-industrie ; des programmes professionnels qui mettent l'accent sur la formation agro-industrielle ; des plateformes pour les agriculteurs et autres entrepreneurs alimentaires afin de partager leurs connaissances ; la formation en agro-industrie pour les décideurs politiques afin de mieux comprendre le paysage des opportunités et des concessions à faire.

Exploiter les forces du marché pour encourager la production de produits nutritifs, durables et locaux

- **Les gouvernements nationaux peuvent aligner les incitations politiques et fiscales autour d'aliments sains** afin d'accroître la disponibilité de produits et de gammes nutritifs. Il pourrait s'agir d'un soutien aux jeunes entreprises qui font la promotion de gammes de produits nutritifs, de subventions sur les aliments sains, de taxes et de restrictions de commercialisation pour les aliments malsains. Par exemple, la taxe sur les boissons sucrées de l'Afrique du Sud au début de 2018 a généré 800 millions ZAR (57,5 millions USD) dans les cinq mois suivant son introduction. Une partie de ces revenus sera affectée aux soins de santé.
- **Les agro-entreprises nationales et multinationales peuvent s'engager à s'approvisionner localement** pour accroître la demande de produits nationaux et stimuler les possibilités d'investissement dans les chaînes de valeur locales.

Heineken a commencé à intégrer les petits producteurs de manioc dans sa chaîne de valeur au Nigeria, avec une garantie d'achat auprès d'une usine locale achetant aux petits producteurs.¹⁰⁴ (Voir 17 dans le Catalogue d'études de cas.)

- **Les gouvernements nationaux et les entreprises alimentaires peuvent internaliser les coûts de la production alimentaire pour la santé et l'environnement** afin de permettre aux aliments nutritifs durables d'être compétitifs en termes de prix en Afrique subsaharienne. C'est essentiel étant donné la sensibilité élevée des consommateurs de la région aux prix.

Apporter un soutien direct aux jeunes et aux entrepreneurs

- **Les agriculteurs et les entrepreneurs peuvent travailler ensemble** pour renforcer les capacités et établir un levier en tant que génération puissante de leaders du système alimentaire. Les coopératives et les réseaux offrent la possibilité de regrouper les produits, de se connecter aux plateformes de distribution, d'accéder à la formation et de partager les connaissances.
- **Les gouvernements et les entreprises privées peuvent s'associer pour créer des centres d'incubation afin de soutenir les petites et moyennes entreprises (PME).** Les centres peuvent soutenir les entrepreneurs en les mettant en contact avec des investisseurs potentiels, en leur offrant une formation en gestion d'entreprise, en leur fournissant des informations sur le marché et en établissant un réseau pour partager les connaissances et les exemples de meilleures pratiques. La technologie numérique offre la possibilité aux hubs d'être hébergés en ligne. Cependant, les hubs physiques peuvent également offrir aux utilisateurs l'accès à des outils et à des infrastructures qui améliorent la productivité, allant de l'électricité à l'irrigation. Par exemple, le centre d'irrigation de Babator, dans le nord du Ghana, fournit des installations d'irrigation aux locataires commerciaux et aux petits exploitants agricoles.¹⁰⁵
- **Les gouvernements, les institutions de financement du développement et les investisseurs privés peuvent s'associer pour accroître les investissements dans les agriculteurs et les PME.** Les partenaires peuvent développer des véhicules de financement mixte visant à fournir un capital abordable aux jeunes et aux entrepreneurs ou à capitaliser des intermédiaires tels que les institutions de microfinance. Le regroupement de projets dans un fonds ou le recours à des intermédiaires facilite la participation des investisseurs privés, car ils

peuvent justifier les coûts de transaction pour une opération de plus grande envergure. Le financement peut également cibler les PME dirigées par des femmes afin de remédier aux déséquilibres entre les sexes dans l'accès au financement. Les mesures visant à améliorer l'accès au financement sont examinées plus en détail à la section 3.

L'Alliance de la Ferme au Marché rassemble des partenaires de tous les secteurs pour révolutionner les services de vulgarisation et apporter un soutien aux agriculteurs et aux PME.¹⁰⁶ (Voir 18 dans le Catalogue d'études de cas.)

- **Les donateurs internationaux peuvent investir dans l'assistance technique aux PME** pour leur donner les moyens de se développer et d'attirer des investissements commerciaux. Les initiatives de capital-risque comme AgDevCo peuvent maximiser leur impact en fournissant une assistance technique aux entrepreneurs en plus des subventions et des prêts. Des initiatives comme le Fonds pour le financement agricole au Nigeria (FAFIN) peuvent être reproduites et mises à l'échelle.

Façonner la demande de produits durables et nutritifs

- **Les gouvernements nationaux peuvent introduire et appliquer l'enrichissement obligatoire en micronutriments** pour améliorer la qualité nutritionnelle des aliments de base.
- **Les gouvernements nationaux peuvent établir des directives diététiques et investir dans des programmes d'éducation nutritionnelle dans les écoles et dans la commercialisation d'aliments sains et abordables pour les plus démunis** afin d'aider les gens à faire des choix plus sains et plus écologiques.
- **Les marques alimentaires et les détaillants peuvent repenser leurs campagnes de produits et de marketing** afin d'influencer et de répondre à la demande des consommateurs pour des produits sains et indigènes. Par exemple, l'Alliance mondiale pour l'amélioration de la nutrition (GAIN) aide les PME à développer des gammes d'aliments nutritifs au Kenya, au Mozambique et en Tanzanie par le biais de son programme « Marketplace for Nutritious Foods ».¹⁰⁷ (Voir 19 dans le Catalogue d'études de cas.)

L'entreprise sociale Africa Improved Foods (AIF) développe des aliments nutritifs produits localement au Rwanda pour lutter contre le retard de croissance et la malnutrition, créer des emplois et améliorer la valeur des exportations du pays. L'entreprise intégrée verticalement s'approvisionne et transporte le maïs et le soja des agriculteurs jusqu'à son usine, où elle transforme les grains en produits de porridge enrichis, pour distribution sur les principaux marchés et dans le cadre de contrats avec ses partenaires gouvernementaux et de développement. (Voir 20 dans le Catalogue d'études de cas)

- **Les organisations de la société civile et les communautés peuvent plaider en faveur de systèmes alimentaires qui soutiennent la production durable et donnent la priorité aux produits nutritifs** pour faire pression sur les gouvernements et accélérer les actions. Les plateformes d'engagement communautaire peuvent créer un espace de partage d'idées entre les groupes sociaux et les secteurs..

« Sustainable Diets for All » est un programme de plaidoyer mené par Hivos et l'Institut international pour l'environnement et le développement (IIED), qui aide les organisations de la société civile et les communautés à faible revenu à plaider pour une meilleure production, un meilleur commerce et une meilleure consommation alimentaire. (Voir 21 dans le Catalogue d'études de cas.)

Augmenter le commerce intra-régional

- **Les gouvernements nationaux peuvent éliminer les barrières commerciales intra-régionales** pour accroître les débouchés sur le marché intérieur et améliorer la sécurité alimentaire globale. Les gouvernements peuvent supprimer les barrières tarifaires et non tarifaires, par exemple en remédiant aux faiblesses des infrastructures, en supprimant les interdictions d'importation et d'exportation et en réformant les règles restrictives concernant l'origine des marchandises. En outre, les gouvernements peuvent réduire l'ingérence dans les prix des produits de base qui peut entraîner une plus grande volatilité des prix en Afrique subsaharienne que dans les autres régions.¹⁰⁸



Transition critique 3:

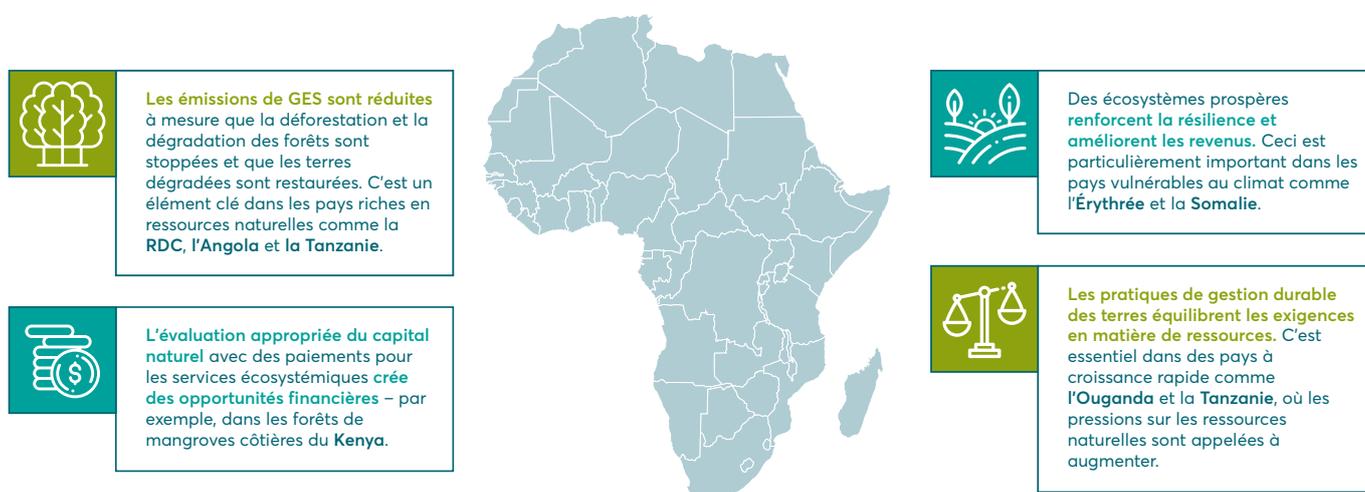
Travailler à l'échelle du paysage pour préserver et faire croître le capital naturel

L'Afrique subsaharienne est plus dépendante de son capital naturel que ce n'est le cas presque partout ailleurs dans le monde. Cette transition critique contribuerait à réduire les coûts cachés liés aux émissions de gaz à effet de serre et à la dégradation du capital naturel, qui dépassent 400 milliards USD¹⁰⁹, et permettrait de dégager 120 milliards USD en opportunités commerciales liées aux services des écosystèmes forestiers et de restaurer des terres dégradées, comme indiqué à la Section 1. Une étude récente sur les possibilités de restauration à l'échelle mondiale dans les forêts tropicales humides a montré que les six pays ayant à la fois la plus grande faisabilité de restauration et les plus grands avantages potentiels pour l'environnement, l'économie et le bien-être humain étaient tous situés en Afrique : Rwanda, Ouganda, Burundi, Togo, Soudan du Sud et Madagascar.¹¹⁰ Le capital naturel représente plus d'un tiers de la richesse totale.¹¹¹ Plus de 70 pour cent de la population de la région dépendent des forêts et des terres boisées pour leur subsistance.¹¹²

Le passage à une approche de gestion du capital naturel à l'échelle du paysage implique la conservation et la restauration des écosystèmes naturels et des services qu'ils fournissent au-delà de la ferme, grâce à des efforts collectifs avec les organisations et les communautés qui en dépendent. Une telle transition permet de faire face aux compromis régionaux et mondiaux potentiels, par exemple en équilibrant la nécessité d'atténuer les changements climatiques et de protéger les forêts contre les avantages de la production agricole locale. (Voir Annexe 10.) Pour ce faire, il faut des politiques, des stratégies et des pratiques qui mettent fin au déboisement et à la dégradation du capital naturel, restaurent les terres et les zones côtières dégradées, et améliorent aussi les moyens de subsistance. Une transition prudente sera particulièrement importante dans les pays à forte couverture forestière - dont la RDC, l'Angola et la Zambie - et à croissance démographique rapide, comme le Rwanda et le Burundi, où la pression sur les ressources naturelles sera intense

ANNEXE 10

Principaux aspects de la Transition critique 3



Une telle transition dans toute la région entraînerait:

- **Une capacité améliorée à atténuer les changements climatiques.** La modélisation pour ce rapport montre que l'arrêt du déboisement et des pertes plus importantes de capital naturel en général pourrait réduire les émissions annuelles prévues de l'Afrique subsaharienne en 2050 de 2 000 MtCO₂e par rapport aux prévisions actuelles et générer des revenus grâce aux marchés internationaux du carbone, particulièrement dans les pays où de grandes surfaces forestières subsistent.¹¹³
- **Réduire les émissions de GES par la restauration des terres dégradées.** Plus des deux tiers des terres productives de l'Afrique subsaharienne sont dégradées,¹¹⁴ ce qui compromet la capacité de séquestration du carbone et mine la subsistance d'au moins 450 millions de personnes.¹¹⁵ Un programme de boisement concerté d'ici 2050 pourrait permettre de séquestrer plus de 450 MtCO₂e par an d'ici 2050.¹¹⁶

L'Initiative de restauration des paysages forestiers africains (AFR100) est une initiative nationale visant à restaurer 100 millions d'hectares de terres en Afrique d'ici 2030. A ce jour, 27 pays se sont engagés à restaurer 111 millions d'hectares. Plus de 1 milliard USD en financement du développement et 545 millions USD en investissements privés ont été promis pour soutenir ces efforts.¹¹⁷ (Voir 22 dans le Catalogue d'études de cas.)

- **Évaluation appropriée du capital naturel avec paiement des services écosystémiques.** Les forêts constituent un atout économique essentiel, puisqu'elles contribuent à hauteur de 6 % au PIB de la région.¹¹⁸ Leur protection est une opportunité particulièrement intéressante dans les pays à forte densité forestière comme le Gabon, la République du Congo et la Guinée-Bissau. Accroître l'accès aux marchés du carbone et des crédits compensatoires représente un moyen d'accroître la protection des forêts. Les nouveaux modèles d'affaires qui créent de la valeur autour de la restauration des terres et de la foresterie en sont un autre.

Le Véhicule forestier des petits exploitants cherche à permettre aux investissements privés dans le secteur forestier des petits exploitants en Afrique de restaurer 15 000 hectares de terres dégradées. Cela permettrait à 50 000 ménages agricoles d'épargner 1 500 USD par an grâce à une meilleure résistance au climat.¹¹⁹ (Voir 23 dans le Catalogue d'études de cas.)

La société de capital-investissement Criterion Africa Partners (CAP) investit dans l'industrie forestière durable en Afrique subsaharienne. Par l'intermédiaire de deux fonds qui gèrent ensemble un actif de 242 millions USD, CAP investit tout au long de la chaîne de valeur pour améliorer la santé des forêts et favoriser un développement social positif tout en générant des rendements.

Les villages situés le long de la côte sud du Kenya ont gagné de l'argent sur les marchés du carbone en gérant et en restaurant durablement les forêts de mangroves. En outre, la disponibilité à long terme du bois de mangrove a été sécurisée et l'écotourisme est florissant.¹²⁰ (Voir 24 dans le Catalogue d'études de cas.)

- **Enfin, la protection et la régénération du capital naturel constituent une occasion clé de renforcer la résilience de la région au changement climatique face à l'augmentation des impacts.** Le bon fonctionnement des écosystèmes peut contribuer à réguler le climat et les cycles de l'eau, et à réduire les risques d'inondation, de sécheresse et d'érosion des sols, qui devraient augmenter avec le changement climatique. Les investissements ciblés sur le climat sont essentiels pour atténuer les risques de famine, de conflit et de migration non gérée, comme cela a été le cas récemment en Somalie et en Érythrée. Il est essentiel de mettre un terme à la déforestation et de promouvoir le reboisement pour restaurer les terres, renforcer la résilience et améliorer les moyens de subsistance.

L'Initiative « The Great Green Wall » vise à restaurer 100 millions d'hectares de terres dégradées dans la région du Sahel. Le projet vise à créer 10 millions d'emplois dans les zones rurales, à assurer la sécurité alimentaire de 20 millions de personnes, à accroître la résistance au changement climatique et à séquestrer 250 millions de tonnes de carbone d'ici 2030.¹²¹ De cette façon, elle augmenterait considérablement la stabilité et réduirait les niveaux de migration prévus. (Voir 25 dans le Catalogue d'études de cas.)

Investir dans cette transition critique

Les investissements nécessaires pour protéger et régénérer le capital naturel de l'Afrique subsaharienne sont estimés à 5-9 milliards USD par an d'ici 2030. La grande majorité de cet investissement appuierait la restauration des forêts de la région, y compris les tourbières. Des investissements supplémentaires permettraient de soutenir la conservation des forêts et des mangroves. Ces investissements aideraient à sécuriser les aires protégées pour que la faune et la flore sauvages prospèrent dans la région et procureraient des avantages écologiques et économiques vitaux aux collectivités voisines, ce qui, selon d'autres études, pourrait coûter entre 1,2 et 2,4 milliards USD chaque année.¹²²

Obstacles

Malgré l'importance du prix, les barrières suivantes signifient que le capital naturel continue de s'épuiser à un rythme alarmant en Afrique subsaharienne.

Des changements rapides dans la demande. La croissance démographique exerce une pression croissante sur les ressources à mesure que la demande de nourriture, de carburant et de terres augmente. L'urbanisation non gérée complique la tâche des planificateurs de l'aménagement du territoire et de l'utilisation de l'eau pour équilibrer les demandes en ressources et fournir les infrastructures et services essentiels aux populations en migration.

La dépendance énergétique à l'égard du bois de feu est un facteur clé de la déforestation et de la dégradation des terres. En l'absence de sources d'énergie de substitution, 90 % de la population de l'Afrique subsaharienne dépend du bois de feu et du charbon de bois comme principale source d'approvisionnement énergétique domestique.¹²³ La croissance démographique et l'urbanisation entraînent une augmentation de la demande d'énergie, ce qui accroît la pression sur les forêts en tant que source de bois de chauffage. Chaque augmentation de 1 pour cent de l'urbanisation peut augmenter la consommation de charbon de bois de 14 pour cent.¹²⁴

La demande de compensations sur les marchés mondiaux du carbone en croissance demeure faible. Malgré la croissance des marchés mondiaux du carbone, la demande d'unités de réduction certifiée des émissions (URCE, crédits pour la réduction des émissions mondiales de carbone) est faible. Sur les 57 initiatives de fixation du prix du carbone mises en œuvre et dont la mise en œuvre est prévue, six seulement comportent des dispositions permettant l'utilisation éventuelle de crédits internationaux qui pourraient commencer à être versés à des projets de réduction des émissions en Afrique subsaharienne.¹²⁵ Pour ajouter à cette incertitude, lors de la récente COP24 en Pologne, aucune décision n'a pu être prise sur l'avenir des accords relatifs à l'émission de crédits globaux d'atténuation, ce qui a encore retardé les augmentations possibles de la demande.¹²⁶ Cela signifie que les mécanismes de paiement à grande échelle pour le potentiel de stockage du carbone dans les forêts et les sols de l'Afrique subsaharienne sont encore loin d'être au point.

Les contraintes institutionnelles affaiblissent la capacité de gérer durablement la demande de ressources naturelles. De nombreux pays ne disposent pas des arrangements institutionnels nécessaires pour soutenir une planification intégrée de l'utilisation des terres et de l'eau. Cela signifie que les ressources ne sont pas gérées efficacement de manière à éviter les conflits et à maximiser les gains de productivité agricole, d'environnement, de nutrition et de subsistance. L'absence de données complètes, fiables et à jour compromet également la capacité de nombreux pays à élaborer des plans d'utilisation des terres et de l'eau fondés sur des données probantes. Par exemple, 57 pour cent des pays d'Afrique tropicale avaient une capacité « limitée » ou « faible » de suivre l'évolution de la superficie forestière en 2010.¹²⁷

Les accords commerciaux non durables imposent des exigences supplémentaires aux systèmes de gestion des terres. Les transactions foncières qui couvrent 56 millions d'hectares de terres en Afrique subsaharienne (soit trois fois la superficie couverte par les transactions foncières en Asie) doivent être gérées avec soin pour éviter que l'augmentation de la demande de terres n'entraîne une dégradation du capital naturel.¹²⁸

La faiblesse des capacités au niveau local signifie que les décisions ne se traduisent pas de manière fiable en actions. Une faible coordination interministérielle, une formation limitée, des budgets serrés et l'absence de participation des communautés à la prise de décision au niveau des collectivités locales peuvent compromettre la mise en œuvre des plans d'utilisation des terres et de l'eau et d'autres interventions. En outre, la faiblesse de la gouvernance et l'obsolescence de la réglementation font que le capital naturel n'est pas protégé efficacement. Seulement 14 pour cent des terres terrestres sont sous protection en RDC, malgré l'importance mondiale des forêts qui couvrent un peu moins de 70 pour cent du pays.¹²⁹ Même à l'intérieur des aires protégées, la faiblesse de la gouvernance et la mise en œuvre partielle des lois et des politiques signifient que de grandes parties sont encore détruites. Sept des 23 espaces protégés de la Côte d'Ivoire ont été entièrement transformés en production cacaoyère.¹³⁰ Parallèlement, le commerce illicite des ressources naturelles coûte au continent africain environ 120 milliards USD par an, soit 7 % du PIB.¹³¹

Actions clés

Que peuvent faire les acteurs économiques pour encourager cette transition critique? Les actions clés visant à surmonter les obstacles et à mettre en œuvre une gestion durable des terres à grande échelle exigent une orientation de haut niveau par le biais d'une planification fondée sur des données probantes et d'engagements de la part de l'entreprise, associés à un engagement sur le terrain par les gouvernements locaux et les dirigeants communautaires.

Institutionnaliser la planification de l'utilisation des terres et de l'eau

- **Les gouvernements nationaux peuvent institutionnaliser une planification holistique de l'utilisation des terres et de l'eau fondée sur des données probantes** pour équilibrer les demandes de terres et de ressources naturelles en Afrique subsaharienne et à l'étranger, promouvoir l'augmentation de la productivité agricole et renforcer la résistance. La priorité accordée aux cultures en fonction de leur qualité nutritionnelle, de leur potentiel de rendement, de leur résistance au changement climatique et de leur utilité pour les communautés locales permettra de répondre à la demande alimentaire croissante face à l'impact du changement climatique sur la productivité agricole. L'identification de zones à haute valeur de conservation permettra aux pays de maximiser l'impact des zones protégées et de conservation. Les gouvernements peuvent utiliser le Cadre et les Lignes directrices pour la gouvernance foncière en Afrique et les Lignes directrices pour les investissements fonciers à grande échelle pour éclairer la planification.
- **Les gouvernements nationaux peuvent collaborer à la planification transnationale de l'utilisation des terres et de l'eau lorsque cela est nécessaire** pour gérer les ressources partagées. Par exemple, les gouvernements du Sénégal, de la Mauritanie et du Mali ont mis en place un ensemble d'institutions et d'accords de planification pour distribuer équitablement les bénéfices du fleuve Sénégal à tous.¹³² (Voir 26 dans le Catalogue d'études de cas.)
- **Les gouvernements nationaux peuvent intégrer les accords commerciaux dans la planification de l'utilisation des terres et de l'eau** pour maximiser les avantages de l'augmentation des investissements étrangers et veiller à ce qu'ils ne compromettent pas les paysages de la région et sa stabilité à long terme.
- **Les gouvernements nationaux, les entreprises, la société civile et les instituts de recherche peuvent travailler ensemble pour améliorer la disponibilité des données** afin de soutenir une planification de l'utilisation des terres et de l'eau fondée sur des données probantes. L'amélioration des données est essentielle pour s'assurer que les plans répondent aux conditions sur le terrain, en maximisant leur impact et en assurant leur viabilité à long terme.

Étendre et faire respecter les espaces protégés

- **Les gouvernements nationaux peuvent étendre les espaces protégés à l'ensemble des forêts primaires et autres écosystèmes précieux** pour prévenir de nouvelles pertes irréversibles. Au minimum, les gouvernements et les partenaires d'Afrique subsaharienne peuvent s'engager à atteindre les objectifs fixés dans les Objectifs de biodiversité d'Aichi pour protéger au moins 17 pour cent des eaux terrestres et intérieures et 10 pour cent des zones côtières et marines.¹³³ Pour l'avenir, les gouvernements peuvent s'engager à atteindre les objectifs plus ambitieux du Cadre mondial pour la biodiversité, à savoir conserver 30 pour cent de toutes les eaux terrestres et intérieures et 30 pour cent des océans d'ici 2030.¹³⁴
- **Les gouvernements nationaux peuvent interdire des pratiques non durables comme le déboisement des forêts primaires et les pratiques minières illégales** pour décourager les entreprises et les particuliers de s'étendre dans les forêts.

-
- **Les institutions internationales et les entreprises multinationales peuvent s'engager à investir davantage dans la protection et la restauration du capital naturel.** Des investissements additionnels pourraient appuyer les systèmes de gestion et de surveillance qui tirent parti de la technologie aux côtés de la police et des forces de l'ordre. Par exemple, le gouvernement éthiopien s'est engagé à restaurer 22 millions d'hectares de forêt, soit un sixième du pays.¹³⁵ (Voir 27 dans le Catalogue d'études de cas.)
 - **Les entreprises, les gouvernements et les entrepreneurs peuvent augmenter leurs investissements dans la R&D et le développement de projets en phase de démarrage afin d'accélérer les solutions technologiques nouvelles et rentables qui permettent la restauration, à partir des technologies cocons qui soutiennent la plantation des arbres aux technologies des drone utilisés par BioCarbon Engineering pour la plantation des arbres dans des régions éloignées.** (Voir 28 dans le Catalogue d'études de cas.)

Renforcer les capacités et la responsabilisation sur le terrain

- **Les gouvernements nationaux peuvent renforcer les capacités aux niveaux local et régional** pour traduire la gestion durable des paysages en action. Il s'agit notamment de mettre en place des mécanismes pour renforcer la collaboration entre les services, d'élargir les budgets et d'accroître les pouvoirs des autorités locales pour faire respecter les règles, faire des investissements et gérer les programmes de conservation et de restauration.
- **Les gouvernements nationaux et locaux peuvent faire participer les communautés rurales à la planification de l'utilisation des terres et de l'eau** pour s'assurer que les politiques et les stratégies tiennent compte des réalités sur le terrain et garantissent l'adhésion des populations locales.
- **Les entreprises et la société civile peuvent déployer des technologies pour accroître la transparence dans les chaînes d'approvisionnement internationales et locales** afin d'identifier et de combattre les pratiques illégales et non durables et de superviser les progrès accomplis. Cela contribuerait également à renforcer la confiance des consommateurs et à réduire les risques liés à la chaîne de valeur.
- **Les gouvernements nationaux peuvent introduire des réglementations concernant l'utilisation et l'entretien durables des infrastructures** pour améliorer l'efficacité économique et environnementale d'interventions comme l'irrigation et prévenir l'épuisement et la dégradation des ressources.

S'associer et innover pour accroître l'investissement dans les paysages durables

- **Les gouvernements à l'intérieur et à l'extérieur de l'Afrique subsaharienne peuvent élaborer des paiements pour des programmes de services écosystémiques** afin de fixer le prix de la protection et de la gestion du capital naturel et créer des mécanismes permettant aux bénéficiaires de payer. Les modèles comprennent les paiements pour les services écosystémiques, les modèles de financement de la conservation comme les crédits de carbone et de résilience, les échanges de dette contre nature et les frais d'utilisation du tourisme.
- **Les concepteurs de projets et les gouvernements des pays peuvent se tourner vers l'évolution des marchés de carbone mondiaux volontaires et obligatoires comme moyen d'accroître les investissements dans les projets de réduction du carbone.** Bien que le marché international de la compensation demeure très incertain, des exemples prometteurs se profilent à l'horizon - par exemple, le Système de compensation et de réduction des émissions de carbone pour l'aviation internationale (CORSIA), qui est une approche de réduction des émissions pour l'industrie aérienne mondiale, élaborée par l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI). CORSIA devrait créer une demande d'environ 3 GtCO₂ entre 2020 et 2035, ce qui donne à penser que le secteur de l'aviation pourrait devenir la principale source de demande de crédits internationaux de réduction des émissions au cours de la prochaine décennie.¹³⁶

-
- **Les institutions de financement du développement peuvent accroître la proportion du financement destiné à l'atténuation du changement climatique qui va aux systèmes d'alimentation et d'utilisation des terres en Afrique subsaharienne** pour tirer parti des forêts de la région comme moyen de séquestrer le carbone. Aujourd'hui, moins de 2 pour cent du financement mondial destiné à l'atténuation du changement climatique - environ 300 millions USD par an - vont aux systèmes alimentaires et à l'utilisation des terres en Afrique subsaharienne.¹³⁷ L'augmentation de cette part représente une énorme opportunité de protéger et de régénérer le capital naturel dans la région.
 - **Les institutions de financement du développement peuvent accroître la proportion du financement de l'adaptation au changement climatique qui va aux systèmes d'alimentation et d'utilisation des terres de l'Afrique subsaharienne**, en reconnaissant l'importance de la prospérité des écosystèmes et des infrastructures pour la stabilité et la résilience de la région. Un peu plus d'un quart des flux financiers mondiaux destinés à l'adaptation au changement climatique vont chaque année à l'Afrique subsaharienne, dont 1,7 milliard USD vont aux systèmes alimentaires et à l'utilisation des terres. Cela malgré les prévisions selon lesquelles les pays de la région seront parmi les plus durement touchés par le changement climatique dans le monde.¹³⁸
 - **Les acteurs des secteurs public et privé peuvent s'associer pour élaborer des modèles commerciaux novateurs et durables** afin d'intégrer la conservation et la régénération du capital naturel dans le secteur de l'alimentation et de l'utilisation des terres. Par exemple, GIZ et Technoserve travaillent au développement de chaînes de valeur pour le café forestier de grande valeur en Éthiopie qui équipent et incitent les agriculteurs à conserver les forêts. Du côté de la production, GIZ travaille avec des syndicats coopératifs pour former les agriculteurs aux pratiques de récolte et construire des stations de séchage et des lits de séchage centralisés. Du côté de la consommation, le partenariat développe des marques de café éthiopiennes internationalement reconnues pour catalyser la demande.¹³⁹
 - **Les investisseurs peuvent participer aux efforts de conservation et de régénération par le biais d'instruments tels que les fonds de développement et d'impact** qui regroupent des projets à petite échelle. Par exemple, le Africa Tree Fund encourage les organisations forestières et les agriculteurs à planter des millions d'arbres à usage commercial en leur fournissant un financement abordable. La modélisation du portefeuille suggère aux investisseurs un TRI brut du fonds de 5 pour cent après pertes. (Voir 29 dans le Catalogue d'études de cas.)

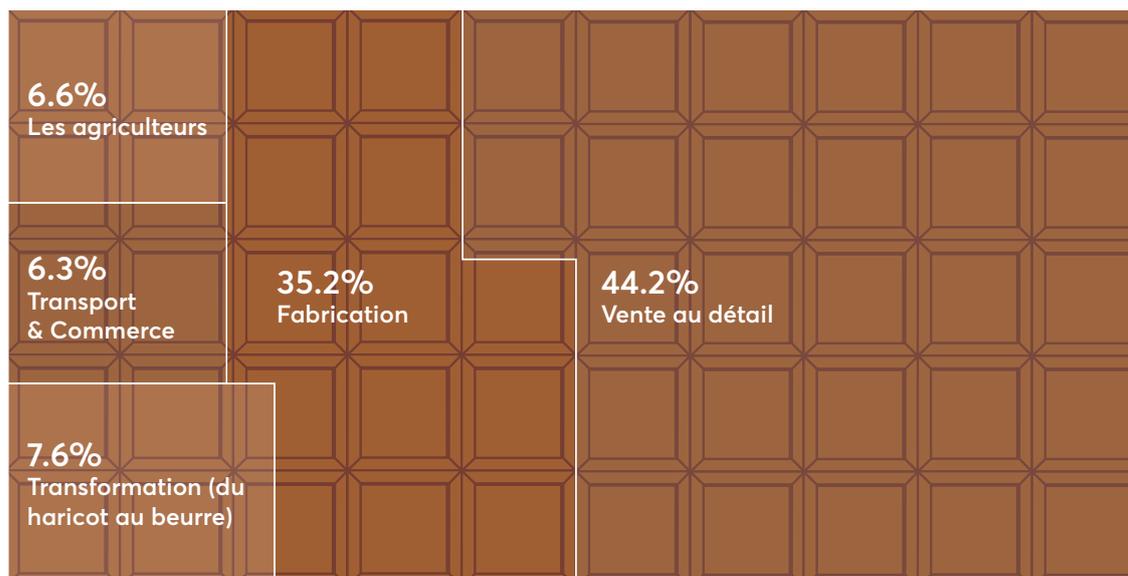


Transition critique 4:

Tirer profit des droits égaux

S'attaquer à l'inégalité du secteur de l'alimentation et de l'utilisation des terres est l'une des stratégies les plus prometteuses pour améliorer les moyens d'existence, accroître la productivité agricole et maximiser les avantages tirés du commerce international. Les taux élevés d'inégalité privent de nombreux moyens d'existence décents dans la région. Comme le montre la section 1, il est possible de réduire les coûts cachés annuels de 80 milliards USD liés à la pauvreté rurale. Parmi ceux qui vivent dans la pauvreté multidimensionnelle (privés de santé, d'éducation et de niveau de vie), 86 pour cent sont des habitants des zones rurales, dont la majorité tirent leur subsistance de l'agriculture.¹⁴⁰ Les producteurs de cacao en Côte d'Ivoire et au Ghana gagnent entre 0,50 et 0,84 USD par jour ¹⁴¹ malgré une production cumulée de 60 pour cent de cacao pour une industrie du chocolat de 50 milliards USD/an.¹⁴² (Voir Annexe 11.)

Part dans la chaîne de valeur de la production de chocolat

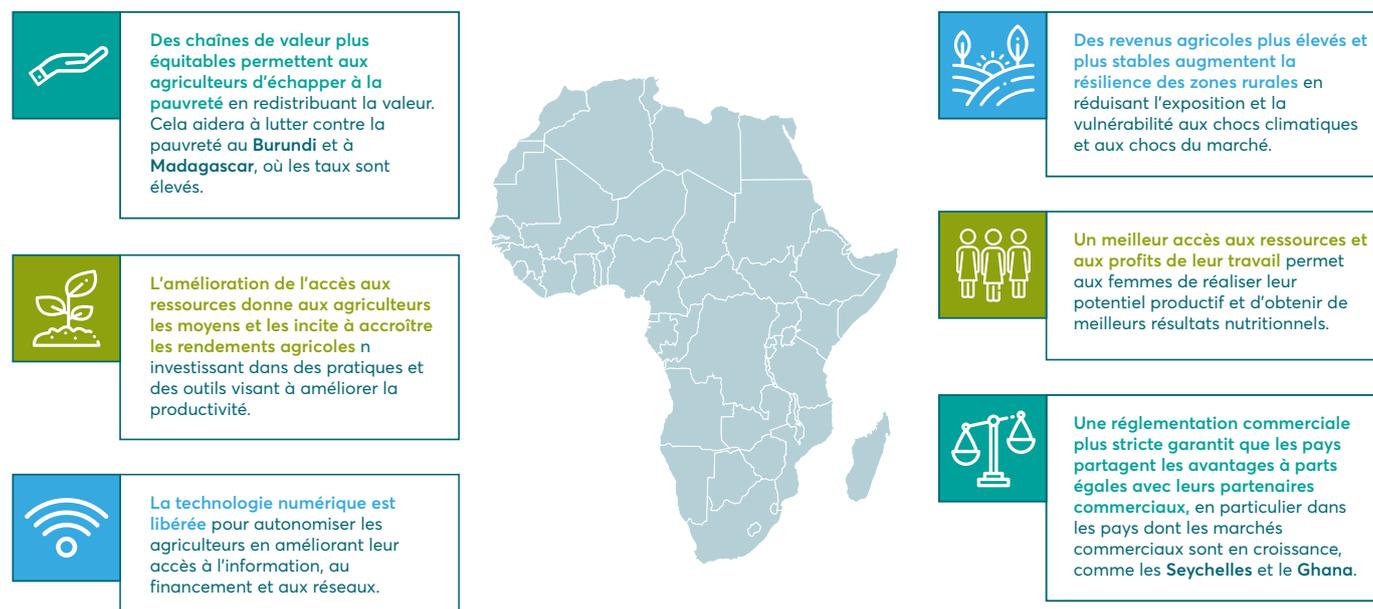


Source: Cocoa Barometer. (2015) Cocoa Barometer 2015. Available online at: http://www.cocoabarometer.org/Cocoa_Barometer/Download_files/Cocoa%20Barometer%202015%20.pdf

Une transition vers des systèmes d'alimentation et d'utilisation des terres égaux et inclusifs exigera des efforts sur de multiples fronts pour adresser les inégalités actuelles. Une telle transition verrait les agriculteurs capturer une part accrue de la valeur générée par leurs produits, récoltant les bénéfices d'une production agricole accrue et de marchés plus forts émergeant dans des pays comme le Ghana. Elle garantirait aux femmes un accès égal aux ressources, y compris la propriété, le financement et l'éducation, afin qu'elles puissent réaliser leur plein potentiel productif et soutenir les résultats nutritionnels et sanitaires. Cette transition s'attaque également à l'inégalité entre les acteurs de l'alimentation et de l'utilisation des terres en Afrique subsaharienne et leurs partenaires à l'étranger, ce qui accroît les avantages de la participation aux marchés internationaux. (Voir Annexe 12.)

ANNEXE 12

Principaux aspects de la Transition critique 4



Une telle transition dans toute la région entraînerait

- **Une résilience accrue aux chocs climatiques et aux changements de marché au niveau des agriculteurs.** Aujourd'hui, les agriculteurs supportent des risques disproportionnés par rapport aux autres acteurs de la chaîne de valeur car leurs revenus dépendent entièrement de leurs cultures. C'est particulièrement vrai en République centrafricaine, où l'importance économique de la nourriture et de l'utilisation des terres est élevée. Les récoltes peuvent être détruites par une inondation ou une sécheresse ou rendues sans valeur en cas de chute des prix. Cette transition se traduirait par un recours accru à des modèles financiers et contractuels qui aideraient les agriculteurs à gérer leurs risques : une assurance abordable et des contrats à long terme qui garantissent une certaine stabilité des prix. Aider les agriculteurs à diversifier leurs revenus dans d'autres cultures ou activités peut également les aider à atténuer les risques.
- **Des revenus plus élevés et des emplois supplémentaires.** Dans le cadre d'une transition vers des systèmes égaux et inclusifs, les agriculteurs auraient la possibilité de s'engager dans des activités agricoles en dehors de la ferme.

Le fournisseur de vanille Symrise a récemment créé une usine d'extraction de vanille dans la région pauvre de la Sava à Madagascar, ce qui a permis de créer 200 emplois dans les usines et d'améliorer les moyens de subsistance de l'économie locale. En tant que fournisseur de vanille de l'agrobusiness international Unilever, l'entreprise représente un lien essentiel entre les agriculteurs et la demande massive. La région bénéficie également de l'engagement d'Unilever dans des efforts plus larges pour soutenir les communautés agricoles.¹⁴³ (Voir 30 dans le Catalogue d'études de cas.)

- **Des innovations technologiques qui responsabilisent les agriculteurs.** La technologie numérique fournirait aux agriculteurs des informations sur les marchés afin de s'assurer qu'ils obtiennent des prix équitables pour leurs produits, des connexions avec les négociants, les investisseurs potentiels et d'autres agriculteurs pour améliorer l'accès aux marchés et élargir les possibilités d'intensifier leurs activités..

Annona utilise la technologie Blockchain pour connecter les agriculteurs aux importateurs et aux exportateurs, accompagnée d'une transparence totale sur les prix et la déclaration des profits et des pertes par SMS. Les entreprises agroalimentaires peuvent utiliser la plateforme pour intégrer et coordonner les agriculteurs, vérifier les coûts, suivre l'approvisionnement et les paramètres de qualité et gérer les paiements.¹⁴⁴

- **Participation formelle accrue des femmes à l'économie de l'alimentation et de l'utilisation des terres, ce qui se traduit par une productivité agricole, des résultats nutritionnels et des niveaux de croissance économique plus élevés.** Si les femmes avaient un accès égal aux ressources et pouvaient contribuer pleinement au secteur, l'impact positif sur les taux de productivité réduirait le nombre de personnes sous-alimentées en Afrique subsaharienne de 100 à 150 millions.¹⁴⁵ Ces améliorations ont d'autant plus d'impact que les femmes jouent un rôle dans l'organisation et la préparation des repas à la maison. Une transition vers des droits plus égaux pour les hommes et les femmes se traduirait par un meilleur accès aux ressources, à la terre et aux profits de leur travail et par une meilleure gestion des revenus des ménages.

Entreprise sociale ghanéenne, Naasakle s'approvisionne et transforme des noix de karité auprès de plus de 5 000 femmes cueilleuses, en les payant jusqu'à 25 pour cent de plus que le prix payé par les intermédiaires et négociants.¹⁴⁶ (Voir 31 dans le Catalogue d'études de cas.)

- **Les femmes ont accès à une éducation de qualité et suivent une formation en agriculture et en gestion d'entreprise.** Cela leur permettrait de bénéficier des innovations numériques qui offrent des informations sur les cultures, les prévisions météorologiques, les prix du marché et plus encore. Aujourd'hui, plus de la moitié des femmes de plus de 15 ans sont analphabètes, contre 30 pour cent des hommes.¹⁴⁷ Investir dans l'éducation et le développement des femmes leur permettrait de devenir des entrepreneuses productives et des chefs de file dans le secteur.
- **Renforcement de la réglementation sur les échanges commerciaux.** Cela contribuerait à équilibrer les dépenses d'importation et d'exportation, tout en améliorant la sécurité sanitaire des aliments et les niveaux nutritionnels. Il est essentiel de veiller à ce que les termes de l'accord commercial ne favorisent pas de manière disproportionnée les partenaires extérieurs à la région. Renforcer la réglementation, accroître la transparence des prix et améliorer l'information sur la valeur nutritive des produits alimentaires permettrait aux gouvernements et aux consommateurs de faire des choix plus éclairés en ce qui concerne les produits qu'ils importent, y compris les prix.

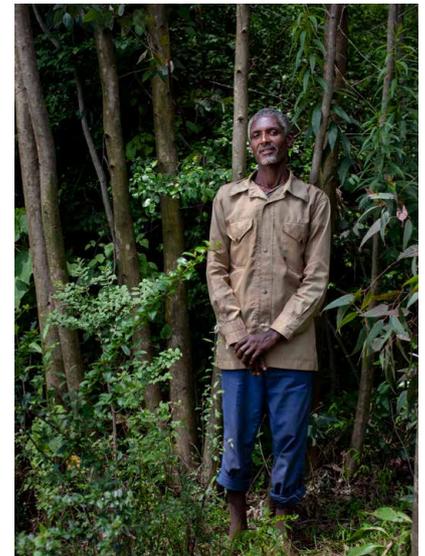
-
- **Appui accru aux négociateurs de l'Afrique subsaharienne dans le cadre des accords commerciaux.** Cela garantirait que le commerce international offre des avantages égaux aux pays de la région et aux partenaires étrangers. L'amélioration de l'accès à l'information, la formation à la négociation et le renforcement de la réglementation peuvent aider les négociateurs de la région à obtenir des conditions commerciales équitables, notamment en ce qui concerne les brevets sur les produits autochtones.

Un tel effort aurait pu empêcher les négociateurs éthiopiens d'accepter d'accorder un brevet européen pour le tef - l'une des principales cultures de base du pays - à une entreprise néerlandaise, ce qui limite la capacité du pays à bénéficier de la popularité croissante de cette culture à l'étranger.¹⁴⁸ (Voir 32 dans le Catalogue d'études de cas.)

Obstacles

S'attaquer à l'inégalité en Afrique subsaharienne représente une énorme opportunité. Cependant, les obstacles suivants se dressent sur le chemin:

- **Les défaillances du marché signifient que les agriculteurs assument un fardeau disproportionné de risque avec les rendements les plus faibles,** les enfermant dans la pauvreté et limitant leur capacité de croissance. Il s'agit notamment de l'absence de contrats à long terme, de prix normalisés et d'accès à l'information sur les conditions du marché. Cela entrave leur pouvoir de négociation et les empêche d'accéder à un revenu stable et prospère.
- **La faiblesse de la gouvernance et le manque de transparence réduisent la responsabilité dans les chaînes de valeur.** De nombreux pays d'Afrique subsaharienne n'ont pas de réglementation claire concernant les conditions de travail ou la capacité de les appliquer de manière impartiale. Cela signifie que les abus se poursuivent, y compris les taux élevés de pauvreté, d'inégalité entre les sexes, de travail infantile et d'esclavage. Malgré les engagements pris en matière de transparence et de traçabilité, les chaînes de valeur internationales des produits de base restent largement impénétrables.
- **Les normes sociales enracinent l'inégalité.** Même lorsque les droits légaux ou autres sont garantis, les normes religieuses et culturelles concernant les droits et les rôles des femmes peuvent empêcher leur application effective. De nombreuses femmes ne peuvent obtenir l'accès à la terre que par l'intermédiaire de leur mari et les normes sociales leur imposent souvent de ne pas gérer l'argent qu'elles gagnent, ce qui réduit leur capacité à tirer profit de leur travail et à gérer leurs revenus. En outre, en défiant les pratiques traditionnelles, les programmes et les politiques visant à autonomiser les femmes - par exemple, l'octroi de titres fonciers - peuvent, par inadvertance, les exposer à des représailles violentes..
- **La sous-représentation des groupes minoritaires - y compris les femmes, les jeunes, les groupes autochtones et les communautés à faible revenu occupant des postes officiels** - réduit leurs possibilités de partager leurs points de vue et de s'autonomiser mutuellement. Les services de vulgarisation sous-financés ont une portée limitée et n'intègrent souvent pas les droits des groupes minoritaires. De manière plus générale, beaucoup moins de membres de groupes défavorisés occupent des positions de premier plan dans les systèmes d'alimentation et d'utilisation des terres, qu'il s'agisse de décideurs politiques, de dirigeants agro-industriels, de réseaux d'agriculteurs ou de dirigeants communautaires.
- **La faiblesse de la réglementation, de la transparence et de la formation en matière de commerce** accroît la vulnérabilité des pays d'Afrique subsaharienne aux accords commerciaux d'exploitation et aux investissements étrangers non viables. Il s'agit là d'un défi particulier pour les petits opérateurs de la région qui manquent d'expérience commerciale et de pouvoir de négociation. Les contrats entre ces producteurs et négociants peuvent bénéficier de manière disproportionnée les investisseurs étrangers.



Actions clés

Que peuvent faire les acteurs économiques pour encourager cette transition critique? Ils doivent s'attaquer aux défaillances du marché et aux normes sociales qui intègrent l'inégalité dans les chaînes de valeur et dans la société en général. Pour ce faire, il faut s'efforcer d'accroître la transparence et de s'engager auprès des communautés locales. Un ensemble d'actions clés sont décrites ci-dessous.

La réforme foncière et la promotion de la santé sexuelle et reproductive des femmes sont des mesures essentielles. Étant donné leur importance dans de multiples transitions critiques, elles sont abordées à la section 3.

Remédier aux défaillances du marché et aux problèmes structurels des chaînes de valeur des produits de base

- **Les gouvernements nationaux peuvent introduire des réglementations qui réduisent le pouvoir des agro-industries par rapport aux agriculteurs** pour créer des conditions de concurrence équitables et promouvoir la redistribution de la richesse le long de la chaîne de valeur vers les agriculteurs. Il s'agit notamment de s'attaquer au comportement monopolistique, d'imposer un certain degré de responsabilité aux entreprises en ce qui concerne les moyens de subsistance des agriculteurs et d'accroître la transparence en matière de distribution des richesses..
- **Les entreprises peuvent plaider en faveur d'une réglementation gouvernementale sur les chaînes de valeur équitables** afin de créer une « course vers le sommet », récompensant les entreprises qui s'attaquent aux inégalités dans leurs opérations et exerçant des pressions sur celles qui ont des possibilités d'amélioration..
- **La société civile et les agriculteurs peuvent créer des réseaux et des coopératives d'agriculteurs** pour renforcer leur pouvoir de négociation, réaliser des économies d'échelle et partager des informations sur le marché (par exemple sur les prix). Les coopératives agricoles contribuent à améliorer l'accès des agriculteurs aux intrants, à accroître l'efficacité des coûts en améliorant l'accès aux installations de stockage, d'agrégation et de transformation et à renforcer les connexions aux marchés. Ces réseaux peuvent également offrir des formations sur les meilleures pratiques agronomiques, la manutention et les normes après récolte, le financement et la gestion des affaires. En construisant leur propre réseau de soutien, les agriculteurs peuvent renforcer leur position de négociation par rapport aux autres acteurs de la chaîne de valeur.

La Kenya Tea Development Agency (KTDA) aide 550 000 petits producteurs de thé actionnaires à accéder aux intrants, à la vulgarisation agricole et à d'autres services, notamment l'emballage, la distribution, la commercialisation et le financement, afin d'améliorer les revenus et d'accroître le levier dans la chaîne de valeur.¹⁴⁹ (Voir 33 dans le Catalogue d'études de cas.)

S'engager à des prix justes et stables et à de meilleures conditions de paiement pour les travailleurs de la chaîne de valeur

- **Les entreprises peuvent s'engager à conclure des contrats équitables, transparents et à long terme avec les agriculteurs et les autres travailleurs de la chaîne de valeur et verser un salaire minimum vital.** Les entreprises doivent faire preuve de leadership pour remédier aux inégalités dans leurs chaînes de valeur, que ce soit individuellement ou dans le cadre de processus de négociation collective convenus (et contrôlés indépendamment). Dans tous les produits de base - des crevettes au café en passant par les produits laitiers - et dans la plupart des régions, il existe des entreprises qui se sont engagées à conclure des contrats équitables et à long terme avec les agriculteurs.

La société fruitière Blue Skies travaille directement avec les agriculteurs de quatre pays d'Afrique subsaharienne pour leur fournir des salaires décents. La société emploie plus de 4 000 personnes et réalise un chiffre d'affaires annuel de 130 millions USD.¹⁵⁰ (Voir 34 dans le Catalogue d'études de cas.)

Au Malawi, la « Global Living Wage Coalition » travaille avec plus de 35 organisations de la chaîne d'approvisionnement pour garantir un salaire décent aux travailleurs de la chaîne d'approvisionnement du thé dans le cadre du « Malawi Tea 2020 Programme ». Le programme a obtenu l'engagement de onze entreprises acheteuses et détaillants de thé, dont Marks and Spencer, Tesco et Unilever, de créer une industrie du thé au Malawi où les travailleurs gagnent un salaire suffisant et les petits exploitants un revenu suffisant.¹⁵¹ (Voir 35 dans le Catalogue d'études de cas.)

Accroître la transparence et la responsabilisation pour faire en sorte que les inégalités soient détectées et corrigées

- **La société civile peut tirer parti de la technologie pour accroître la transparence et dénoncer les abus dans les chaînes de valeur,** afin d'accroître la pression sur les entreprises pour améliorer les conditions de travail et d'emploi pour tous. Il s'agit notamment de la répartition inéquitable des richesses, de la gestion disproportionnée des risques, de l'esclavage, du travail des enfants et d'autres abus de pouvoir. Cela aidera les entreprises à améliorer et à récompenser ceux qui s'engagent à respecter de meilleures normes.
- **Les entreprises privées et la société civile peuvent s'associer pour accroître la visibilité des moyens de subsistance des agriculteurs** afin de s'assurer qu'ils ont accès à des prix équitables. Les agro-industries peuvent mettre en place des mécanismes pour s'engager directement avec les agriculteurs afin de s'assurer qu'ils reçoivent des prix justes et stables pour leurs produits. Ils peuvent également tirer parti de la technologie pour partager l'information sur les prix et les systèmes de suivi avec les agriculteurs, par exemple par le biais des systèmes de récépissés des entrepôts.

Reconnaître et promouvoir les droits des femmes et leur accès à la propriété, aux finances, à l'éducation et à l'emploi

- **Les gouvernements nationaux et locaux peuvent introduire et mettre en œuvre des lois et des politiques qui reconnaissent les droits de propriété des femmes** pour libérer leur potentiel en tant qu'acteurs productifs dans les systèmes alimentaires et d'utilisation des terres. Avec des droits de propriété sûrs, les femmes auraient un meilleur accès et une plus grande sécurité financière, ce qui leur permettrait de prendre des risques, d'investir dans la terre et de planifier pour l'avenir.

-
- **La société civile et les dirigeants communautaires peuvent s'associer pour promouvoir les droits des femmes et inciter les communautés à les soutenir par le biais de normes sociales et religieuses** qui intègrent l'égalité dans la société et augmentent l'efficacité des politiques, lois et stratégies descendantes.
 - **Les agriculteurs peuvent promouvoir des plateformes et établir des réseaux qui soutiennent les droits des femmes** pour accroître la productivité et améliorer la résilience.
 - **Les investisseurs peuvent rechercher et soutenir les femmes chefs d'entreprise** pour remédier aux inégalités entre les sexes dans l'accès au financement et aider les femmes à développer leurs idées et à stimuler la croissance économique.
 - **Les gouvernements nationaux, les entreprises et les organisations de la société civile peuvent chacun suivre la performance des politiques et des programmes par rapport à des indicateurs d'égalité entre les sexes.** L'intégration de l'égalité des sexes dans les politiques, les programmes et la mesure des résultats peut contribuer à garantir que les interventions offrent des avantages équitables pour tous, à identifier les lacunes lorsqu'elles apparaissent et à éviter de creuser par inadvertance les inégalités.

S'attaquer aux inégalités dans les partenariats commerciaux

- **Les gouvernements nationaux peuvent renforcer la capacité de réglementation et de gouvernance** pour faire en sorte que les investissements et les accords commerciaux produisent des résultats équitables pour les pays d'Afrique subsaharienne et les consommateurs. Il s'agit notamment d'améliorer les cadres juridiques relatifs à la production et au commerce des ressources naturelles, d'imposer des interdictions d'exportation de grumes, d'introduire des politiques et des sanctions concernant les activités illégales et/ou non durables, d'investir dans la gouvernance sur le terrain et de former les investisseurs et négociants étrangers à la conformité juridique.
- **Les gouvernements nationaux et les organismes régionaux peuvent renforcer les possibilités de dialogue avec les partenaires commerciaux** pour instaurer la confiance et faire en sorte que les décideurs africains participent aux investissements qui façonnent l'avenir de la région. Par exemple, une participation accrue à l'initiative « Belt and Road » pourrait aider les investissements réalisés par les entreprises chinoises à produire le maximum d'avantages sur le terrain.

Section 3:

Adopter une approche ciblée des systèmes d'alimentation et d'utilisation des terres de l'Afrique subsaharienne



Le présent rapport a suggéré quatre transitions critiques pour progresser vers des systèmes durables d'alimentation et d'utilisation des terres. Cependant, des défis se répètent dans chacune d'entre elles, sapant les gains réalisés dans certaines et bloquant les progrès dans d'autres. Une action concertée pour s'attaquer à ces problèmes systémiques pourrait débloquer des avantages pour l'ensemble des systèmes d'alimentation et d'utilisation des terres en général.

Le premier défi consiste à se préparer à d'énormes changements dans la population et sur le plan démographique. Des marchés de consommation en plein essor et une population jeune et ambitieuse représentent une énorme opportunité. Pourtant, la croissance démographique fait monter en flèche les pressions sur les ressources naturelles et il n'y a tout simplement pas assez d'emplois créés pour répondre à la demande.

Deuxièmement, l'insécurité foncière dans presque tous les pays de la région limite la capacité des agriculteurs et des communautés rurales à investir dans la terre pour améliorer la productivité et gérer durablement les ressources. Elle décourage également les investisseurs en raison du risque de négociations prolongées et du manque de clarté quant à la propriété des actifs.

Troisièmement, l'infrastructure reste chroniquement sous-financée, malgré son potentiel pour soutenir les activités à valeur ajoutée, renforcer les liens entre les zones rurales et urbaines et améliorer l'accès des agriculteurs aux marchés, aux financements et aux informations.

Quatrièmement, les niveaux d'investissement dans les systèmes d'alimentation et d'utilisation des terres sont loin d'être à la hauteur de ce qui est nécessaire pour favoriser la transformation. Pour éliminer les obstacles à l'investissement, la communauté financière doit réévaluer les risques, élaborer des mécanismes de financement novateurs et améliorer l'accès au financement pour tous.

Il est essentiel de relever chaque défi. Que peuvent faire les acteurs économiques pour relever ces défis ? Les sections suivantes décrivent un plan d'action en quatre parties.

Accélérer la transition démographique vers des taux de fécondité stables

Accélérer la transition démographique vers des taux de fécondité stables permettrait d'alléger la pression sur les ressources naturelles et les infrastructures, réduire la demande sur l'économie et débloquer la croissance. Cela est particulièrement important dans les pays où la croissance démographique est la plus rapide, mais il y aurait des avantages pour tous les pays de la région qui connaissent une croissance rapide.

L'assouplissement du taux de croissance démographique ralentirait l'augmentation de la demande de nourriture, de carburant et de terres, ce qui exercerait des pressions sur les ressources naturelles et entraînerait une augmentation des émissions de GES. Si la croissance démographique actuelle et la demande alimentaire se poursuivent comme prévu, l'Afrique subsaharienne devra plus que tripler ses rendements céréaliers d'ici à 2050 par rapport à 2010. Même si les bonnes prévisions de la FAO concernant le doublement des rendements d'ici à 2050 se concrétisent, la région devra probablement augmenter ses terres agricoles d'environ 100 millions d'hectares et ses pâturages de 160 millions d'hectares entre 2010 et 2050.¹⁵²

Cela aiderait également les planificateurs de l'aménagement du territoire à gérer l'évolution de la demande en ressources naturelles et infrastructurelles. Il est presque impossible d'adapter le développement des infrastructures aux besoins d'une population en croissance rapide dans les zones urbaines et rurales. Cela menace de compromettre la sécurité alimentaire, la résistance aux changements climatiques (en particulier dans les pays les plus vulnérables aux changements climatiques), la connectivité et des services plus larges, notamment la santé et l'éducation.

Le ralentissement de la croissance démographique contribuerait également à répondre à la demande croissante d'emplois, à améliorer les moyens d'existence de la population et les perspectives de croissance économique de la région. Aujourd'hui, les économies de l'Afrique subsaharienne ne créent pas assez rapidement des emplois pour répondre à la demande d'une population croissante qui est en âge de travailler. En catalysant une réduction volontaire des taux de fécondité, la main-d'œuvre de l'avenir de la région pourrait arriver à maturité dans une économie capable d'absorber et de libérer son potentiel productif.

De plus, une transition démographique vers des taux de fécondité stables pourrait débloquer le « dividende démographique » – une baisse ponctuelle du taux de dépendance lorsque la population jeune entre sur le marché du travail, augmentant ainsi l'emploi et la croissance économique – comme on l'observe dans une grande partie de l'Asie.

La promotion d'une réduction volontaire de la croissance démographique repose sur la protection et la promotion des droits des femmes..

Les actions clés comprennent:

- **Les gouvernements nationaux et la société civile peuvent s'associer pour améliorer l'accès des filles à un enseignement secondaire de qualité.** Les femmes qui reçoivent une éducation de grande qualité jusqu'à l'école secondaire choisissent généralement de retarder le début de leur première grossesse et ont moins d'enfants. Les interventions comprennent l'amélioration de l'offre éducative, la collaboration avec les communautés locales pour promouvoir l'éducation des filles par le biais de normes sociales et de bourses d'études pour que les filles puissent fréquenter l'école secondaire. Cela nécessitera un investissement annuel estimé à 6,5 milliards USD par an jusqu'en 2030.¹⁵³
- **Les secteurs public et privé peuvent s'associer aux dirigeants communautaires et à la société civile pour fournir aux femmes des contraceptifs et un engagement par l'intermédiaire des réseaux de femmes** afin de leur donner les moyens de faire leurs propres choix en matière de reproduction et d'éviter les grossesses non désirées. L'analyse réalisée aux fins du présent document estime à 900 millions USD l'investissement annuel nécessaire pour y parvenir d'ici 2030.¹⁵⁴ Des progrès significatifs ont été réalisés au Rwanda, l'un des pays les plus densément peuplés d'Afrique subsaharienne, dont la population devrait doubler d'ici 2050. Grâce à un engagement gouvernemental de haut niveau et à des programmes communautaires axés sur le comportement, l'utilisation de contraceptifs est passée de 17 pour cent à 53 pour cent entre 2005 et 2015.¹⁵⁵ Le taux de fécondité est passé de 5,1 à 4 au cours de la même période.¹⁵⁶ (Voir 36 dans le Catalogue d'études de cas.)
- **Les gouvernements nationaux peuvent accroître les investissements dans les services de santé** pour réduire la mortalité maternelle et infantile. Il a été constaté que la baisse de la mortalité infantile se traduit par des réductions volontaires des taux de fécondité. Les principales interventions comprennent un soutien nutritionnel au cours des 100 premiers jours de la vie, des programmes de vaccination et un meilleur accès aux services de santé infantile.

- **Les gouvernements locaux, la société civile et les dirigeants des communautés peuvent travailler ensemble pour modifier les normes sociales** afin de promouvoir la planification familiale et l'autonomisation des femmes. Un exemple en est le Projet d'autonomisation des femmes sahéliennes et de dividende démographique (SWEDD), qui rassemble des chefs religieux et traditionnels de la région du Sahel pour soutenir l'autonomisation des femmes et des filles et améliorer l'accès à des services de santé reproductive, infantile et maternelle de qualité.¹⁵⁷ (Voir 37 dans le Catalogue d'études de cas.)

Mise en œuvre d'une réforme foncière globale

La reconnaissance et la promotion des droits et responsabilités individuels et communautaires sur les terres pourraient conduire à une productivité agricole accrue et à une gestion plus durable des terres. Confiants qu'ils ne se verront pas confisquer arbitrairement leurs terres ou leurs biens, les agriculteurs et les communautés rurales seraient davantage incités à acheter des intrants agricoles et à investir dans des pratiques visant à stimuler la productivité, tout en adoptant des pratiques durables qui produisent des avantages à long terme. Il est important de noter que les droits et les responsabilités s'étendraient non seulement à la propriété privée, mais aussi aux terres communes, qui sont extrêmement précieuses pour le pâturage et les forêts mais qui sont vulnérables à la privatisation.

La réforme agraire a donné aux agriculteurs et aux communautés rurales les moyens d'adopter des pratiques durables de gestion des terres pour restaurer les terres, améliorer la sécurité alimentaire et augmenter les revenus des agriculteurs au Niger. (Voir 38 dans le Catalogue d'études de cas.)

Garantir les droits des agriculteurs et des communautés sur les terres - en particulier pour les communautés autochtones - peut contribuer à encourager et à permettre des investissements dans la gestion durable des terres face aux pressions croissantes. C'est d'une importance capitale dans les pays à fort couvert forestier ou d'autres écosystèmes critiques, étant donné les pressions croissantes sur les ressources naturelles.

Rainforest Foundation UK promeut des projets communautaires qui protègent les forêts tropicales du bassin du Congo. En 2016, cinq communautés représentant plus de 10 000 personnes et 30 000 d'hectares de forêt tropicale ont obtenu des titres fonciers juridiquement contraignants. Jusqu'à 75 millions d'hectares de forêts en RDC (soit trois fois la superficie du Royaume-Uni) pourraient potentiellement être sous contrôle communautaire à l'avenir.¹⁵⁸ (Voir 39 dans le Catalogue d'études de cas.)

La réforme agraire pourrait également débloquent les investissements commerciaux et privés dans les systèmes d'alimentation et d'utilisation des terres dans la région. Aujourd'hui, l'insécurité foncière constitue un obstacle à l'engagement et à l'investissement des entreprises. Dans le meilleur des cas, le manque de clarté des désignations de propriété ralentit le processus d'établissement des opérations dans la région, ce qui entraîne une hausse des coûts et entrave les progrès. Dans le pire des cas, l'insécurité foncière augmente considérablement le risque d'investissement, car les investisseurs ne peuvent avoir confiance dans la sécurité à long terme de leurs actifs. Il s'agit là d'une opportunité urgente dans les pays où le climat commercial est plus favorable ou s'améliore, comme la Namibie et le Botswana, où des systèmes de propriété foncière sûrs pourraient permettre de profiter de réformes plus ambitieuses favorables aux entreprises.

Il est essentiel de trouver des moyens d'assurer l'accès des jeunes à la terre pour faire des activités à la ferme une possibilité d'emploi viable pour l'avenir. La croissance rapide de la population signifie que les parcelles de terre sont de plus en plus petites et appartiennent de plus en plus à des agriculteurs plus âgés. Augmenter les possibilités d'accès à la terre pour les jeunes les inciterait à se lancer dans l'agriculture et renforcerait la résilience économique de ceux qui le font. Cela réduirait l'exode rural forcé.

Reconnaître les droits et les responsabilités des communautés sur la terre signifie aussi les impliquer dans la prise de décision. Cela est essentiel au succès à long terme des interventions en veillant à ce qu'elles répondent aux réalités sur le terrain, qu'elles tirent parti des connaissances locales et qu'elles suscitent l'adhésion de la population locale pour mettre en œuvre le changement. Les interventions visant à autonomiser les femmes exigent un engagement particulièrement concerté avec les communautés locales, car les attitudes locales peuvent faire dérailler les programmes et mettre les femmes en danger si elles ne sont pas prises en compte dans la conception et la mise en œuvre.

Les principales actions s'articulent autour de la collaboration des dirigeants nationaux, locaux et des communautés pour reconnaître et promouvoir les droits et les responsabilités sur les terres par le biais des systèmes officiels et traditionnels. Le déploiement de la technologie numérique peut aider à créer et à surveiller un registre public des titres fonciers.

Les actions clés comprennent:

- **Les gouvernements nationaux et locaux et les dirigeants des communautés peuvent s'associer pour établir des droits et des responsabilités individuels et communautaires sûrs sur les terres** afin de permettre aux agriculteurs et aux entrepreneurs d'accéder au financement et d'accroître les investissements dans la région. La sécurisation du régime foncier peut se faire de plusieurs manières, de la documentation juridique à la reconnaissance de la légitimité des accords fonciers traditionnels. Les efforts devraient accorder une attention particulière aux femmes, aux jeunes et aux groupes autochtones.

Au Rwanda, un programme d'enregistrement foncier numérique soutient des droits de propriété stables et transparents. En 2017, sept millions de personnes avaient collecté leurs titres et les enregistrements de ventes, d'achats et d'autres types de transferts étaient en hausse.¹⁵⁹ (Voir 40 dans le Catalogue d'études de cas.)

- **Les entreprises et les agences de développement peuvent respecter la loi et reconnaître les modèles traditionnels de régime foncier** pour empêcher l'accaparement des terres. Les entreprises responsables devraient veiller de manière proactive à ce que l'acquisition de terres ne compromette pas les droits de propriété ou les moyens d'existence des populations. Les entreprises peuvent s'engager auprès des communautés locales pour s'assurer que les acquisitions n'ont lieu qu'avec le consentement et la compensation de toutes les parties concernées.
- **Les gouvernements peuvent prendre des mesures pour améliorer l'accès des jeunes à la terre** afin de permettre à ceux qui veulent se lancer dans l'agriculture de le faire. Les possibilités comprennent des politiques et des réglementations visant à encourager les marchés locatifs.
- **Les gouvernements locaux et les agriculteurs peuvent créer des plateformes permettant aux agriculteurs et aux communautés de participer à la prise de décisions concernant les paysages et les ressources naturelles** afin de s'assurer que les interventions tiennent compte des réalités sur le terrain et garantissent l'adhésion locale.

Le réseau de la société civile, l'initiative Access, rassemble des organisations, des groupes et des individus qui travaillent pour s'assurer que les citoyens ont le droit et la capacité d'influencer les décisions concernant les ressources naturelles dont dépendent leurs communautés.¹⁶⁰ (Voir 41 dans le Catalogue d'études de cas.)

Financement d'améliorations spectaculaires des infrastructures

Le renforcement des infrastructures rurales durables est un facteur clé pour accroître la productivité agricole et l'offre d'aliments nutritifs, accroître la valeur des produits agricoles, tirer profit de l'augmentation de la demande alimentaire, en particulier dans les zones urbaines, catalyser la croissance du marché, améliorer la sécurité alimentaire et - si elle est soigneusement gérée - atténuer la pression sur les écosystèmes naturels.

L'amélioration des connexions infrastructurelles faciliterait l'amélioration des rendements et les rendrait plus utiles. De meilleures routes amélioreraient l'accès des agriculteurs aux marchés pour acheter des intrants améliorant la productivité, comme les semences, les outils et les machines, et pour vendre leurs produits. L'amélioration de l'accès à l'électricité est essentielle pour faire fonctionner les machines et accéder à l'information sur les marchés, les pratiques agricoles et plus encore. Une plus grande connectivité permettrait également aux agriculteurs d'accéder au financement, ce qui leur permettrait d'investir dans leurs terres.

L'amélioration de la chaîne de valeur rendrait ces gains de productivité plus intéressants pour les agriculteurs et augmenterait l'offre d'aliments disponibles et nutritifs. L'insuffisance des installations de transport et de stockage entraîne des pertes alimentaires dramatiques et une diminution du contenu nutritionnel des produits. Les estimations varient considérablement, mais la réduction de seulement 1 pour cent des pertes de céréales après récolte pourrait entraîner des gains économiques de 30 à 40 millions USD par an, la plupart des avantages revenant aux petits exploitants agricoles.¹⁶¹ La teneur en calories des grains perdus pourrait à elle seule nourrir la population du Kenya (48 millions de personnes) chaque année.¹⁶²

En particulier, le renforcement des liens entre les infrastructures rurales et urbaines renforcerait la sécurité alimentaire des populations urbaines et permettrait aux agriculteurs de tirer parti de l'augmentation de la demande alimentaire urbaine, en réduisant le temps et l'argent consacrés à l'acheminement des aliments dans la chaîne de valeur. Des liens plus étroits entre les zones rurales et urbaines permettraient aux agriculteurs nationaux de déplacer les importations et de répondre à la demande croissante de produits alimentaires par rapport aux 800 millions de citoyens prévus d'ici 2050, ce qui profiterait à la fois aux poches des producteurs et à l'estomac des consommateurs.¹⁶³



En fournissant une plaque tournante pour les installations d'agrégation et de transformation, les villes secondaires et tertiaires bien connectées peuvent également accroître la valeur de la production agricole de la région. Les entrepreneurs peuvent réaliser de plus grandes économies d'échelle, offrir des services à valeur ajoutée et créer davantage d'emplois agricoles en dehors de la ferme.

Le corridor de croissance de Nacala, au Mozambique, a soutenu l'amélioration des infrastructures et des transports ainsi que les réformes réglementaires, qui ont accru l'activité de transformation des noix de cajou et du maïs dans la région.¹⁶⁴ (Voir 42 dans le Catalogue d'études de cas.)

Le renforcement des connexions infrastructurelles faciliterait également le déplacement des habitants des zones rurales qui souhaitent s'installer dans les centres urbains, libérant ainsi des terres rurales et ouvrant la voie à la consolidation des terres dans certaines zones. Depuis des générations, les centres urbains fournissent du travail saisonnier à de nombreux habitants des régions rurales.

L'amélioration de l'infrastructure est essentielle à l'amélioration de la sécurité alimentaire. Les risques liés aux aliments - souvent dus à un stockage et à un transport inadéquats - provoquent chaque année la maladie de 91 millions de personnes, ce qui coûte à la région 16,7 milliards USD en pertes annuelles en termes de productivité.¹⁶⁵ La réduction du temps d'exposition des produits entre la récolte et l'arrivée au consommateur peut aider à éviter le développement de toxines, telles que les aflatoxines.

Enfin, le développement de sources d'énergie alternatives au bois de feu et aux générateurs de combustibles fossiles contribuerait à atténuer les pressions sur les forêts de l'Afrique subsaharienne. Des sources d'énergie renouvelables décentralisées émergent, qui peuvent aider à répondre à la demande d'énergie, même dans les régions éloignées. L'énergie solaire présente des opportunités particulièrement intéressantes, compte tenu du climat ensoleillé dans de nombreuses régions, de l'effondrement des coûts des panneaux solaires et du potentiel des mini-réseaux décentralisés qui peuvent surmonter les déficiences infrastructurelles.

Il est essentiel d'intégrer la durabilité dans la planification et la gouvernance des projets d'infrastructure pour éviter que l'amélioration des capacités n'entraîne la destruction du capital naturel. Par exemple, l'amélioration de l'accès routier peut entraîner une augmentation de la déforestation, car des forêts auparavant inaccessibles deviennent pénétrables. De même, à moins d'être gérés avec soin, les programmes d'irrigation à grande échelle peuvent entraîner une surextraction des eaux souterraines, compromettant la capacité d'atténuer les conditions de sécheresse et provoquant la salinisation dans certaines zones (souvent côtières).

Avec une estimation de 30-36 milliards USD par an jusqu'en 2030, l'ampleur des investissements nécessaires pour améliorer les infrastructures rurales est faible par rapport à l'immense potentiel de transformation.¹⁶⁶ Ces investissements permettraient d'améliorer l'accès aux routes et à l'électricité, d'améliorer la connectivité à l'internet et de fournir des combustibles et des technologies de cuisson propres pour réduire la dépendance vis-à-vis du bois de chauffage.¹⁶⁷ Un partenariat international intersectoriel pourrait mobiliser les capitaux nécessaires à cet investissement, soutenir le développement de projets et stimuler la croissance des chaînes de valeur intégrées.

Les actions clés comprennent:

- **La communauté du financement du développement et les gouvernements nationaux peuvent considérablement augmenter les investissements dans les infrastructures rurales** pour accroître la productivité agricole et les possibilités de création de valeur ajoutée, améliorer l'accès aux marchés des intrants et des produits, réduire les coûts de transaction et encourager les pratiques durables. La diffusion de l'énergie solaire représente un développement prometteur, permettant l'accès à l'électricité à des millions de personnes dans la région sans contribuer à l'augmentation des émissions de GES.
- **Les gouvernements nationaux et les entreprises agroalimentaires peuvent investir dans des solutions de stockage et de manutention pour réduire les pertes après récolte et augmenter les profits.** Il s'agit notamment de sacs, de silos et de conteneurs à grains, d'entrepôts frigorifiques et d'innovations comme l'enrobage de gomme arabique pour les fruits et légumes afin de retarder leur maturation.
- **Les entreprises nationales peuvent investir dans la capacité de transformation agroalimentaire pour accroître la valeur des aliments produits localement.** Cela représente une énorme opportunité pour les entreprises locales de déplacer les importations alimentaires, de diversifier leurs modèles d'affaires et de répondre à la demande croissante d'aliments nutritifs.
- **Les gouvernements peuvent accroître les investissements dans les « infrastructures souples » et les filets de sécurité** afin d'améliorer la stabilité et la qualité de vie et de soutenir une croissance équitable à long terme. Le renforcement des services d'éducation et de communication est essentiel pour renforcer les capacités humaines, soutenir la R&D agricole et équiper la prochaine génération d'agriculteurs et d'entrepreneurs dans l'alimentaire. Investir dans des filets de sécurité productifs assurera la protection et le maintien des gains. L'extension à toute l'Afrique subsaharienne du programme de protection sociale qui a bénéficié aux plus pauvres d'Éthiopie (voir ci-dessous) coûterait environ 5 milliards USD par an d'ici 2030.¹⁶⁸

Le programme de filet de sécurité productif de l'Éthiopie fournit à des millions de ménages des paiements en espèces et en nourriture pour effectuer des travaux publics, notamment la construction d'infrastructures locales ou la protection de l'environnement. Les paiements aux ménages les plus démunis et vulnérables ayant une capacité de travail limitée sont inconditionnels.¹⁶⁹ (Voir 43 dans le Catalogue d'études de cas.)

- **Les entrepreneurs peuvent déployer des technologies pour améliorer l'accès des agriculteurs à l'infrastructure grâce à une « économie de partage ».** Hello Tractor, le « Uber pour la ferme » d'Afrique, permet aux petits exploitants agricoles de se connecter avec les propriétaires de tracteurs via une plateforme numérique et un service SMS, où ils peuvent accéder à un tracteur ou autres équipements pour augmenter leurs rendements et réduire leurs pertes après récolte. La société a capté 75 pour cent des flux commerciaux privés vers le Nigeria, s'est étendue à cinq marchés et a soutenu plus de 250 000 agriculteurs à travers l'Afrique.¹⁷⁰ (Voir 44 dans le Catalogue d'études de cas.)

Supprimer les obstacles à l'investissement dans les systèmes d'alimentation et d'utilisation des terres

La transformation des systèmes d'alimentation et d'utilisation des terres en Afrique subsaharienne nécessitera des investissements supplémentaires de l'ordre de 85-100 milliards USD par an de financement à long terme.¹⁷¹

Cela inclut:

- 30-36 milliards USD pour améliorer l'infrastructure rurale, y compris de meilleures routes pour soutenir l'accès aux marchés, un meilleur accès à l'électricité, une meilleure connectivité à l'internet et des combustibles et technologies propres pour la cuisine.
- 22-24 milliards USD pour renforcer les chaînes de valeur et les marchés agricoles en Afrique subsaharienne d'ici 2030. Cela comprend le stockage à froid et à sec et la formation commerciale des nouveaux entrepreneurs agricoles.
- 12-14 milliards USD pour équiper les agriculteurs afin qu'ils puissent soutenir l'augmentation durable des rendements agricoles dans la région. Cela nécessite la fourniture de services de vulgarisation, la formation d'agronomes spécialisés, l'amélioration de l'efficacité de l'irrigation et des investissements dans la recherche et le développement agricoles pour mettre au point des intrants et outils de qualité.
- 7,28 milliards USD pour permettre aux femmes d'accéder à l'éducation et aux services de santé sexuelle et reproductive
- Entre 9-13 milliards USD pour restaurer les forêts d'Afrique subsaharienne (y compris les forêts de mangroves) et reboiser de nouvelles zones d'ici 2030.
- 5 milliards USD pour fournir des filets de sécurité publique aux communautés afin de les aider à résister aux changements climatiques.

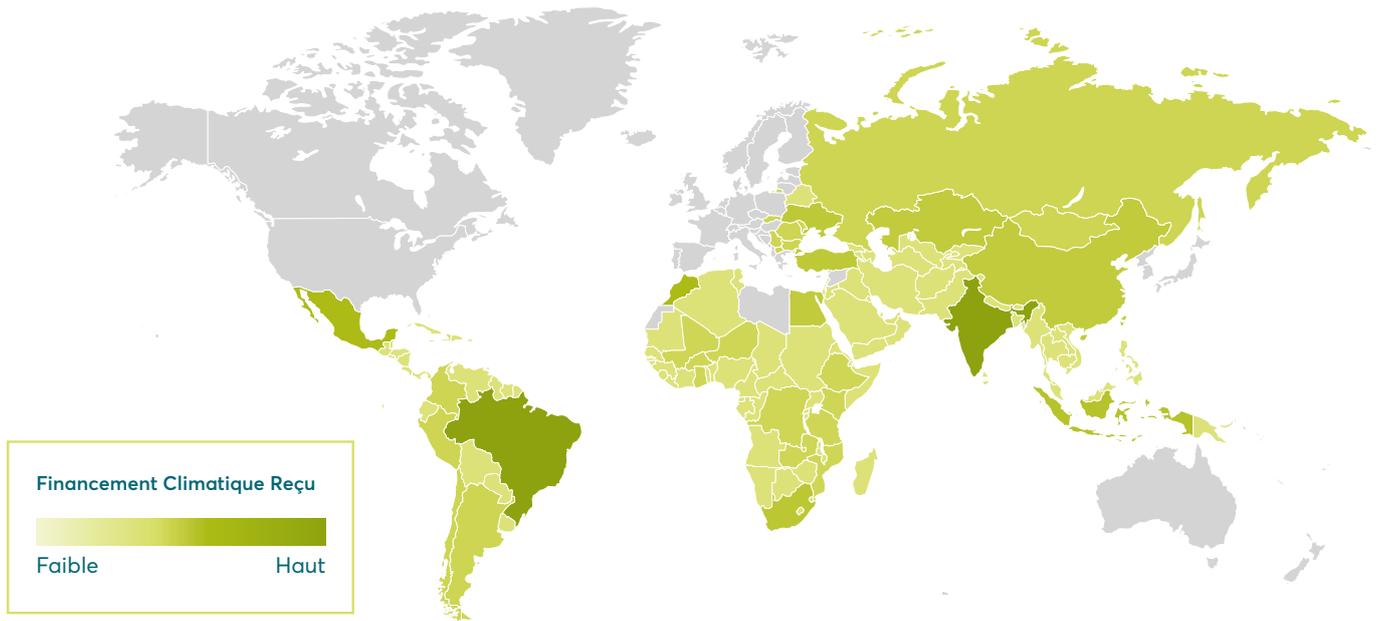
Bien que ce montant soit modeste par rapport à la taille de l'économie mondiale, il représente 5 pour cent du PIB de l'Afrique subsaharienne et un peu moins du triple de l'IED annuel dans la région, tous secteurs confondus, qui a atteint en moyenne 36 milliards USD durant la dernière décennie.¹⁷² Des investissements supplémentaires seront également nécessaires pour d'autres interventions, notamment pour combler totalement l'écart de rendement avec le reste du monde, pour permettre à tous d'accéder aux routes et à l'Internet et pour soutenir la transformation, le conditionnement et d'autres activités non agricoles dans toute la chaîne de valeur.

Aujourd'hui, les niveaux d'investissement sont loin d'atteindre la taille requise pour transformer les systèmes alimentaires et d'utilisation des terres en Afrique subsaharienne. (Voir Carte 1.) Seuls neuf gouvernements ont respecté l'engagement du PDDAA de consacrer 10 pour cent du PIB à l'agriculture. La région ne reçoit que 7 pour cent du volume des investissements étrangers directs (IED) dans l'agriculture des pays en développement.¹⁷³ En ce qui concerne les fonds suivis, la Climate Funds Unit a constaté que entre 2003 et 2018 seulement 4,5 milliards USD de financement climatique ont été approuvés pour la région, dont la moitié pour l'adaptation climatique. Cela représente moins de 5 pour cent des 50 milliards USD prévus chaque année dans la région pour financer l'adaptation au changement climatique d'ici 2050.¹⁷⁴

À l'échelle mondiale, les banques multilatérales de développement (BMD) consacrent moins de 10 pour cent de leur portefeuille de financement du climat à l'agriculture. Moins de 3 pour cent de l'aide publique au développement (APD) a été affectée à l'agriculture entre 2001 et 2017 et l'exposition des BMD à ce secteur représente moins de 10 pour cent de leur portefeuille de financement climatique.

Le sous-investissement dans le système d'alimentation et d'utilisation des terres est encore plus aigu en Afrique subsaharienne et résulte d'un manque d'efficacité majeur dans la manière dont les systèmes d'alimentation et d'utilisation des terres sont financés. (Voir Annexe 13.)

Bénéficiaires du financement de la lutte contre le changement climatique à l'échelle mondiale



Source: Climate Funds Update, 2019. Available at: <https://climatefundsupdate.org/data-dashboard/#1541245745457-d3cda887-f010>

Les défis clés comprennent:

Les risques de crédit liés aux actifs alimentaires et fonciers en Afrique subsaharienne sont parmi les plus élevés au monde. Les agriculteurs peu qualifiés ne sont pas des candidats évidents pour les prêteurs traditionnels comme les banques commerciales : ils ont tendance à manquer de droits fonciers clairs ou d'autres actifs importants à utiliser comme garantie et n'ont ni antécédents ni historique financier.

L'incertitude politique et réglementaire dans de nombreux pays de la région freine l'intérêt des investisseurs, car elle peut accroître le risque de défaut de paiement et compromettre le rendement des investissements, notamment en raison d'obstacles réglementaires imprévus et de mécanismes d'application peu clairs. La forte volatilité des devises, liée à l'instabilité économique, augmente le coût de la couverture de change, ce qui décourage les investisseurs étrangers ayant d'autres devises dans leur portefeuille.

Le coût élevé du capital est dû à une combinaison de risques perçus, de coûts d'investissement initiaux élevés et de la nature à petite échelle et désagrégée de nombreux projets, ce qui les rend coûteux à réaliser et à évaluer. Les agriculteurs à la recherche d'investissements sont souvent servis par des intermédiaires, notamment des institutions de microfinance et des acteurs de la chaîne de valeur disposant de capitaux, qui fournissent plus de 75 pour cent du financement des petits exploitants. Pourtant, ces investissements sont souvent limités et peuvent être coûteux.

Les marchés de capitaux sous-développés limitent l'ensemble des financements nationaux disponibles pour financer des projets à long terme, y compris les améliorations indispensables des infrastructures rurales qui améliorent l'efficacité (y compris la mécanisation et l'électrification) et améliorent l'accès aux marchés (notamment les routes, la réfrigération et le stockage). L'exploitation des capitaux nationaux grâce à l'augmentation de l'épargne d'une population jeune représente une nouvelle occasion de financer les besoins de la région en matière d'infrastructure. Cela sera d'une importance capitale pour atteindre les objectifs de croissance de la région.

La qualité limitée des données fait qu'il est plus difficile pour les investisseurs d'évaluer la solvabilité ou d'identifier les tendances qui peuvent avoir un impact significatif sur les profils de risque (comme les conditions météorologiques, l'incidence des ravageurs, l'accès au marché et plus encore). Cela les expose davantage aux risques liés au climat ainsi qu'à d'autres risques réglementaires qui peuvent affecter la cote de crédit des emprunteurs, comme les changements apportés aux codes de gestion foncière, les paiements obligatoires des passifs carbone ou les réformes des subventions.

Lorsque des données sont disponibles, les méthodes traditionnelles d'évaluation des risques ne tiennent pas compte des coûts cachés de l'exposition aux risques physiques ou des subventions dans les systèmes d'utilisation des terres et des aliments. Les évaluations des risques en Afrique subsaharienne, comme dans d'autres parties du monde, tendent à être relativement simplistes, l'agriculture étant toujours considérée comme une industrie extractive à haut risque et les prêts effectués sur des terres ou d'autres actifs. Cela signifie que d'autres risques - tant physiques (comme les phénomènes météorologiques extrêmes, les changements climatiques, la rareté de l'eau et l'érosion des sols) que transitoires (par exemple, la réorientation des subventions agricoles et l'évolution des préférences des consommateurs en matière de viande et de nutrition) ne sont pas pris en compte dans les décisions d'investissement. Souvent, les investisseurs ignorent qu'ils détiennent des portefeuilles agricoles « 4 degrés ».

ANNEXE 13

Obstacles à l'investissement dans l'alimentation et l'utilisation des terres en Afrique subsaharienne

Obstacles à l'investissement dans l'alimentation et l'utilisation des terres



La faiblesse de la gouvernance crée un environnement d'investissement instable.



Les réglementations restrictives du marché restreignent les activités et augmentent les coûts d'investissement en raison des niveaux élevés de bureaucratie.



La volatilité des devises augmente le risque pour les investisseurs dont le portefeuille est international.



Réservoir de projets : les investisseurs peuvent avoir de la difficulté à trouver des investissements commercialement prêts en raison d'un manque d'investissement commercial ou d'échelle.



Données limitées ou manquantes, empêchant les investisseurs d'évaluer correctement les risques.

Obstacles à l'accès des agriculteurs et des PME au financement



L'insécurité et le régime foncier informel signifient que de nombreux agriculteurs ne disposent pas de garanties pour obtenir des crédits.



Les collectivités rurales éloignées sont difficiles à joindre et coûteuses à desservir. 50 % des hommes et 30 % des femmes n'ont pas de compte bancaire.



Absence d'antécédents en matière de crédit : sans accès préalable au financement, de nombreux agriculteurs n'ont pas de cote de crédit. Moins de 10 % des agriculteurs ont recours au crédit pour acheter des intrants agricoles.



Échelle/taille du ticket : Les PME sont souvent trop grandes pour trouver le microfinancement utile, mais trop petites pour attirer les investissements commerciaux.



Financement à court terme : la plupart des PME ont besoin d'investissements sur 3 à 10 ans pour lancer et développer leurs activités. Pourtant, le financement disponible est souvent saisonnier ou annuel.

Le déblocage des flux financiers exige une utilisation plus ciblée et plus catalytique des finances publiques. Les gouvernements et les institutions de financement du développement peuvent intensifier leur appui aux systèmes d'alimentation et d'utilisation des terres et cibler les efforts sur les zones à fort impact et mal desservies. Par exemple, ces groupes peuvent fournir des fonds de roulement (un financement abordable, utilisé par les entreprises pour leurs opérations) à des intermédiaires pour les rétrocéder à des petits exploitants agricoles ou à des projets d'infrastructure.¹⁷⁵ Les capitaux concessionnels devraient également être utilisés de manière beaucoup plus catalytique pour attirer davantage d'investissements privés, en déployant des instruments tels que les garanties, qui conduisent généralement à des ratios de mobilisation des capitaux privés plus élevés mais ne représentent actuellement que 4 pour cent du volume total de transactions financières liées au changement climatique des BMD.

Les principales mesures que les différentes parties prenantes peuvent prendre sont les suivantes:

Créer un environnement favorable

- **Les gouvernements nationaux peuvent introduire et mettre en œuvre des politiques et des réglementations qui créent la stabilité et facilitent les affaires** afin d'accroître les investissements dans les systèmes alimentaires et d'utilisation des terres en Afrique subsaharienne. Il s'agit notamment de processus de conformité simplifiés, de procédures d'application claires et cohérentes, d'une transparence accrue, de régimes fonciers plus stricts et de pratiques de stabilisation économique visant à réduire la volatilité des devises.
- **Renforcer les marchés de capitaux locaux et les banques commerciales locales** pour créer des marchés liquides en monnaie locale qui peuvent prêter aux agriculteurs et aux entrepreneurs locaux et éviter le risque de change. À mesure que la population des jeunes augmente dans la région, l'épargne individuelle devrait augmenter et pourrait être investie dans la croissance du pays. Par exemple, le gouvernement du Nigeria a mis en place un prestataire de garantie local (InfraCredit) pour réduire les risques liés aux investissements dans l'infrastructure, dans un effort actif pour mobiliser la base d'épargne-pension du pays vers des investissements dans les besoins locaux en infrastructures, offrant une alternative aux obligations gouvernementales à haut rendement. Des initiatives similaires pourraient être mises en place pour les investissements agricoles.

Améliorer les profils de risque

- **Les institutions financières peuvent évaluer et gérer les risques liés au climat inhérents aux systèmes actuels** en mettant en œuvre les recommandations du Groupe de travail sur l'information financière relative au climat (TCFD) afin d'évaluer correctement les risques physiques et de transition liés aux événements climatiques. Une tarification adéquate de ces risques devrait permettre de réorienter les investissements vers des projets durables. Les régulateurs peuvent rendre obligatoire la divulgation de la TCFD et étendre cet exercice à d'autres risques liés à la nature et à la biodiversité.
- **Les banques commerciales peuvent tirer parti de la technologie pour améliorer la collecte de données et établir un profil de risque plus solide pour le secteur.** Des modèles de financement novateurs et fondés sur la technologie peuvent combler certaines lacunes actuelles dans les données qui empêchent les agriculteurs et les entrepreneurs d'accéder au financement, tout en donnant aux banques commerciales les moyens d'améliorer leur compréhension et leur évaluation des risques liés aux systèmes d'utilisation des terres et des aliments. Les innovations comprennent l'utilisation des paiements mobiles comme historique de crédit, la vérification numérique des reçus d'entreposage et leur acceptation comme garantie, et l'utilisation des fonctions GPS des téléphones mobiles pour confirmer l'emplacement et l'utilisation du terrain.
- **Les institutions de financement du développement peuvent recourir davantage aux instruments et structures de financement mixte** pour mobiliser l'investissement privé dans les systèmes d'alimentation et d'utilisation des terres en Afrique subsaharienne, y compris les garanties de développement, les fonds propres de première perte et les produits d'assurance. L'Afrique reçoit 15 pour cent du financement mondial mixte pour l'utilisation durable des terres dans les pays en développement, soit une part beaucoup plus faible que les 42 pour cent du financement mixte pour les énergies propres qui vont à la région.¹⁷⁶ Le Fonds d'investissement pour le commerce agricole en Afrique finance les entreprises agricoles et les institutions financières locales à l'aide d'une structure à trois niveaux avec des profils de risque et de rendement différents à chaque niveau, y compris les premières pertes assurées par les gouvernements.¹⁷⁷ (Voir 45 dans le Catalogue d'études de cas.) De même, le Livelihoods Fund for Family Farming (L3F) utilise les investissements d'un éventail de partenaires pour soutenir des projets d'agriculture durable qui procurent des avantages à des partenaires issus de multiples secteurs. (Voir 46 dans le Catalogue d'études de cas.)

CDC, l'institution britannique de financement du développement, se fait le champion d'une solution de financement mixte pour mobiliser des capitaux pour l'infrastructure rurale en Afrique subsaharienne grâce à son investissement dans SunCulture, une société d'irrigation solaire au service des petits exploitants agricoles au Kenya. Cette technologie permet aux agriculteurs d'accroître leur productivité tout en réduisant les coûts et les émissions de GES en diminuant les apports d'eau, de carburant et d'engrais. La nouvelle pompe à eau solaire de l'entreprise est accessible par le biais d'un modèle de financement par répartition pour les petits exploitants qui n'ont peut-être pas la possibilité d'acheter ce type d'infrastructure à l'avance. (Voir 47 dans le Catalogue d'études de cas.)

Conscient de la possibilité d'avoir un impact

- **Les gouvernements donateurs peuvent augmenter les allocations d'APD pour l'alimentation et l'utilisation des terres**, en reconnaissant le rôle que ces systèmes jouent dans la réduction de la pauvreté et la stimulation d'une croissance économique résistante. L'APD et le capital de développement pourraient également être liés à des réformes et à une mise en œuvre spécifiques (par exemple, la réaffectation de subventions ou la formation aux pratiques régénératives) ou au renforcement des capacités des intermédiaires qui sont déjà présents sur le terrain (par exemple, AgDevCo).
- **Les institutions de financement du développement peuvent augmenter les allocations de financement de la lutte contre le changement climatique à l'Afrique subsaharienne** pour soutenir la stabilité et la prospérité de la région et maximiser l'impact environnemental et économique des investissements. L'émergence récente de fonds tels que le Green Climate Fund, le Least Developed Countries Fund et la hausse des dépenses du Fonds pour l'environnement mondial dans la région constituent un pas en avant positif.

L'élaboration et l'élargissement de la réserve de projets

- **Les fournisseurs de financement du développement et les investisseurs privés peuvent s'associer pour incuber des projets et les amener à l'échelle commerciale.** Par exemple, l'Unité de développement des petits exploitants de l'AgDevCo fournit jusqu'à 800 000 USD pour des programmes de petits producteurs indépendants afin de soutenir les coûts initiaux d'installation et de fonctionnement. Cela aide les agriculteurs à réaliser des économies d'échelle et à catalyser les relations avec les entreprises agroalimentaires, ce qui peut les aider à atteindre l'échelle commerciale.¹⁷⁸ (Voir 48 dans le Catalogue d'études de cas.)

Dans la région de la forêt tropicale de Gola au Libéria, les Partenariats pour les forêts et leurs partenaires s'emploient à mettre au point une marque et un produit de cacao respectueux de la forêt tropicale humide qui est produit dans le cadre de systèmes agroforestiers biologiquement divers dans le paysage du Grand Gola. Les cacaoculteurs seront formés aux pratiques durables qui augmentent les rendements tout en préservant les forêts, y compris l'agroforesterie et la production de fèves forestières intelligentes. Les cacaoculteurs seront formés aux pratiques durables qui augmentent les rendements tout en préservant les forêts, y compris l'agroforesterie et la production de fèves adaptées à la forêt. (Voir 49 dans le Catalogue d'études de cas.)

- **Les entrepreneurs peuvent mettre au point des modèles novateurs de financement, d'affaires et de paiement** pour améliorer l'accès des agriculteurs et des PME au financement. Des modèles novateurs peuvent aider à surmonter les principales barrières à l'investissement, notamment le manque de garanties et l'éloignement des investisseurs potentiels. Il s'agit notamment de modèles de services payants à l'utilisation, de services partagés (dont Hello Tractor a été le pionnier) et de plateformes en ligne pour mettre les agriculteurs en relation avec les acheteurs et les fournisseurs de produits (engrais, semences et outils) de qualité.

Section 4:

Conclusion



La population jeune et ambitieuse de l'Afrique subsaharienne a d'énormes possibilités de bâtir un avenir meilleur pour des milliards de personnes et les systèmes naturels dont elles dépendent. En tant qu'épine dorsale de nombreuses économies de la région et source de vie de millions de personnes, les systèmes d'alimentation et d'utilisation des terres joueront un rôle crucial dans le développement de l'Afrique subsaharienne. Aujourd'hui déjà, les pays, les entreprises et les communautés africaines mènent des activités inspirantes et influentes dans tous les systèmes d'alimentation et d'utilisation des terres, ouvrant la voie à de futurs efforts.

Les partenariats entre les pays d'Afrique subsaharienne constituent un développement puissant et prometteur. Il en va de même pour la collaboration internationale : un effort sans précédent est nécessaire pour transformer la dynamique des chaînes de valeur internationales et du commerce mondial, atteindre les niveaux d'investissement requis et dégager des avantages en soutenant la stabilité géopolitique pour assurer une plus grande prospérité et égalité, et atténuer le changement climatique mondial.

Ce rapport offre à tous les acteurs une première feuille de route qui peut être initiée dès aujourd'hui. Saisir ce moment représente une chance de changer la trajectoire des systèmes alimentaires et d'utilisation des terres de l'Afrique subsaharienne pour en faire des moteurs d'une croissance économique durable, mettant la région sur la voie de la stabilité et de la prospérité sur le long terme. Il est temps d'agir maintenant.

Références

- Ribeiro, J. E. (2017) « Agriculture brésilienne : Innovation et distribution de la production », *Foresta de Política Agrícola*, Vol. 27, n° 2. Brasília : DF, pp.18-30. Disponible en ligne sur : <https://ainfo.cnptia.embrapa.br/digital/bitstream/item/189679/1/Brazilian-agriculture-innovation.pdf>
- IFPRI (2002) « Révolution verte : Malédiction ou Bénédiction ? », *Note de politique*. Washington DC : IFPRI. Disponible en ligne sur : <http://ebrary.ifpri.org/utils/getfile/collection/p15738coll2/id/64639/filename/64640.pdf>
- Données de la Banque mondiale. Voir : <https://data.worldbank.org/indicator/NV.AGR.TOTL.ZS?locations=ZG>
- Mutegi, J. & Zingapore, S. (2012) *Comblent les écarts de rendement des cultures en Afrique subsaharienne grâce à la gestion intégrée de la fertilité du sol*. Institut international de nutrition des plantes. Disponible en ligne sur : [http://ssa.ipni.net/ipniweb/region/africa.nsf/0/2DAD41A3899089EB85257B58004B5F93/\\$FILE/Closing%20Crop%20Yield%20Gap%20in%20Africa%20with%20ISFM.pdf](http://ssa.ipni.net/ipniweb/region/africa.nsf/0/2DAD41A3899089EB85257B58004B5F93/$FILE/Closing%20Crop%20Yield%20Gap%20in%20Africa%20with%20ISFM.pdf)
- Higonnet, E., Bellantonio, M. & Hurowitz, G. (2017) *Le secret noir du chocolat : Comment l'industrie du cacao détruit les parcs nationaux*. Washington DC : Mighty Earth. Disponible en ligne sur : https://www.mightyearth.org/wp-content/uploads/2017/09/chocolates_dark_secret_english_web.pdf
- Voir : <https://www.marketwatch.com/press-release/cocoa-chocolate-market-2019-global-analysis-opportunities-and-forecast-to-2024-2019-02-25>
- Modélisation et estimations réalisées pour la Coalition pour l'alimentation et l'utilisation des terres. Voir Annexe technique pour plus de détails.
- Modélisation et estimations réalisées pour la Coalition pour l'alimentation et l'utilisation des terres. Voir Annexe technique pour plus de détails.
- Modélisation et estimations réalisées pour la Coalition pour l'alimentation et l'utilisation des terres. Voir Annexe technique pour plus de détails.
- Voir : https://population.un.org/wpp/Publications/Files/WPP2017_KeyFindings.pdf
- Modélisation et estimations réalisées pour la Coalition pour l'alimentation et l'utilisation des terres. Voir Annexe technique pour plus de détails.
- Modélisation et estimations réalisées pour la Coalition pour l'alimentation et l'utilisation des terres. Voir Annexe technique pour plus de détails.
- Voir : https://climateanalytics.org/media/ssa_final_publié.pdf
- Groupe Banque mondiale (2018) *Pauvreté et prospérité partagée 2018 : Assembler ensemble le puzzle de pauvreté*. Washington DC : Banque mondiale. Disponible en ligne sur : <http://www.worldbank.org/en/publication/poverty-and-shared-prosperity>
- Commission des affaires et du développement durable (2016) *Valoriser le Prix des ODD dans le domaine de l'alimentation et de l'agriculture : Libérer des opportunités d'affaires pour accélérer une croissance durable et inclusive*. Londres : Commission des affaires et du développement durable Disponible en ligne sur : <http://s3.amazonaws.com/aws-bsdc/Valuing-SDG-Food-Ag-Prize-Paper.pdf>
- Commission des affaires et du développement durable (2016) *Valoriser le Prix des ODD dans le domaine de l'alimentation et de l'agriculture : Libérer des opportunités d'affaires pour accélérer une croissance durable et inclusive*. Londres : Commission des affaires et du développement durable Disponible en ligne sur : <http://s3.amazonaws.com/aws-bsdc/Valuing-SDG-Food-Ag-Prize-Paper.pdf>
- Commission des affaires et du développement durable (2016) *Valoriser le Prix des ODD dans le domaine de l'alimentation et de l'agriculture : Libérer des opportunités d'affaires pour accélérer une croissance durable et inclusive*. Londres : Commission des affaires et du développement durable Disponible en ligne sur : <http://s3.amazonaws.com/aws-bsdc/Valuing-SDG-Food-Ag-Prize-Paper.pdf>
- Commission des affaires et du développement durable (2016) *Valoriser le Prix des ODD dans le domaine de l'alimentation et de l'agriculture : Libérer des opportunités d'affaires pour accélérer une croissance durable et inclusive*. Londres : Commission des affaires et du développement durable Disponible en ligne sur : <http://s3.amazonaws.com/aws-bsdc/Valuing-SDG-Food-Ag-Prize-Paper.pdf>
- Losch, B. (2016) *Transformation structurelle pour stimuler la demande de travail des jeunes en Afrique subsaharienne : Le rôle de l'agriculture, des zones rurales et du développement territorial, Document de travail*. Suisse : Organisation internationale du travail. Disponible en ligne sur : https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---ed_emp/documents/publication/wcms_533993.pdf
- Chiffres 2017. <https://unctadstat.unctad.org/wds/TableViewer/TableView.aspx>
- GSMA (2018) *L'économie mobile : Afrique subsaharienne 2018*. Londres. Disponible en ligne sur : <https://www.gsma.com/r/mobileeconomy/sub-saharan-africa/>
- Voir : <https://www.oecd-ilibrary.org/docserver/9789264302501-en.pdf?expire=1548093431&id=id&accname=guest&checksum=35F99004B5A14B19802EEBE7B3FBC3F2>
- Organisation mondiale du commerce (2018) *Revue statistique du commerce mondial*. Genève : Organisation mondiale du commerce. Disponible en ligne sur : https://www.wto.org/english/res_e/statis_e/wts2018_e/wts2018_e.pdf ; Ghandi, D. (2018) « Le chiffre de la semaine : Les nouveaux partenaires commerciaux de l'Afrique », *Brookings Institute*, 7 mars. Disponible en ligne sur : <https://www.brookings.edu/blog/africa-in-focus/2018/03/07/figure-of-the-week-africas-new-trading-partners/> ; Nowak, W. (2016) « Commerce Chine-Afrique et Inde-Afrique sur la période 2000-2014 », *Procedia Economics and Finance*, Vol. 39. Banbury : Elsevier, p. 140-146. Disponible en ligne sur : <https://www.sciencedirect.com/science/article/pii/S2212567116302611>
- Komarek, A. M. (2017) « Effets des variations des prix des engrais sur les ménages agricoles des petits exploitants agricoles du centre du Malawi », *Agricultural Systems*, Vol. 154. Oxford : Elsevier, p. 168-178. Disponible en ligne sur : <https://www.sciencedirect.com/science/article/pii/S0308521X16304942>
- Kaiyatsa, S. (2018) « Quel est l'impact du Programme des engrais du Malawi sur les ventes d'engrais au secteur privé ? Une étude de terrain quasi-expérimentale », *Journal of Agricultural Economics*, Vol. 70, numéro 2. Banbury : Agricultural Economics Society, p. 332-352. Disponible en ligne sur : <https://onlinelibrary.wiley.com/doi/abs/10.1111/1477-9552.12286>
- Groupe Banque mondiale (2017) *Le pouls de l'Afrique : Une analyse des questions qui façonnent l'avenir économique de l'Afrique*. Washington DC : Groupe Banque mondiale. Disponible en ligne sur : <http://documents.worldbank.org/selected/en/348741492463112162/pdf/114375-REVISED-4-18-PMWB-AfricasPulse-Spring2017-vol15-FRENCH-FINAL-web.pdf>
- Voir : <https://data.worldbank.org/indicator/NY.GDP.MKTP.CD?locations=ZG>
- Stat. CNUCED Voir : <https://unctadstat.unctad.org/FR/Index.html> (Consulté le : 15 juillet 2019)
- Les marchés alimentaires africains pourraient créer une opportunité d'un billion USD d'ici 2030 », 4 mars 2013. Disponible en ligne sur : <http://www.worldbank.org/en/news/press-release/2013/03/04/africas-food-markets-may-create-one-billion-dollar-opportunity-2030>
- Groupe Banque mondiale (2019) *Doing Business 2019 : Formation pour la Réforme*. Washington DC : Groupe Banque mondiale. Disponible en ligne sur : http://www.doingbusiness.org/content/dam/doingBusiness/media/Annual-Reports/English/DB2019-report_web-version.pdf
- Modélisation et estimations réalisées pour la Coalition pour l'alimentation et l'utilisation des terres. Voir Annexe technique pour plus de détails.
- Commission des affaires et du développement durable (2016) *Valoriser le Prix des ODD dans le domaine de l'alimentation et de l'agriculture : Libérer des opportunités d'affaires pour accélérer une croissance durable et inclusive*. Londres : Commission des affaires et du développement durable. Disponible en ligne sur : <http://s3.amazonaws.com/aws-bsdc/Valuing-SDG-Food-Ag-Prize-Paper.pdf>
- Modélisation et estimations réalisées pour la Coalition pour l'alimentation et l'utilisation des terres. Voir Annexe technique pour plus de détails.
- Curtis, P. G. (2018) « Classification des facteurs de disparition des forêts dans le monde », *Science*, Vol. 361, numéro 6407. Washington DC : American Association for the Advancement of Science, pp.1108-1111. Disponible en ligne sur : <https://science.sciencemag.org/content/361/6407/1108>
- https://www.mightyearth.org/wp-content/uploads/2017/09/chocolates_dark_secret_english_web.pdf
- Modélisation et estimations réalisées pour la Coalition pour l'alimentation et l'utilisation des terres. Voir Annexe technique pour plus de détails.
- Modélisation et estimations réalisées pour la Coalition pour l'alimentation et l'utilisation des terres. Voir Annexe technique pour plus de détails.
- https://climateanalytics.org/media/ssa_final_publié.pdf. Valeur agricole basée sur la valeur de la production brute statistique de la FAO, toutes les cultures sauf la laine, la viande, le lait et les œufs, 2014-2016.
- Modélisation et estimations réalisées pour la Coalition pour l'alimentation et l'utilisation des terres. Voir Annexe technique pour plus de détails.
- FAO (2017) *Aperçu régional en Afrique de la sécurité alimentaire et de la nutrition*. Rome : FAO. Disponible en ligne sur : <http://www.fao.org/3/a-i7967e.pdf>

41. FAO (2019) *L'État de la sécurité alimentaire et de la nutrition : Se prémunir contre les ralentissements économiques*. Rome : FAO. Disponible en ligne sur : <http://www.fao.org/3/ca5162en/ca5162en.pdf>
42. Jaffar, S. & Gill, G. (2017), « La crise du diabète en Afrique subsaharienne », *The Lancet*, Vol. 5, numéro 8, p. 574-575. Disponible en ligne sur : [https://www.thelancet.com/journals/landia/article/PIIS2213-8587\(17\)30219-X/fulltext](https://www.thelancet.com/journals/landia/article/PIIS2213-8587(17)30219-X/fulltext)
43. Modélisation et estimations réalisées pour la Coalition pour l'alimentation et l'utilisation des terres. Voir Annexe technique pour plus de détails.
44. Toman, M. & Peters, J. (2017), « Électrification rurale : Dans quelle mesure l'Afrique subsaharienne a-t-elle besoin du réseau ? », blogs de la Banque mondiale, 11 juillet 2017. Disponible en ligne sur : <http://blogs.worldbank.org/developmenttalk/rural-electrification-how-many-do-sub-saharan-africa-need-grid>
45. Modélisation et estimations réalisées pour la Coalition pour l'alimentation et l'utilisation des terres. Voir Annexe technique pour plus de détails.
46. Nations Unies, Département des affaires économiques et sociales, Division de la population. (2017) *Prévisions démographiques mondiales : Révision de 2017, Principales constatations et Tableaux avancés. Document de travail n° ESA/P/WP/248*. New York : Nations Unies. Disponible en ligne sur : https://population.un.org/wpp/Publications/Files/WPP2017_KeyFindings.pdf
47. Nations Unies, Département des affaires économiques et sociales, Division de la population. (2015) *Prévisions mondiales en matière d'urbanisation : La révision 2014*. Disponible en ligne sur : <https://population.un.org/wup/Publications/Files/WUP2014-Report.pdf>
48. Groupe Banque mondiale. (2018) *Pauvreté et prospérité partagée 2018 : Assembler ensemble le puzzle de la pauvreté*. Washington DC : Banque mondiale. Disponible en ligne sur : <http://www.worldbank.org/en/publication/poverty-and-shared-prosperity>
49. Losch, B. (2016) *Transformation structurelle pour stimuler la demande de travail des jeunes en Afrique subsaharienne : Le rôle de l'agriculture, des zones rurales et du développement territorial, Document de travail*. Suisse : Organisation internationale du travail. Disponible en ligne sur : https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---ed_emp/documents/publication/wcms_533993.pdf
50. ONU Division de la population mondiale. Voir : <https://population.un.org/wpp/Graphs/Probabilistic/POP/70plus/947>
51. Voir : FAO (2018) *La situation des marchés des produits agricoles de base 2018. Commerce agricole, changement climatique et sécurité alimentaire*. Rome : FAO. Disponible en ligne sur : <http://www.fao.org/3/I9542EN/i9542en.pdf>
52. http://www.doingbusiness.org/content/dam/doingBusiness/media/Annual-Reports/English/DB2019-report_web-version.pdf
53. Commission des affaires et du développement durable (2016) *Valoriser le Prix des ODD dans le domaine de l'alimentation et de l'agriculture : Libérer des opportunités d'affaires pour accélérer une croissance durable et inclusive*. Londres : Commission des affaires et du développement durable Disponible en ligne sur : <http://s3.amazonaws.com/aws-bsdc/Valuing-SDG-Food-Ag-Prize-Paper.pdf>
54. Population âgée de plus de 15 ans. <https://population.un.org/wpp/Graphs/Probabilistic/POP/70plus/947>
55. GSMA (2018), *L'économie mobile : Afrique subsaharienne 2018*. Londres. Disponible en ligne sur : <https://www.gsma.com/r/mobileeconomy/sub-saharan-africa/>
56. GSMA (2018), *L'économie mobile : Afrique subsaharienne 2018*. Londres. Disponible en ligne sur : <https://www.gsma.com/r/mobileeconomy/sub-saharan-africa/>
57. Voir : https://www.bmz.de/en/countries_regions/marshall_plan_with_africa/index.html (Consulté le : 15 juillet 2019)
58. Commission des affaires et du développement durable (2016) *Valoriser le Prix des ODD dans le domaine de l'alimentation et de l'agriculture : Libérer des opportunités d'affaires pour accélérer une croissance durable et inclusive*. Londres : Commission des affaires et du développement durable Disponible en ligne sur : <http://s3.amazonaws.com/aws-bsdc/Valuing-SDG-Food-Ag-Prize-Paper.pdf>
59. Modélisation et estimations réalisées pour la Coalition pour l'alimentation et l'utilisation des terres. Voir Annexe technique pour plus de détails.
60. Van Ittersum, M. K. et al. (2016), 'L'Afrique subsaharienne peut-elle se nourrir ? », *PNAS*, 113 (52) 14964-14969. Disponible en ligne sur : <https://www.pnas.org/content/113/52/14964>
61. Dans le présent document, les aliments sains sont définis comme des aliments qui fournissent des nutriments bénéfiques aux consommateurs, notamment des vitamines, des minéraux majeurs et de traces, des acides aminés essentiels, des acides gras essentiels et des fibres alimentaires, tout en réduisant au minimum les éléments potentiellement nocifs, notamment les anti-nutriments et les quantités élevées de graisses saturées et de sucres.
62. Cette estimation peut être prudente car elle (1) suppose que la productivité des terres nouvelles et existantes est la même, (2) ne tient pas compte de l'impact du changement climatique sur la productivité, qui est estimée à au moins 10 pour cent de réduction des rendements, (3) suppose que l'expansion des terres serait consacrée aux cultures céréalières pour la consommation intérieure.
63. Technoserve (2018), « Les drones peuvent-ils changer l'avenir agricole de l'Afrique ? » Blogs Technoserve, 26 janvier 2018. Disponible en ligne sur : <https://www.technoserve.org/blog/can-drones-change-africa-agricultural-future>
64. Voir : <http://www.kusamala.org/about/permaculture-in-malawi/> (Consulté le : 15 juillet 2019)
65. Fonds international pour le développement agricole (International Fund for Agricultural Development, IFAD) (2013), *Petits exploitants, sécurité alimentaire et l'environnement*. Rome : IFAD. Disponible en ligne sur : https://www.ifad.org/documents/38714170/39135645/smallholder_report.pdf/133e8903-0204-4e7d-a780-bca847933f2e
66. Van Vark, C. (2013), « Comment les programmes d'agroforesterie peuvent améliorer la sécurité alimentaire dans les pays en voie de développement », *Guardian*, 26 février 2013. Disponible en ligne sur : <https://www.theguardian.com/global-development-professionals-network/2013/feb/26/agroforestry-agriculture-food-security>
67. Initiative d'adaptation mondiale Notre Dame (2017), *Index pays*. Disponible en ligne sur : <https://gain.nd.edu/our-work/country-index/rankings/>
68. The Nature Conservancy (2015), *Upper Tana-Nairobi Water Fund Business Case. Version 2*. Nairobi : The Nature Conservancy. Disponible en ligne sur : https://www.nature.org/content/dam/tnc/nature/en/documents/Nairobi-Water-Fund-Business-Case_FINAL.pdf
69. Climate Watch. Voir : [https://www.climatewatchdata.org/ghg-emissions?régions=SSA %20WORLD§eurs=411](https://www.climatewatchdata.org/ghg-emissions?régions=SSA%20WORLD§eurs=411)
70. Berger, C. (2016), *Afrique de l'Ouest - Projet régional d'appui au pastoralisme au Sahel : P147674 - Rapport sur les résultats du statut de mise en œuvre : Séquence 04 (anglais)*. Washington DC : Groupe Banque mondiale. Disponible en ligne sur : <http://documents.worldbank.org/selected/en/857211482244820459/Western-Africa-Regional-Sahel-Pastoralism-Support-Project-P147674-Implementation-Status-Results-Report-Sequence-04>
71. Voir : https://rainforests.mongabay.com/deforestation_drivers.html (Consulté le : 15 juillet 2019)
72. Voir : <https://illuminumgreenhouses.com/> (Consulté le : 15 juillet 2019)
73. Collier, P. & Dercon, S. (2009), « L'agriculture africaine dans 50 ans : Les petits exploitants dans un monde en rapide mutation ? » *Réunion d'experts sur la façon de nourrir le monde en 2050*. 24-26 juin 2009. FAO. Disponible en ligne sur : <http://www.fao.org/3/a-ak983e.pdf>
74. Ryan Hogarth, J., Haywood, C., Whitley, S. (2015) *Développement à faible intensité de carbone en Afrique subsaharienne : 20 transitions intersectorielles*. Londres : Overseas Development Institute. Disponible en ligne sur : <https://www.odi.org/sites/odi.org.uk/files/odi-assets/publications-opinion-files/9878.pdf>
75. Willet, W. et al. (2019) « L'alimentation dans l'anthropocène : la EAT Lancet Commission au sujet des régimes alimentaires sains issus de systèmes alimentaires durables », *The Lancet*, Vol. 393, numéro 10170, p. 447-492. Disponible en ligne sur : [https://www.thelancet.com/journals/lancet/article/PIIS0140-6736\(18\)31788-4/fulltext?utm_campaign=tleat19&utm_source=hub_page#articleInformation](https://www.thelancet.com/journals/lancet/article/PIIS0140-6736(18)31788-4/fulltext?utm_campaign=tleat19&utm_source=hub_page#articleInformation)
76. Modélisation et estimations réalisées pour la Coalition pour l'alimentation et l'utilisation des terres. Voir Annexe technique pour plus de détails.
77. <https://climatefundsupdate.org/publications/climate-finance-regional-briefing-sub-saharan-africa-2018/>

78. <http://pubdocs.worldbank.org/fr/988141495654746186/E3-AFR-ReapingRicherReturns-Overview.pdf>
79. Institut allemand de développement (2017), *Libérer le potentiel d'irrigation en Afrique subsaharienne : Les partenariats public-privé sont-ils la voie à suivre?* Document d'information. Bonn : Institut allemand de développement. Disponible en ligne sur : https://www.die-gdi.de/uploads/media/BP__7.2017.pdf
80. Goyal, A. & Nash, J. (2016), *Récolter des rendements plus élevés : Priorités en matière de dépenses publiques pour la Croissance de la productivité de l'agriculture en Afrique*. Washington DC : Groupe Banque mondiale. Disponible en ligne sur : <http://pubdocs.worldbank.org/fr/988141495654746186/E3-AFR-ReapingRicherReturns-Overview.pdf>
81. Voir : <https://www.rightlivelivelihoodaward.org/laureates/yacouba-sawadogo/>
82. Voir : <http://serendipalm.com/>
83. Goyal, A. & Nash, J. (2016), *Récolter des rendements plus élevés : Priorités en matière de dépenses publiques pour la Croissance de la productivité de l'agriculture en Afrique*. Washington DC : Groupe Banque mondiale. Disponible en ligne sur : <http://pubdocs.worldbank.org/fr/988141495654746186/E3-AFR-ReapingRicherReturns-Overview.pdf>
84. Voir : <https://cipotato.org/media/orange-flased-sweetpotato/>
85. Voir : <http://www.f3-life.com/>
86. AGRA (2019), « AGRA et Atlas AI s'associent pour promouvoir la sécurité alimentaire et la transformation de l'agriculture ». AGRA, 10 mai 2019. Disponible en ligne sur : <https://agra.org/agra-and-atlas-ai-partner-to-promote-food-security-and-agricultural-transformation/>
87. Nsehe, M. (2017), « Une start-up agritech nigériane, Farmcrowdy, recueille 1 million USD en capitaux d'amorçage ». *Forbes*, 19 décembre 2017. Disponible en ligne sur : <https://www.forbes.com/sites/mfonobongnsehe/2017/12/19/nigerian-agritech-startup-farmdy-raise-1m-seed-investment/#1de998866ba8>
88. Hogarth, J. R., Haywood, C., Whitley, S. (2015), *Développement à faible intensité de carbone en Afrique subsaharienne*. Londres : Overseas Development Institute. Disponible en ligne sur : <https://www.odi.org/sites/odi.org.uk/files/odi-assets/publications-opinion-files/9878.pdf>
89. Groupe Banque mondiale (2013), « Les marchés alimentaires africains pourraient créer une opportunité d'un billion USD d'ici 2030 », 4 mars 2013. Disponible en ligne sur : <http://www.worldbank.org/en/news/press-release/2013/03/04/africas-food-markets-may-create-one-billion-dollar-opportunity-2030>
90. Modélisation et estimations réalisées pour la Coalition pour l'alimentation et l'utilisation des terres. Voir Annexe technique pour plus de détails.
91. Commission des affaires et du développement durable (2016) *Valoriser le Prix des ODD dans le domaine de l'alimentation et de l'agriculture : Libérer des opportunités d'affaires pour accélérer une croissance durable et inclusive*. Londres : Commission des affaires et du développement durable Disponible en ligne sur : <http://s3.amazonaws.com/aws-bsdc/Valuing-SDG-Food-Ag-Prize-Paper.pdf>
92. Groupe Banque mondiale (2017), *Investissements directs étrangers, entrées nettes (BoP, USD actuels)*. Disponible en ligne sur : <https://data.worldbank.org/indicator/BX.KLT.DINV.CD.WD?locations=RW&view=chart> (Consulté le : 15 juillet 2019)
93. FAO (2014), « Sécurité alimentaire pour le développement durable et l'urbanisation ». *Segment d'intégration ECOSOC 2014*. 27-29 mai. Rome : FAO. Disponible en ligne sur : <https://www.un.org/en/ecosoc/integration/pdf/foodandfarmtutureorganization.pdf>
94. Derek, B. et coll. (2013), *L'Afrique en croissance : Libérer le potentiel de l'agro-industrie*. Washington DC : Groupe Banque mondiale. Disponible en ligne sur : <http://documents.worldbank.org/selected/pt/327811467990084951/Main-report>
95. Voir : <https://www.gsma.com/mobilefordevelopment/wp-content/uploads/2018/05/Twiga-Foods-Enhanced-market-access-for-farmers-and-a-reliability-supply-for-vendors.pdf>
96. <http://www.best-dialogue.org/wp-content/uploads/2018/01/CTI-Counterfeit-report-Oct-2017.pdf?x82837>
97. Voir : <https://aacefoods.com/>
98. Voir : <http://yolelefoods.com/>
99. Stat CNUCED (2017) Voir : <https://unctadstat.unctad.org/FR/Index.html> (Consulté le : 15 juillet 2019)
100. Modélisation et estimations réalisées pour la Coalition pour l'alimentation et l'utilisation des terres. Voir Annexe technique pour plus de détails.
101. Updated 2013 prices to 2018 prices, based on FAO, IFAD, WFP (2015) *Achieving Zero Hunger: the critical role of investments in social protection and agriculture*. Rome: FAO. Available online at: <http://www.fao.org/3/a-i4951e.pdf>
102. Groupe Banque mondiale, UNESCAP (2015), *Coûts commerciaux dans les pays en voie de développement : 1995-2012, Document de travail*. New York : Consultants en commerce pour les pays en voie de développement. Disponible en ligne sur : <https://develop-trade.com/wp-content/uploads/2015/03/Working-Paper-DTC-2015-2.pdf>
103. Heineken (2016), « Stimuler l'approvisionnement local par le biais d'un partenariat pour le manioc au Nigeria » Disponible en ligne sur : <https://www.theelkencompany.com/sustainability/case-studies/boosting-local-sourcing-through-a-cassava-partnership-in-nigeria> (Consulté le : 15 juillet 2019)
104. AgDevCo (2018), *Centre agricole d'irrigation Barbator : Possibilité de louer des parcelles de terres agricoles dans un centre de production et de transformation alimentaire socialement responsable dans le nord du Ghana*. Disponible en ligne sur : https://www.agdevco.com/uploads/Case%20Studies%20-%202018/AgDevCo_Babator%20brochure_AW_digital_Feb%202019.pdf
105. Voir : <https://innovation.wfp.org/project/farm-market-alliance>
106. See: <https://www.gainhealth.org/knowledge-centre/project/marketplace-for-nutritious-foods/>
107. Groupe Banque mondiale (2012), *L'Afrique peut aider l'Afrique : Supprimer les obstacles au commerce régional des denrées alimentaires de base*. Washington DC : Groupe Banque mondiale. Disponible en ligne sur : <http://siteresources.worldbank.org/INTAFRICA/Resources/Africa-Can-Feed-Africa-Report.pdf>
108. Modélisation et estimations réalisées pour la Coalition pour l'alimentation et l'utilisation des terres. Voir Annexe technique pour plus de détails.
109. Brancalion, P. H. S. (2019), « Possibilités de restauration à l'échelle mondiale dans les paysages de forêts tropicales humides », *Progrès scientifiques*, Vol. 5, n° 7. Disponible en ligne sur : https://avances.sciencemag.org/content/5/7/eaav3223?utm_source=CLUA+Quarterly+Email+Newsletter&utm_campaign=baac8351da-Newsletter_Issue_16_Bonn_COP_11_09_2017_COPY_01&utm_medium=email&utm_term=0_b2faff125f-baac8351da-152090405
110. Lange, G-M., Wodon, Q. & Carey, K. (eds) (2018), *L'évolution de la richesse des nations 2018 : Construire un avenir durable*. Washington DC : Groupe Banque mondiale. Disponible en ligne sur : <https://openknowledge.worldbank.org/bitstream/handle/10986/29001/9781464810466.pdf>
111. Environnement ONU. *Notre travail en Afrique*. Disponible en ligne sur : <https://www.unenvironment.org/régions/africa/our-work-africa> (Consulté le : 15 juillet 2019)
112. Modélisation et estimations réalisées pour la Coalition pour l'alimentation et l'utilisation des terres. Voir Annexe technique pour plus de détails.
113. Selon la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification (UNCCD), la dégradation des terres est définie comme la perte ou la réduction de la productivité et de la complexité biologiques ou économiques.
114. PNUE (2015), *L'économie de la dégradation des terres en Afrique*. Bonn : Initiative ELD. Disponible en ligne sur : https://www.nmbu.no/sites/default/files/pdfattachments/eld-unep-report_05_web_b-72dpi_1.pdf
115. Modélisation et estimations réalisées pour la Coalition pour l'alimentation et l'utilisation des terres. Voir Annexe technique pour plus de détails.
116. Voir : <http://afr100.org/content/home> (Consulté le : 15 juillet 2019)

118. Fleshman, M. (2008), « Sauver les forêts d'Afrique, les poumons du monde », *Renouveau de l'Afrique*, janvier 2008. Disponible en ligne sur : <https://www.un.org/africarenewal/magazine/january-2008/saving-africa%E2%80%99s-forests-%E2%80%9Blungs-world%E2%80%99> (Consulté le : 15 juillet 2019)
119. The Climate Finance Lab (2018), « Le Véhicule forestier pour les petits exploitants ». Disponible en ligne sur : <https://www.climatefinancelab.org/project/harvest-contract-vehicle/> (Consulté le : 15 juillet 2019)
120. Langat, A. (2016) « Les villages côtiers kenyans redonnent vie à leur forêt de mangroves ». *Le Guardian*, 22 février. Disponible en ligne sur : <https://www.theguardian.com/global-development-professionals-network/2016/feb/22/the-coastal-kenyan-villages-bring-their-mangrove-forest-back-to-life> (Consulté le : 15 juillet 2019)
121. Voir : <https://www.greatgreenwall.org/about-great-green-wall> (Consulté le : 15 juillet 2019)
122. Lindsey, P. A. et al. (2018), « Plus d'un milliard USD par an sont nécessaires pour sécuriser les espaces protégés de l'Afrique avec les Lions », PNAS, 115 (45) E10788-E10796. Disponible à : <https://www.pnas.org/content/115/45/E10788.short?rss=1>
123. Njenga, M. & Schenk, A. « Une question brûlante : le bois combustible, la santé publique, la dégradation et la conservation des terres en Afrique subsaharienne ». Nairobi : ICRAF & BirdLife International. Disponible en ligne sur : <https://www.birdlife.org/sites/default/files/attachments/make-woodfuel-sustainable-in-sub-saharan-africa.pdf>
124. Christian, P. (2009) *Crise environnementale ou opportunité de développement durable ? Transformer le secteur du charbon de bois en Tanzanie : une note politique*. Washington DC : Groupe Banque mondiale. Disponible en ligne sur : <http://documents.worldbank.org/selected/en/610491468122077612/Environmental-crisis-or-sustainable-development-opportunity-Transforming-the-charcoal-sector-in-Tanzania-a-policy-note>
125. Groupe Banque mondiale (2019) *État et tendances de la tarification carbone en 2019*. Washington, DC : Banque mondiale. Disponible en ligne sur : <https://openknowledge.worldbank.org/handle/10986/31755>
126. Lexologie (2019) *Le point sur les marchés du carbone*. Disponible en ligne sur : <https://www.lexology.com/library/detail.aspx?g=2576048c-fe6b-4bee-8988-fe165d979ef0>
127. Centre pour le développement mondial (2014). *Réaliser la révolution des données en Afrique subsaharienne : Rapport final du Groupe de travail sur les données pour le développement de l'Afrique*. Washington DC : CGDev. Disponible en ligne sur : <https://www.cgdev.org/sites/default/files/CGD14-01%20complete%20for%20web%200710.pdf>
128. FAO (2013) *Tendances et impacts de l'investissement étranger dans l'agriculture des pays en voie de développement : Preuves tirées d'études de cas*. Rome : FAO. Disponible en ligne sur : <http://www.fao.org/3/i3112e/i3112e.pdf>
129. Voir : <https://www.protectedplanet.net/country/COD>
130. Higonnet, E., Bellantonio, M. & Hurowitz, G. (2017) *Le secret noir du chocolat : Comment l'industrie du cacao détruit les parcs nationaux*. Washington DC : Mighty Earth. Disponible en ligne sur : https://www.mightyearth.org/wp-content/uploads/2017/09/chocolates_dark_secret_english_web.pdf
131. Banque africaine de développement (2016) *Le commerce illicite des ressources naturelles en Afrique – Un rapport à paraître par le Centre africain des ressources naturelles, Aperçu du rapport*. Abidjan : Banque africaine de développement. Disponible en ligne sur : https://www.afdb.org/fileadmin/uploads/afdb/Documents/Events/IFF/Documents_IFF/ANRC_ILLCITE_TRADE_IN_NATURAL_RESOURCES.pdf
132. Vick, M. J. (2006) « Le bassin du fleuve Sénégal : Un regard rétrospectif et prospectif sur le régime juridique », *Natural Resources Journal*, Vol. 46, n° 1, pp. 211-243. Disponible en ligne sur : https://www.jstor.org/stable/24889030?seq=1#page_scan_tab_contents
133. Voir : <https://www.cbd.int/sp/targets/> (Consulté le : 15 juillet 2019)
134. Disponible en ligne sur : <https://www.campaignornature.org/aboutus> (Consulté le : 15 juillet 2019)
135. Evans, M. (2018) « La nouvelle loi forestière éthiopienne : Une victoire pour les paysages et les moyens de subsistance ? » *Forest News*, 20 août 2018. Disponible en ligne sur : <https://forestsnews.cifor.org/57465/ethiopian-new-forestry-law-a-win-for-landscape-and-livelihood?fnl=en>
136. Voir : <https://www.icao.int/environmental-protection/CORSIA/Pages/default.aspx>
137. AfDB, ADB, EBRD, EIB, IDBG, IsDB, WBG (2017), *Rapport conjoint de 2017 sur le financement du climat par les banques multilatérales de développement*. Disponible en ligne sur : <https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/2017-joint-report-on-mdbs-climate-finance.pdf>
138. AfDB, ADB, EBRD, EIB, IDBG, IsDB, WBG (2017), *Rapport conjoint de 2017 sur le financement du climat par les banques multilatérales de développement*. Disponible en ligne sur : <https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/2017-joint-report-on-mdbs-climate-finance.pdf>
139. Voir : https://partnershipsforforests.com/2019/01/29/how-coffee-can-save-ethiopian-forests/?utm_source=rss&utm_medium=rss&utm_campaign=how-coffee-can-save-ethiopian-forests
140. Alkire, S. (2014) *La pauvreté dans les zones rurales et urbaines : Comparaisons directes à l'aide de l'IPM global 2014*. Oxford : Oxford University Press. Disponible en ligne sur : <https://www.ophi.org.uk/wp-content/uploads/Poverty-in-Rural-and-Urban-Areas-Direct-Comparisons-using-the-Global-MPI-2014.pdf>
141. Higonnet, E., Bellantonio, M. & Hurowitz, G. (2017) *Le secret noir du chocolat : Comment l'industrie du cacao détruit les parcs nationaux*. Washington DC : Mighty Earth. Disponible en ligne sur : https://www.mightyearth.org/wp-content/uploads/2017/09/chocolates_dark_secret_english_web.pdf
142. Voir : <https://www.marketwatch.com/press-release/cocoa-chocolate-market-2019-global-analysis-opportunities-and-forecast-to-2024-2019-02-25>
143. Symrise (2014) « Symrise ouvre un site de production à Madagascar », *Symrise Newsroom*, 14 octobre 2014. Disponible en ligne sur : <https://www.symrise.com/newsroom/article/symrise-open-production-site-in-madagascar/>
144. Voir : <https://annona.co/> (Consulté le : 15 juillet 2019)
145. FAO (2011) *La situation de l'alimentation et de l'agriculture : Les femmes dans l'agriculture*. Rome : FAO. Disponible en ligne sur : <http://www.fao.org/3/i2050e/i2050e.pdf>
146. Voir : <http://shea.care/> (Consulté le : 15 juillet 2019)
147. Groupe Banque mondiale (2016) *Taux d'alphabétisation, homme adulte (% des hommes âgés de 15 ans et plus)*. Disponible en ligne sur : <https://data.worldbank.org/indicator/SE.ADT.LITR.MA.ZS?locations=ZG&view=chart>
148. Board on Science and Technology for International Development (1996) *Le « Tef » au sein des Cultures perdues d'Afrique*. Vol. 1. Washington DC : National Academy Press, pp. 215-236. Disponible en ligne sur : <https://www.nap.edu/read/2305/chapter/15#217>
149. Société financière internationale (2016) « Les cultivateurs de thé du Kenya goûtent aux avantages de l'hydroélectricité ». *IFC News*. Novembre 2016. Disponible en ligne sur : https://www.ifc.org/wps/wcm/connect/news_ext_content/ifc_external_corporate_site/news+and+events/news/impact-stories/tea-farmers-taste-the-benefits-of-hydropower (Consulté le : 15 juillet 2019)
150. Voir : <https://www.blueskies.com/> (Consulté le : 15 juillet 2019)
151. Voir : <https://www.globallivingsalary.org/case-studies/rural-malawi/> (Consulté le : 15 juillet 2019)
152. World Resources Report (2019) *Créer un avenir alimentaire durable : Un ensemble de solutions pour nourrir près de 10 milliards de personnes d'ici 2050*. Washington DC : World Resources Institute. Disponible en ligne sur : https://wrr-food.wri.org/sites/default/files/2019-07/WRR_Food_Full_Report_0.pdf
153. Modélisation et estimations réalisées pour la Coalition pour l'alimentation et l'utilisation des terres. Voir Annexe technique pour plus de détails.
154. Modélisation et estimations réalisées pour la Coalition pour l'alimentation et l'utilisation des terres. Voir Annexe technique pour plus de détails.

155. Schwandt, H. M. (2018) « La planification familiale au Rwanda n'est pas considérée comme un contrôle de la population, mais plutôt comme un moyen d'autonomiser les gens » : examiner le succès du Rwanda en matière de planification familiale du point de vue des acteurs publics et privés. *Contraception et médecine reproductive*, 3 h 18. Disponible en ligne sur : <https://ganttionmedicine.biomedcentral.com/articles/10.1186/s40834-018-0072-y>
156. Groupe Banque mondiale (2017) *Taux de fécondité, total (naissances par femme)*. Disponible en ligne sur : <https://data.worldbank.org/indikator/SP.DYN.TFRT.IN?locations=RW>
157. UNFPA (2017) *Sahel Women's Empowerment and Demographic Dividend. Brochure présentant l'initiative SWEDD*. New York : FNUAP. Disponible en ligne sur : <https://wcaro.unfpa.org/en/publications/sahel-women-%E2%80%99s-empowerment-and-d%C3%A9mographique-dividend-project-swedd>
158. Fondation Rainforest UK (2018) « Une première historique : les communautés de la République démocratique du Congo acquièrent des droits légaux sur leurs forêts locales », *Rainforest Foundation UK News*, 20 septembre 2018. Disponible en ligne sur : <https://www.rainfoundfoundationuk.org/communities-gain-legal-rights-over-their-forests>
159. Schreiber, L. (2017) « Garantir les droits fonciers : Faire fonctionner l'enregistrement des titres fonciers au Rwanda, 2012-2017 », *Des innovations pour les sociétés prospères*. Princeton : Université de Princeton. Disponible en ligne sur : https://succfulsocieties.princeton.edu/sites/succfulsocieties/files/LS_Land_Rwanda_Revised_9_14_2017.pdf
160. Voir : <https://accessinitiative.org/> (Consulté le : 15 juillet 2019)
161. Groupe Banque mondiale (2011) *Nourriture manquante : Le cas des pertes de grains après la récolte en Afrique subsaharienne*. Washington, DC : Banque mondiale. Disponible en ligne sur : https://siteresources.worldbank.org/INTARD/Resources/MissingFoods10_web.pdf
162. FAO (2014) *Améliorer la sécurité alimentaire en Afrique subsaharienne en réduisant les pertes alimentaires et en améliorant l'efficacité de la chaîne agroalimentaire*. Disponible en ligne sur : <http://www.fao.org/save-food/resources/presentations/en/>
163. Saghir, J. & Santoro, J. (2018) *L'urbanisation en Afrique subsaharienne : Relever les défis en facilitant le rapprochement entre les intervenants*. Washington DC : Centre de statistiques et d'Études internationales. Disponible en ligne sur : https://csis-prod.s3.amazonaws.com/s3fs-public/publication/180411_Saghir_UrbanizationAfrica_Web.pdf?o02HMOFqh99KtXG6ObTaciKKMrvkOOwd
164. Arup (2016) « Les villes pilotes de l'avenir : Mozambique - Corridors de croissance », *Initiative Villes du futur en Afrique*. Londres : Arup. Disponible en ligne sur : <https://www.arup.com/perspectives/publications/research/section/future-cities-africa>
165. Partenariat mondial pour la sécurité alimentaire (2019) *Sécurité alimentaire en Afrique : Initiatives antérieures et orientations futures*. Washington DC : Banque mondiale. Disponible en ligne sur : https://www.gfsp.org/sites/gfsp/files/public/GFSP%20Report_Food%20Safety%20in%20Africa-web.pdf
166. Groupe Banque mondiale (2017) *Le pouls de l'Afrique : Une analyse des questions qui façonnent l'avenir économique de l'Afrique*. Washington DC : Groupe Banque mondiale. Disponible en ligne sur : <http://documents.worldbank.org/selected/en/348741492463112162/pdf/114375-REVISED-4-18-PMWB-AfricasPulse-Spring2017-vol15-FRENCH-FINAL-web.pdf>
167. Modélisation et estimations réalisées pour la Coalition pour l'alimentation et l'utilisation des terres. Voir Annexe technique pour plus de détails.
168. Modélisation et estimations réalisées pour la Coalition pour l'alimentation et l'utilisation des terres. Voir Annexe technique pour plus de détails.
169. Voir : <https://essp.ifpri.info/productive-safety-net-program-psnp/>
170. Voir : <https://www.hellotractor.com/home>
171. Modélisation et estimations réalisées pour la Coalition pour l'alimentation et l'utilisation des terres. Voir Annexe technique pour plus de détails.
172. Stat. CNUCED Voir : <https://unctadstat.unctad.org/FR/Index.html> (Consulté le : 15 juillet 2019)
173. Goyal, A. & Nash, J. (2016) *Récolter des rendements plus élevés : Priorités en matière de dépenses publiques pour la Croissance de la productivité de l'agriculture en Afrique*. Washington DC : Groupe Banque mondiale. Disponible en ligne sur : <http://pubdocs.worldbank.org/fr/988141495654746186/E3-AFR-ReapingRicherReturns-Overview.pdf>
174. Watson, C. & Schalatek, L. (2019) *Séance d'information régionale sur le financement de la lutte contre le changement climatique : Afrique subsaharienne*. Londres : Institut de développement à l'étranger; Washington DC : Heinrich Böll Stiftung. Disponible en ligne sur : <https://climatefundsupdates.org/publications/climate-finance-regional-briefing-sub-saharan-africa-2018/>
175. Voir : <http://www.fao.org/3/Y3918E/y3918e10.htm>
176. Blended Finance Taskforce (2018) *Un meilleur financement pour un monde meilleur : Document de consultation du groupe de travail sur le financement mixte*. Londres : Commission des entreprises. Disponible en ligne sur : https://static1.squarespace.com/static/59562732f7e0ab94574ba86a/t/5a70981d24a6940ca887c5fa/1517328443557/BFT_BetterFinance_FINAL_18012018.pdf
177. Voir : <https://www.aatif.lu/home.html> (Consulté le : 15 juillet 2019)
178. Voir : <https://www.agdevco.com/smallholder-development-unit.html>

Personnes, Santé et Nature:

Un programme de transformation
de l'Afrique subsaharienne



The
Food and Land Use
Coalition
